

Le Féminisme en bref

FFQ 2009

NUMÉRO SPÉCIAL

# VIVRE ET vieillir

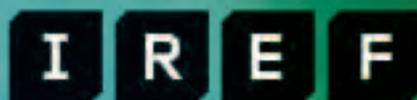


Les Mémés déchaînées, à lire en page 10



Fédération des femmes du Québec

[www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca)



Institut de recherches  
et d'études féministes

## L'UQAM au cœur des études féministes

L'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM offre une formation unique dans les universités québécoises de langue française assurée par des spécialistes engagées dans les débats contemporains.

### **CERTIFICAT EN ÉTUDES FÉMINISTES**

Ce programme est entièrement consacré aux études sur les femmes, au féminisme et aux rapports sociaux de sexe.

### **CONCENTRATION EN ÉTUDES FÉMINISTES AUX 3 CYCLES**

Vous pouvez enrichir d'une concentration en études féministes plusieurs programmes de 1<sup>er</sup>, 2<sup>d</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle, notamment communication, études littéraires, géographie, histoire, psychologie, science politique, sciences des religions, sexologie, sociologie, travail social, etc.

**UQAM**

RENSEIGNEMENTS  
514 987-6587

[www.iref.uqam.ca](http://www.iref.uqam.ca)

# Sommaire

## Remerciements

La parution de ce numéro spécial du **Féminisme en bref** a été rendue possible grâce à la générosité des auteures qui ont accepté de collaborer de façon militante, à la rédaction de cette revue. Merci aussi aux membres du comité de rédaction et à tous nos commanditaires. Un merci tout spécial à la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) pour son engagement et son appui financier important.

La revue *Féminisme en bref* une publication annuelle de la Fédération des femmes du Québec. Les propos qui y sont tenus n'engagent que leurs auteurs. Toute reproduction est encouragée avec mention de la source.

### Coordination :

Claudette Lambert et Ghislaine Sathoud

### Comité de rédaction :

Claudette Lambert, Anne Pasquier, Ghislaine Sathoud et Ghislaine Vézina.

### Collaboratrices :

Michèle Asselin, Micheline Bélisle, Mélissa Blais, Gisèle Bourret, Nancy Burrows, Anne Caines, Michèle Carpentier, Émilie Castro, May Chiu, Ana Maria D'Urbano Seghezze, Martine Éloy, Marie-Thérèse Forest, Nathalie Goulet, Lorraine Guay, Claudette Lambert, Barbara Legault, Les Mémées déchaînées, Sylvie Lévesque, Louise Riendeau, Anne Pasquier, Ruth Rose, Ghislaine Sathoud, Charlotte Thibault, Ghislaine Vézina, Caroline Voyer.

### Illustration de la page couverture :

Rouleau-Paquin design communication

### Design graphique :

Rouleau-Paquin design communication

### Impression :

JB Deschamps inc.



Fédération des femmes du Québec

110, rue Ste-Thérèse, bureau 309  
Montréal (Québec) H2Y 1E6  
Téléphone : 514-876-0166  
Télécopieur : 514-876-0162  
Courriel : [info@ffq.qc.ca](mailto:info@ffq.qc.ca)  
Site web : [www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca)

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
Troisième trimestre 2009  
ISBN 978-2-921006-06-4

Ce magazine est imprimé  
sur du papier recyclé Rolland Enviro ♻️

## Mot de la présidente

03

## VIVRE ET VIEILLIR

04

- **Conjuguer vieillir au féminin pluriel**  
*Par Gisèle Bourret* 04
- **Les femmes et les revenus de retraite. Un « âge d'or » terni ?**  
*Par Ruth Rose* 07
- **Engagées et déchaînées les Mémés!!**  
*Par Claudette Lambert et Ghislaine Sathoud* 10
- **S'adapter à un contexte culturel différent au troisième âge : les défis des aînées immigrantes**  
*Par Ghislaine Sathoud* 12
- **Les femmes âgées maltraitées, violentées et quoi encore ?**  
*Par Ghislaine Vézina* 14
- **Être femme, vieille et pauvre : un cocktail infériorisant!**  
*Par Micheline Bélisle* 18

## VIVRE OU SURVIVRE

20

- **20<sup>e</sup> triste anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique**  
*Par Mélissa Blais et Barbara Legault* 20
- **Contre le racisme en emploi au féminin**  
*Par Nancy Burrows et May Chiu* 22
- **La privatisation et son impact sur les femmes**  
*Par Martine Éloy* 24
- **Fonds publics/privés et politiques sociales : Quels enjeux pour les femmes, les familles et les communautés ?**  
*Par Sylvie Lévesque* 26
- **La crise économique : un point de vue féministe**  
*Par Ana Maria D'Urbano Seghezze* 41
- **Femmes palestiniennes, femmes israéliennes: le très long combat pour une paix juste**  
*Par Lorraine Guay* 44

## VIVRE AVEC CONVICTIONS

47

- **Organiser des événements dans le respect de l'environnement**  
*Par Caroline Voyer* 47
- **Femmes en politique municipale**  
*Par Anne Pasquier* 50
- **Le Rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLES! » : une grande réussite, un mouvement en émergence et en construction**  
*Par Barbara Legault* 52
- **La FFQ défend la cause de toutes les femmes**  
*Par Michèle Asselin* 57

## VIVRE EN SOLIDARITÉ

61

- **Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!**  
*Par Barbara Legault et Ghislaine Sathoud* 61
- **Merci Michèle** 66

# Le Placement à rendement social

Le choix de Laure Waridel

## Contactez-nous

Québec 1 877 647-1527

Joliette 1 866 753-7055

Montréal 1 877 598-2122



**Desjardins**

Caisse d'économie solidaire

[www.caissesolidaire.com](http://www.caissesolidaire.com)



## L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC

**Généralistes de la condition féminine,  
L'R et les centres sont interpellés  
par tout ce qui touche les conditions de vie des femmes.**

**25 ans!**

**Sur son R d'aller...  
Toujours mobilisées!**

*Des luttes et des actions:*

*Violence faite aux femmes,  
pauvreté, exclusion,  
isolement, discrimination,  
avortement, santé mentale  
et physique, logement,  
droits sociaux, droits  
politiques, justice,  
égalité...*

[www.rcentres.qc.ca](http://www.rcentres.qc.ca)



Photo : Sylvie Trépanier

# Quel beau voyage, quelle belle aventure...

Le 1<sup>er</sup> juin 2003, la gorge serrée, l'estomac noué par l'émotion, je prenais la barre de cet immense vaisseau qu'est la FFQ. Le grand départ! Quelle émotion! J'en ai encore des frissons...

Première destination : le congrès d'orientation. Filant sur les flots, toutes voiles dehors, vers ce rendez-vous historique, je rencontre une première tempête : un énorme déficit financier se dirige tout droit vers la FFQ! Avec l'équipe de travail et plusieurs militantes, coude à coude, nous avons traversé cette tempête sans trop de dégâts. Quel équipage!

Il y a dans mon carnet de voyage le récit d'aventures mémorables. Parmi celles-ci, la signature de la *Déclaration solennelle de solidarité entre la Fédération des femmes du Québec et Femmes autochtones du Québec*, le 1<sup>er</sup> octobre 2004 revêt pour moi un caractère très spécial. Ce soir-là, dans un rapport de nation à nation, Ellen Gabriel et moi avons scellé une entente entre nos deux organisations, pour nous et pour les générations à venir... Un moment historique chargé d'émotion.

Les actions de la Marche mondiale des femmes ont aussi été marquantes. Je garde un vif souvenir de ma rencontre avec les Rwandaises lors de la rencontre internationale de 2004. J'ai pleuré. J'ai eu honte, honte de mon pays, honte de l'ONU, honte de l'abandon, honte d'être si privilégiée... Un immense sentiment d'impuissance m'a envahie. Les femmes du Rwanda m'ont alors serrée tendrement dans leurs bras forts. Et, jamais je n'oublierai l'arrivée par bateau de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*, transmise de main en main à travers une chaîne humaine jusque devant l'Assemblée nationale du Québec; pas plus que ma rencontre avec les militantes de la Turquie et de la Grèce à qui j'ai transmis la Charte, passant le relais des Amériques à l'Europe.

Il y aurait tant de merveilleuses histoires à raconter... et plusieurs rendez-vous passionnants! Six assemblées générales annuelles; un congrès d'orientation, en novembre 2003; deux assemblées générales spéciales, l'une en mai 2004 pour réviser de fond en comble la *Plate-forme politique* et l'autre, en mai 2009, pour prendre position sur le port de signes religieux dans les institutions publiques. Cette dernière a provoqué une autre tempête, on peut même parler de tsunami! Neuf assemblées générales en 6 ans, un record pour une présidente! Combien de réunions d'équipe, d'exécutif, de conseil d'administration, de comités de travail? Et puis, deux campagnes électorales québécoises (mars 2007 et décembre 2008) et trois campagnes électorales fédérales (juin 2004, janvier 2006, octobre 2008). Cinq campagnes électorales en six ans! Un autre record qui sera difficile à battre.

Je relis les nombreux rapports rédigés au cours de ces six années passées trop vite et je me demande comment cela a été possible d'accomplir tant avec si peu de moyens? Sûrement parce que nous pouvons compter les unes sur les autres, formant ainsi un formidable réseau. *On a fait un très beau voyage*, comme dirait notre Clémence nationale malgré le vent de droite soufflant fort, trop fort, sur le Québec, menaçant les acquis des femmes et provoquant certains reculs. Contre vents et marées, notre solidarité s'est raffermie et nous avons maintenu le cap.

Ce qui m'a enrichie le plus dans cette aventure, c'est la rencontre avec chaque femme que j'ai eu la chance de côtoyer, avec chacune d'entre vous... La FFQ se compose d'une multitude de femmes, plusieurs issues de la diversité du Québec. Ces dernières nous remettent en question et nous amènent à regarder la réalité sous divers angles. Je suis convaincue que cette diversité constitue une richesse qui devrait se retrouver dans tous les lieux.

Je fus heureuse comme une Pénélope faisant un très beau voyage pendant que son Ulysse restait à la maison, assumant pleinement son rôle parental auprès de notre fils, lorsque sa mère prenait le large.

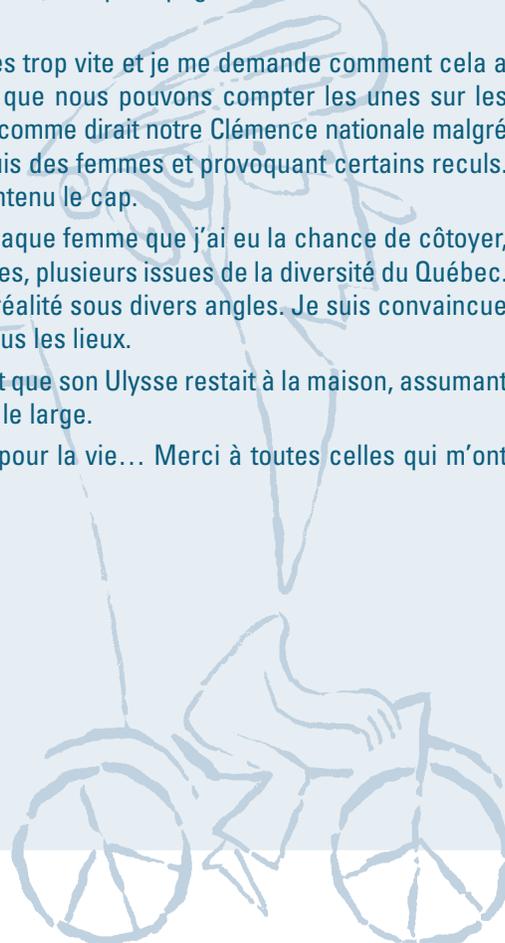
Quel beau voyage, que de belles histoires, que de belles amitiés tissées pour la vie... Merci à toutes celles qui m'ont fait confiance.

Je ne serai plus capitaine, mais toujours du voyage...

*Bonne route FFQ!*

**Michèle Asselin**

Présidente de la Fédération des femmes du Québec



# Conjuguer vieillir au féminin pluriel

Par Gisèle Bourret<sup>1</sup>



Gisèle Bourret, responsable du comité des aînées

Reconnaître l'apport des femmes aînées dans la société c'est majeur. Contrer l'image négative accolée aux personnes âgées est un enjeu social. J'ai souvent constaté que plusieurs femmes ont de la difficulté à dire qu'elles sont aînées, c'est toujours l'autre qui est vieille ou vieux.

Entrevue de Gisèle Bourret avec Michèle Charpentier<sup>2</sup> professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal et chercheure au Centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale.

**GB : Dites-moi, peut-on vieillir sans avoir peur ?**

MC : Vous savez, la peur a toujours accompagné les différentes et nouvelles étapes de notre vie : peur de rentrer à l'école, à l'université, de commencer un nouveau travail, de prendre les responsabilités d'une famille, peur de la retraite et de la vieillesse, etc. La peur de vieillir est aussi étroitement liée aux représentations sociales négatives du vieillissement, de la mort ainsi qu'à la survalorisation de la jeunesse. Or, il ne faut pas oublier que l'augmentation de l'espérance de vie constitue une avancée sociale; en 30 ans, l'espérance de vie est passée de 68 à 77 ans pour les hommes et de 75 à près de 83 ans chez les femmes. Également, on vit plus longtemps en bonne santé. Ce sont certains problèmes sociaux, et non l'âge en soi, qui font peur et qu'il faut craindre : la violence, la maladie, l'isolement social, le manque d'accès aux soins de santé, la pauvreté, etc. À tous les âges de la vie, nous pouvons être aux prises avec ces problèmes. L'âge est un marqueur dans la trajectoire de vie, mais pas le seul. On vieillit un peu comme on a vécu : « je suis toujours la même personne » disent les personnes âgées. Si on compose bien avec soi-même,

on réalisera qu'il y a des pertes, bien sûr, mais aussi des avantages, comme une plus grande liberté. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a de multiples réalités chez les personnes vieillissantes, des conditions socio-économiques qui varient et des environnements qui diffèrent. La situation des femmes aînées n'est pas homogène.

**GB : Dans votre ouvrage paru en 1995, *Condition féminine et vieillissement*<sup>3</sup>, vous faisiez état des préjugés et stéréotypes concernant les femmes âgées, comme celui voulant que les femmes âgées soient plus malades que les hommes, qu'elles surconsomment des soins et des services de santé. Est-ce que ces préjugés existent toujours ?**

MC : Il y a toujours le stéréotype de la « p'tite madame fragile », dépendante, qui est un fardeau pour les services de santé, qui consomme exagérément des soins et des médicaments. On insinue parfois que les urgences sont encombrées à cause des femmes âgées. Tout cela est faux et manque de nuances. La surconsommation généralisée de médicaments et de services de santé

<sup>1</sup> Gisèle Bourret est militante et responsable du comité des aînées de la FFQ.

<sup>2</sup> Michèle Charpentier a publié, depuis une quinzaine d'années, de nombreux articles et ouvrages concernant les personnes aînées avec une préoccupation particulière pour les femmes. Notons, entre autres : M. Charpentier et A. Quéniart (dir.). 2007. *Pas de retraite pour l'engagement citoyen*. Coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales »; H. Dorvil (dir.), Montréal : Presses de l'Université du Québec, 204 p. et l'ouvrage collectif : M. Charpentier et A. Quéniart (dir.). 2009. *Femmes, vieillissement et société*, Montréal : Les Éditions du remue-ménage (sous presse).

<sup>3</sup> Charpentier, Michèle. 1995. *Condition féminine et vieillissement*, Montréal : Les Éditions du remue-ménage.

est un mythe. D'ailleurs, les femmes sont habituées à l'auto-santé. Dans bien des cas, elles tardent même à consulter, à demander des soins. Les études montrent qu'il y a une petite portion seulement ou catégorie de femmes âgées, surtout celles de 85 ans et plus, qui requièrent et donc consomment davantage de soins et de médicaments. Il ne faut pas oublier qu'à cet âge, elles sont deux fois plus nombreuses que les hommes. Ce sont souvent des femmes très âgées, veuves, seules et pauvres, qui ont travaillé dans des conditions difficiles. C'est un discours qui culpabilise les femmes âgées, il faut donc le déconstruire.

En contrepartie et en opposition à l'image stéréotypée de la femme âgée « fragile et dépendante », un autre mythe s'est développé depuis quelques années, c'est celui de la super-mamie – qui succède à la « superwoman ». La super-mamie s'occupe de ses petits enfants, les sort, les garde, reçoit la famille, fait

du bénévolat, des voyages, va au gym, prend les moyens pour rester jeune, etc. C'est une battante! Encore ici, on tente d'enfermer les aînées dans un rôle stéréotypé.

**GB : La femme vieillissante est-elle encore considérée comme asexuée, peu intéressée à la sexualité et peu intéressante ?**

MC : À l'époque de l'hypersexualisation, la femme aînée est sûrement perçue comme déclassée, en dehors du désir. Elle est invisible. Le film *Le septième ciel* est très rafraîchissant à cet égard. C'est sûr que la survalorisation de la jeunesse, de la beauté, de la sexualité, influence l'image que l'on se fait des femmes âgées et celle, par ricochet, qu'elles se font d'elles-mêmes. Les femmes ne sont pas toutes capables de résister aux standards véhiculés, de faire en sorte que ça n'atteigne pas leur image d'elles-mêmes. Certes, la sexualité des femmes n'a pas d'âge, elle évolue, se transforme, s'adapte. Beaucoup de femmes restent seules par choix,

parce qu'elles veulent conserver leur liberté. D'autres « refont leur vie ». Quant aux lesbiennes âgées, elles font face à un double stigmaté : celui d'être lesbienne et d'être vieille. Si elles vivent une relation intime, elles ne l'affichent pas beaucoup, et peut-être pas du tout, si elles vivent dans des résidences pour personnes âgées.

**GB : La gérontologie est-elle toujours sexiste ?**

MC : Un peu moins, j'espère, qu'il y a quinze ans! Dans plusieurs pays (ici, en France, aux États-Unis, par exemple), il y a des chercheuses féministes qui font des travaux spécifiques sur les femmes aînées (*Women in aging* est une revue scientifique internationale). Les femmes ne vieillissent pas de la même façon que les hommes, c'est indéniable, et il faut en tenir compte partout : dans les recherches, dans les politiques sociales, dans les représentations politiques.



## « Citoyennes à part entière pour toute la vie »

Le nouveau comité des femmes aînées de la Fédération des femmes du Québec a entamé l'an dernier un projet très stimulant « **Citoyennes à part entière pour toute la vie** ». Un outil de sensibilisation sur la réalité des femmes aînées sera produit en 2009-2010 et une tournée aura lieu dans cinq régions du Québec afin de tenir des rencontres thématiques sur les enjeux particuliers qui touchent les femmes aînées.

Nous souhaitons mettre en lumière notamment :

- **les conditions qui permettent aux aînées d'exercer véritablement leur citoyenneté** (sécurité économique et autonomie financière, accès aux services sociaux et de santé, aux différentes ressources dont la culture, droit à un logement décent, possibilité de prendre les décisions les concernant et de participer activement, si elles le désirent, aux affaires de la collectivité, etc.) **et les obstacles qui empêchent cet exercice** (des inégalités et discriminations, différentes formes de violence, dont la violence institutionnelle, différentes exclusions politiques, sociales et symboliques liées au vieillissement, etc.).
- **la contribution ou l'apport des femmes aînées dans la société** (contribution par ailleurs invisibilisée et insuffisamment reconnue) à travers le bénévolat, les différentes formes d'aide aux proches – soins aux personnes en perte d'autonomie, garde des petits enfants - etc.

**GB : Vous avez déjà dit que le mouvement des femmes était un peu âgiste...**

MC : Oui, dans ses luttes et revendications, le mouvement des femmes en général a oublié une grande partie des femmes : les aînées. Heureusement, c'est en train de changer. Mais cela a sûrement contribué à renforcer le préjugé que les femmes aînées n'étaient pas intéressantes. On leur a toujours reconnu une place importante dans la famille, mais pas dans la société, dans la sphère publique. Le phénomène du « plafond de verre » est toujours présent dans les différentes organisations, incluant les associations de personnes aînées. Ajoutons que dans ces associations existe toujours la division sexuelle des rôles : les hommes sont sur les conseils d'administration, dirigent, et les femmes entretiennent la vie de l'association et font le travail terrain.

Reconnaître l'apport des femmes aînées dans la société c'est majeur. Contrer l'image négative accolée aux personnes âgées est un enjeu social. J'ai souvent constaté que plusieurs femmes ont de la difficulté à dire qu'elles sont aînées, c'est toujours l'autre qui est vieille ou vieux. On a l'impression qu'il y a quelque chose d'un peu « quêtaine » dans le fait d'être une personne âgée! Pourtant, nous vivons dans une société qui valorise la pluralité, la diversité interculturelle, intergénérationnelle, mais être vieille ou vieux, ça ne passe pas... Les personnes aînées représentent une diversité de situations, d'expériences, de contributions, et cela constitue un élément important de notre culture.

**GB : Quels sont les principaux défis que vous voyez par rapport au vieillissement de la population ?**

MC : D'abord, il faut faire attention aux visions alarmistes concernant le vieillissement de la population. Actuellement, dans notre société, les personnes aînées représentent environ 14 % de la population. Une société plus vieille, avec plus de personnes âgées, pourrait être une société plus humaine, plus généreuse. Le défi particulier concerne le grand âge, c'est-à-dire les personnes de 85 ans et plus, très majoritairement des femmes, dont l'augmentation est plus marquée. Comment assurer des conditions de vie décente à ces femmes qui, la plupart du temps, ne peuvent plus vivre seules dans leur appartement ? Bien souvent les membres de la famille, qui eux aussi avancent en âge et ont des limitations, ne peuvent plus s'en occuper. Ces personnes ne demandent pas des soins très lourds, très *high tech*, elles requièrent une assistance et un accompagnement pour les activités quotidiennes. Notre société n'est pas encore prête à répondre adéquatement à ces besoins. Le défi, c'est la recherche de solutions plus créatrices, plus innovatrices.

Un autre défi, c'est de développer une société plus inclusive, d'avoir davantage d'espaces pour se réaliser en vieillissant. Cela implique le réaménagement de l'espace du travail afin de permettre des allers-retours

au travail, de développer le mentorat, le *coaching*, de modifier les politiques de retraite, etc. Assurer la participation sociale des personnes aînées est absolument fondamental.

Enfin, je crois que la chose la plus importante c'est d'avoir des approches plurielles, des réponses plurielles, car le vieillissement couvre un grand nombre d'années et s'exprime selon une diversité de situations.

**GB : Sur quoi voulez-vous insister pour conclure cet entretien ?**

MC : Ce que l'on constate à travers des années de recherche, c'est que ce sont les trajectoires de vie et les ressources acquises qui sont les principaux marqueurs de ce que seront les années d'âge plus avancé. Les femmes peuvent compter et mettre à profit leurs forces et leurs qualités : habileté à établir des relations sociales harmonieuses, à développer des solidarités. Au niveau du grand âge, la solidarité entre les femmes est un « bien » très précieux. Les femmes sont aussi habituées à composer avec des situations complexes, avec les aléas de la vie et cela les aide à mieux vivre l'avancement en âge.

**GB : Merci beaucoup pour cet entretien et merci pour les recherches et interventions que vous faites! ■**

DES PRÉJUGÉS

# Les femmes et les revenus de retraite un « âge d'or » terni ?

Par Ruth Rose<sup>1</sup>

**Les régimes publics de retraite : parmi les premières mesures anti-pauvreté**  
Nos régimes de pension actuels datent de 1966, période de la consolidation de l'État providence au Canada. Depuis, le gouvernement fédéral offre un revenu minimum garanti composé de la Pension de la sécurité de la vieillesse (PSV), prestation quasi universelle, et du Supplément de revenu garanti (SRG), programme ciblant les plus pauvres. En 2009, ces deux régimes offrent un revenu minimum de 14 034 \$ aux personnes seules âgées de plus de 65 ans, de 22 749 \$ aux couples dont un membre au moins a 65 ans et l'autre au moins 60 ans, ainsi que 12 608 \$ aux veufs et veuves âgées de 60 à 64 ans.<sup>2</sup>

Les régimes de rentes du Québec et de pensions du Canada (RRQ/RPC) ont également vu le jour en 1966. Il s'agit de régimes contributifs qui remplacent 25 % (environ 23 % depuis 1998) du salaire moyen de carrière avec, toutefois, un maximum assez modeste.

## Un piège de quasi-pauvreté

Depuis 1967, il y a eu quelques augmentations du Supplément de revenu garanti (SRG), surtout pour les personnes sans conjoint, ce qui a eu pour effet de réduire le taux de pauvreté apparent des personnes âgées. Toutefois, le SRG est réduit de 50 % de tout revenu autre que la PSV. Cela veut dire que les personnes seules dont les « autres » revenus sont inférieurs à 15 000 \$ se retrouvent dans un piège avec un revenu disponible très proche du minimum garanti.

Prenons l'exemple de Louise. Si elle n'a aucun revenu autre que la PSV et le SRG, elle dispose de 14 034 \$. Si, en plus, elle reçoit 4 000 \$ du RRQ on pourrait croire que son revenu annuel serait alors de 18 034 \$. Erreur! Le gouvernement réduira son SRG de 2 000 \$ soit la moitié de sa rente RRQ. Son revenu sera donc d'environ 16 000 \$. Si, en plus, afin de mieux combler ses besoins, elle décide de retirer 6 000 \$ de son REER, elle perdra un autre 3 000 \$ de son SRG et elle aura à payer environ 2 000 \$ en impôts et cotisations (à l'assurance-médicaments, entre autres). Le 6 000 \$ de son REER ajoutera seulement 1 000 \$ à son 16 000 \$. Plus de la moitié des femmes âgées se retrouvent dans cette situation injuste.

Malheureusement, au lieu d'améliorer les régimes publics, les gouvernements ont commencé à réduire les prestations du RRQ/RPC tout en augmentant le taux de cotisation. Une réforme en 1996 a eu pour effet de réduire les prestations d'au moins 2 % par année et de rendre plus difficile l'accès aux prestations d'invalidité. Des documents de consultation qui ont circulé en 2003 et en 2008 proposent d'autres coupures importantes.

Les gouvernements prétendent que les gens n'ont qu'à compléter leurs revenus de retraite avec des régimes privés ou par les Régimes enregistrés d'épargne retraite (REER). Or, le taux de participation des hommes salariés à un régime d'employeur est passé de 54 % en 1975 à 40 % en 2005, alors que celui des femmes, après avoir augmenté de 33 % en 1971 à 47 % en 1992, a diminué à 43 % en 2005.<sup>3</sup>

Par ailleurs, en 2004, 34,5 % des hommes et 28,4 % des femmes ont cotisé à un REER. Le montant moyen par contribuable était de 1 581 \$ pour les hommes et de 926 \$ pour les femmes. Ainsi, arrivées à la retraite, la grande majorité des Québécoises auront des REER modestes, soit juste assez pour se retrouver dans le piège de pauvreté créé par le SRG, comme dans l'exemple de Louise cité plus haut. Ajoutons aussi que plus de la moitié de la valeur des économies fiscales accordées par les gouvernements pour les REER va au 10 % des contribuables les plus riches. En d'autres mots, les dépenses gouvernementales pour la retraite privilégient les nantis aux dépens de la classe moyenne dont une grande partie n'est pas capable de maintenir son niveau de vie après la retraite.

<sup>1</sup> Ruth Rose est économiste et militante féministe.

<sup>2</sup> Les personnes qui n'ont pas résidé au Canada depuis au moins 40 ans peuvent recevoir moins que ces montants.

<sup>3</sup> Les femmes participent à un régime d'employeur un peu plus souvent que les hommes à cause de leur plus forte présence dans le secteur public.



#### PETIT LEXIQUE

Pension de la sécurité de la vieillesse (**PSV**)

Supplément de revenu garanti (**SRG**)

Régime de rentes du Québec (**RRQ**)

Pension du Canada (**RPC**)

Régimes enregistrés d'épargne retraite (**REER**)

## Les femmes et les hommes à la retraite

Il ne surprendra personne d'apprendre qu'en 2005, 32 % des Québécoises âgées de plus de 65 ans et vivant seules, comparativement à 21 % des Québécois, avaient un revenu inférieur au seuil de faible revenu après impôt fixé par Statistique Canada. Cette même année, le revenu moyen des Québécoises de 65 ans et plus était de 20 790 \$, comparativement à 33 522 \$ pour les Québécois âgés.

En 2007, 95 % des hommes recevaient du RRQ une rente de retraite de 525 \$ en moyenne. En comparaison, seulement 70 % des femmes recevaient en moyenne 328 \$, soit 62 % du montant perçu par les hommes.

La pauvreté ou la quasi-pauvreté de la majorité des femmes à la retraite découle du fait qu'elles assument la plus grande part du travail non rémunéré des ménages avant la retraite, notamment les soins aux enfants et aux adultes malades ou en perte d'autonomie. Par conséquent, elles sont plus souvent absentes du marché du travail ou travaillent à temps partiel. Celles qui occupent un emploi demeurent victimes de discrimination : le salaire des femmes travaillant à temps plein ne représentait encore que 83 % de celui des hommes en 2008.

La combinaison des éléments précités fait en sorte que, comparativement aux hommes, les femmes contribuent moins au RRQ et aux régimes d'employeur (quand elles en ont la possibilité) et sont moins capables d'investir dans un REER ou une autre forme d'épargne.

## Des mesures spéciales pour les femmes

Il existe trois types de mesures qui visent à compenser les pertes de revenu de retraite résultant du travail non rémunéré des femmes.

■ Les *rentes de conjoint survivant* sont obligatoires dans les régimes privés et au RRQ. En 2005, 43 % des femmes âgées de plus de 65 ans recevant une prestation du RRQ bénéficiaient de cette rente, seule ou en combinaison avec une rente de retraite à leur propre nom. Seulement 5 % des hommes âgés recevaient une telle rente. En moyenne, la rente de conjoint survivant améliore la prestation de 70 % et accorde une prestation mensuelle moyenne de 295 \$ par mois aux femmes qui ne recevaient que la rente de conjoint survivant.

Le RRQ prévoit également des rentes d'orphelin pour les moins de 18 ans et une rente de conjoint survivant aux veuves et veufs de moins de 65 ans, les montants variant selon l'âge de la survivante (survivant), l'invalidité et la présence d'enfants à charge. À noter que les personnes qui ont vécu en union de fait sont généralement admissibles à ce type de rente, pourvu que la personne décédée n'ait pas eu de conjoint légal et que l'union ait duré au moins trois ans ou qu'il y ait eu des enfants issus de cette union.

■ Le RRQ, pas les régimes privés, prévoit aussi la possibilité d'*exclure du calcul de la rente, les années à faible salaire ou sans salaire pendant lesquelles une femme (rarement un homme) avait la charge d'un enfant de moins de 7 ans*. D'autres pays, notamment la France, prévoient carrément l'accumulation de crédits de rente en fonction de la présence d'enfants, plus avantageux pour les femmes qui ont plusieurs enfants, qui s'absentent du marché du travail plus longtemps ou qui vivent dans des régions où il y a peu d'emplois pour les femmes.

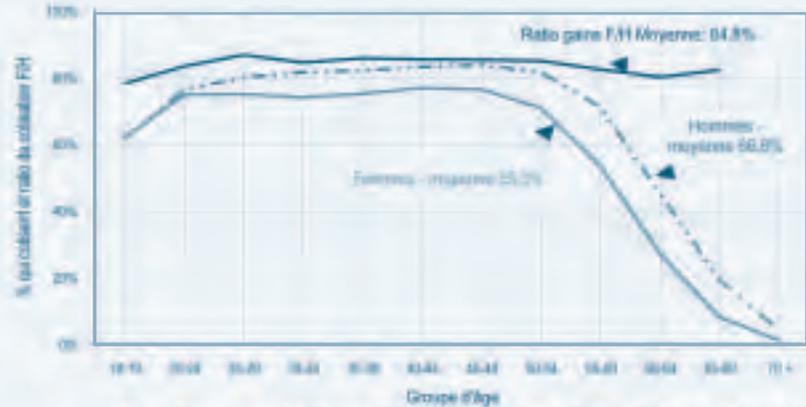
■ La troisième mesure est la possibilité, lors d'un divorce ou d'une séparation légale, de *partager les crédits de rentes du RRQ et des régimes privés* ainsi que les épargnes dans les REER accumulés au cours du mariage. La loi sur le patrimoine familial prévoit un partage automatique pour les personnes ayant été légalement mariées ou en union civile. Or, dans beaucoup de cas, les femmes renoncent à leurs droits en échange d'un avantage plus immédiat. Souvent, le partage équivaut aussi à un partage de la pauvreté plutôt qu'à celui de la richesse. Notons également qu'à moins d'une entente à l'amiable, une personne qui a vécu en union de fait n'a pas droit à ce partage.

### L'avenir augure-t-il mieux ?

Il y a un mythe courant selon lequel les femmes ont déjà rattrapé les hommes sur le marché du travail, l'égalité est atteinte et il n'y a plus besoin de prévoir des mesures spéciales pour tenir compte du déséquilibre au niveau du travail non rémunéré et de la discrimination systémique. Malheureusement, aujourd'hui, à tous les âges, les femmes cotisent de 15 à 20 % moins souvent que les hommes sur un salaire moyen inférieur de 15 % à celui des hommes. Une projection laisse présager que dans quarante ans, les jeunes femmes d'aujourd'hui auront toujours un revenu de retraite inférieur à celui des hommes d'environ 30 %.

Mentionnons aussi que le revenu de retraite des hommes risque de diminuer au cours des prochaines années en raison, d'une part, des coupures appréhendées dans le RRQ et, d'autre part, du déclin du nombre et de la générosité des régimes d'employeur. Les futures générations de personnes âgées, en commençant par les plus jeunes *baby-boomers*, risquent d'être plus pauvres que leurs aînées.

COTISANTS AU RRQ SELON L'ÂGE ET LE SEXE ET RATIO DES GAINS ADMISSIBLES MOYENS F/H, 2005



Source: Régie des rentes du Québec, 2007, Régime de rentes du Québec, Statistiques de l'année 2005.

### Que faire ?

Les dernières dégringolades des marchés financiers ont fait fondre les épargnes de retraite d'un grand nombre de personnes qui pensaient avoir été prévoyantes. Elles ont également provoqué des crises dans les caisses de retraite des grandes compagnies privées. Plusieurs de ces compagnies ont fait faillite ou risquent de le faire et d'autres cherchent à se débarrasser de leurs régimes de retraite ou à les convertir en régimes à cotisations déterminées qui font porter tout le risque aux éventuels bénéficiaires.

Partout dans le monde, les régimes publics ont été créés pour prévenir la pauvreté des personnes âgées, et ce, après avoir constaté l'échec des régimes privés qui offrent un bon revenu de retraite à une minorité de bien nantis. En réalité, la capacité d'une société d'assurer un niveau de vie décent aux personnes à la retraite dépend d'une économie prospère. Seuls les régimes publics financés par répartition (c'est-à-dire par les cotisations des personnes actives sur le marché du travail), comme la PSV, le SRG et une bonne partie du RRQ/PC, représentent une solution réelle pour la majorité.

Le vieillissement des sociétés industrialisées est une réalité et il faut trouver un bon équilibre entre le nombre de personnes encore actives et celui des

personnes à la retraite. Ce n'est surtout pas en coupant les régimes publics qu'on peut le faire. Il faut plutôt promouvoir la natalité et l'immigration, s'attaquer au chômage et chercher à bien intégrer les immigrantes et les immigrants, ainsi que les jeunes au marché du travail. Une prolongation de la vie active des personnes âgées, même à temps partiel, pourrait aussi faire partie de la solution.

Il serait aussi souhaitable de remplacer les rentes de conjoint survivant par des mesures qui reconnaissent explicitement que les femmes ont sacrifié une partie de leur capacité de gagner un revenu afin de s'occuper d'enfants ou d'adultes requérant des soins. Les rentes de conjoint survivant n'aident en rien les mères monoparentales. De plus, ces rentes, financées par les autres cotisants ou l'ensemble de la société, peuvent aller à des personnes qui ont vécu en couple, mais qui n'ont jamais eu d'enfants. Elles sont souvent versées à une deuxième conjointe n'ayant vécu que quelques années avec la personne décédée, plutôt qu'à l'ex-conjointe qui s'est occupé de ses enfants. Les rentes d'orphelin représentant une contribution sociétale aux enfants qui ont perdu un parent devraient aussi être augmentées. ■

# Engagées et déchaînées les Mémés!!

Par Ghislaine Sathoud  
et Claudette Lambert<sup>1</sup>

Quiconque a participé à une manifestation pour la paix à Montréal aura certainement remarqué un groupe de vieilles dames indignes habillées de manière extravagante et coiffées de chapeaux aux couleurs pétantes. Ce sont les Mémés Déchaînées. Au Québec, l'association *Les Mémés Déchaînées* existe depuis 2001. Elles sont les héritières d'un mouvement international qui a vu le jour en 1987 et qui a fait des petits dans 35 villes à travers le monde.

Brisant tous les stéréotypes, ces grands-mères sont profondément engagées pour la justice sociale, la paix et l'environnement. Elles ont la ferme intention de léguer un monde meilleur aux générations futures. Leur arme secrète : l'autodérision, la chanson et la danse. C'est en effet sur des airs connus qu'elles livrent leur message politique. Que ce soit pour l'augmentation du salaire minimum ou pour dénoncer les agissements d'une multinationale dans un pays du Sud, les Mémés Déchaînées trouvent toujours les bons mots pour faire réfléchir et dénoncer les injustices.

Toujours prêtes à pousser une p'tite chanson, leur présence colorée égaye souvent nos manifestations et nous décroche un sourire au passage.

*Merci aux Mémés Déchaînées pour leur engagement pour un monde meilleur.*

<sup>1</sup> Membres de l'équipe de travail de la FFQ



## Les Mémés Déchaînées

Sur l'air de : « Youppe Youppe sur la rivière »

Paroles de : Louise Édith Hébert

**Refrain :** *Youppe / Youppe / vlà Les Mémés / Les Mémés Déchaînées  
Youppe / Youppe / vlà Les Mémés / Elles sont bien préparées*

Préparées à choisir / ce que nos cœurs désirent /  
Et descendre dans la rue / habillées en « m'as-tu vue » //  
Pas question de nous taire / ou qu'on nous dise quoi faire //  
Nous sommes CONTRE la guerre et POUR notre Mère-Terre !!!

**Refrain :** *Youppe Youppe etc.... Elles sont bien équipées !!!*

Équipées pour offrir / de bonnes raisons de rire /  
À nos concitoyens qui n's'amuse plus de rien //  
Proposer de bien faire / au lieu de laisser braire /  
Nous laisserons un Monde où l'on danse à la ronde !!!

**Refrain :** *Youppe youppe / vlà les Mémés... elles sont bien décidées !!!*

Décidées à tenir / vivre jusqu'au mourir /  
À transformer l'horreur / assumant nos valeurs //  
Démystifiant nos peurs / laissant parler nos cœurs //  
Nous voulons par l'humour-our / vous parler d'amour !!!

**Refrain :** *Youppe Youppe Vlâ les Mémés // Elles sont bien engagées //*

Engagées à laisser / à leurs petits-enfants /  
Un Monde débarrassé de tous ses polluants //  
Pour qu'ils puissent choisir-ir / comment l'avenir sera fait //  
Certaines que le sourire / c'est l commencement de la Paix

**Refrain :** *Youppe / Youppe etc. OUI / elles sont déchaînées !!!*



## Debout! Debout!

Sur l'air de : « Frou-Frou »

Paroles de Louise Édith Hébert

Debout / Debout / réveillons notre flamme //  
Debout / Debout / Laissons parler notre âme //  
Debout / Debout / Et pour que la PAIX gagne //  
Toujours / Toujours / Il faut se t'nir Debout !!!

*Chacun pour soi / Et on s'en fout //  
On a vraiment rien dans la tête //  
Avec des propos aussi fous /  
Not'Monde explos'ra en mille miettes //  
Unissons-nous pour réveiller /  
Les Gouvernants sûrement pompettes //  
Descendre dans la rue protester /  
Contr'leurs politiques insensées !!!*

Debout / Debout / Réveillons notre flamme //  
Debout / Debout / Laissons parler notre âme //  
Debout / Debout / C'est l'Amour qui désarme //  
Pour la PAIX / Toujours / Il faut se t'nir DEBOUT !!!

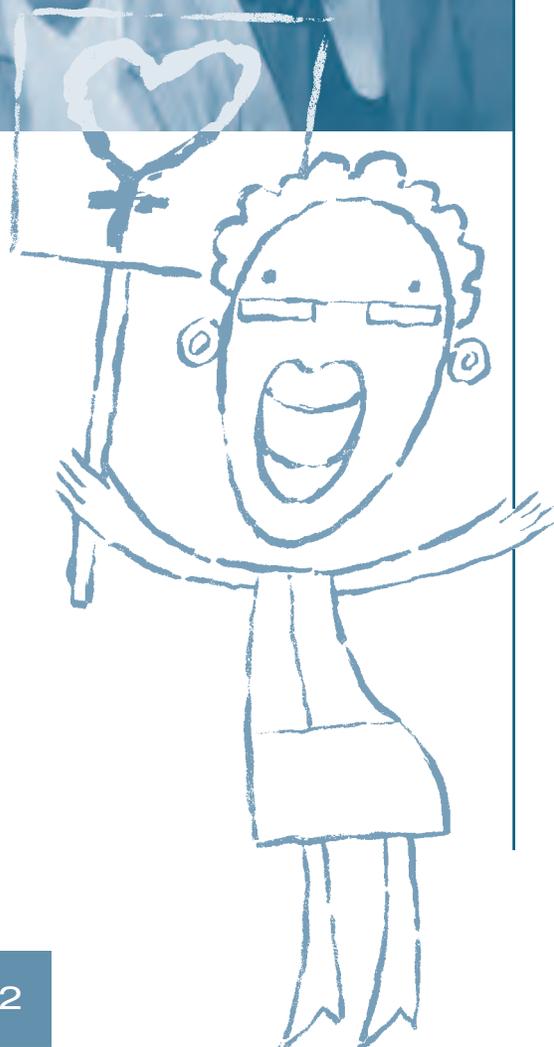
*Chacun pour soi / on s'fout de tout //  
Ces propos sont vraiment trop bêtes //  
Faut arriver à faire un tout /  
Pour bien recoller toutes les miettes //  
Unissons-nous pour démontrer /  
Le pouvoir d'une PAIX qui s'installe //  
Dans un Monde guéri / pacifié /  
Qui nous donne le goût d'exister !!!*

Debout / Debout / Réveillons notre flamme //  
Debout / Debout / Laissons parler notre âme //  
Debout / Debout / C'est l'Amour qui désarme //  
Pour la PAIX / Toujours / **Il faut se t'nir / DEBOUT!!**

# S'adapter à un contexte culturel différent au troisième âge : les défis des aînées immigrantes

Propos recueillis  
par Ghislaine Sathoud<sup>1</sup>

Photo : Recca



S'adapter à la société d'accueil n'est pas toujours facile lorsqu'on est une personne immigrante. Les aînées n'échappent pas à cette règle qui veut que le dépaysement cause bien des désagréments. En effet, les femmes aînées immigrantes subissent de plein fouet les effets pervers du choc culturel.

Comment les aînées immigrantes s'intègrent-elles dans leur nouvel environnement ? Sont-elles suffisamment informées sur le rôle des services publics ? Connaissent-elles les ressources à leur disposition ?

Chose certaine, selon le groupe montréalais Ressources ethnoculturelles contre l'abus envers les aînés (RECAA), plusieurs facteurs expliquent la vulnérabilité des aînées immigrantes : manque de connaissance des langues d'usage (français ou anglais), conflits culturels et générationnels entre leurs valeurs et celles de la société d'accueil, ignorance des droits des aînées, etc.

Heureusement, le RECAA est là pour aider les aînées immigrantes. C'est à l'aide du théâtre et en recréant des scènes de vie que l'organisation sensibilise la population aux mauvais traitements dont sont victimes les personnes âgées immigrantes.

Pour connaître davantage le travail du RECAA, nous avons rencontré Anne Caines, coordonnatrice de cet organisme.

**Q : Pouvez-vous nous parler de votre arrivée au Canada, particulièrement de votre adaptation dans ce nouvel environnement ?**

R : Je suis arrivée en 1979 comme une immigrante avec mon mari qui a trouvé un emploi à l'Université McGill. Je ne connaissais personne ici et je parlais

peu le français. Je suis un mélange de cultures : japonaise, portugaise et irlandaise.

**Q : Qu'est-ce qui a motivé la création de votre regroupement ?**

R : La mission du RECAA est de sensibiliser la population de Montréal et des environs au sujet de la maltraitance des personnes aînées au sein de nos communautés culturelles. Notre organisation a été créée par des personnes aînées pour les encourager à prendre part à tous les aspects de la sensibilisation, ainsi que la prévention de l'abus et la maltraitance des aînés. Nous croyons que les personnes aînées devraient pouvoir vivre dans la dignité, en sécurité et sans devoir subir d'exploitation et d'abus physique, sexuel, et mental.

**Q : Quelles sont vos actions ?**

R : Nous avons choisi de nous adresser aux personnes aînées des communautés culturelles par le biais d'ateliers de théâtre interactif, étant donné que ce format s'est révélé très efficace pour les rejoindre. Les objectifs de ces ateliers sont : (i) créer un espace de confiance où les aînées susceptibles

<sup>1</sup> Ghislaine Sathoud est membre de l'équipe de travail de la FFQ



Photo : Recca

d'être victimes d'abus et de violence pourraient confronter leurs craintes (ii) engager la discussion sur les définitions de l'abus, échanger l'information et les expériences (iii) développer des outils de prévention concrets et efficaces, basés sur leur expérience. Nos acteurs et actrices aînés pratiquent et jouent tous les rôles.

**Q : Pouvez-vous nous énumérer les différences et les similitudes dans le mode de vie entre les personnes aînées qui sont nées au Québec et celles qui sont nées à l'étranger ?**

R : Il a été démontré que les aînés des communautés culturelles sont sujets aux mêmes types d'abus que ceux de la société d'accueil. De fait, les mauvais traitements des aînés, tout comme les agressions sur les enfants et la violence conjugale, ne connaissent pas de frontières nationales, culturelles ou économiques. La violence envers les personnes âgées, qu'elle soit physique, psychologique, ou sous forme de chantage émotionnel, se retrouve hélas dans toutes les cultures et toutes les classes sociales. Toutefois, les façons de percevoir et de définir les mauvais traitements peuvent varier selon les cultures. Par exemple, dans certaines communautés, le manque de respect des jeunes envers les aînées ou l'hébergement en résidence peuvent être perçus comme des abus.

**Q : Pensez-vous que votre association comble certaines préoccupations de la population immigrante, ne serait-ce que parce que les enfants peuvent, à travers vous, avoir une image des mamies qu'ils n'ont malheureusement pas la chance d'avoir à leurs côtés ?**

R : RECAA existe aujourd'hui comme une ressource pour aider les organisations communautaires et les institutions et traiter des problèmes spécifiques des personnes aînées immigrantes. Pour certaines personnes, c'est souvent un sujet tabou ou dont on nie l'existence. RECAA est conscient du fait que plusieurs organisations communautaires et institutions se sentent isolées et impuissantes lorsqu'il est question de répondre aux besoins de la population croissante des aînées.

Et, comme vous le mentionnez dans la question, sensibiliser les familles aux préoccupations des aînées est un pas important pour combattre l'isolement. Nous espérons aussi accomplir ceci à travers les ateliers.

**Q : Que diriez-vous à une mamie immigrante qui vient tout juste d'arriver au Québec ?**

R : Beaucoup de personnes aînées se sentent isolées, coupées des ressources qui pourraient aider à leur intégration. Beaucoup sentent qu'elles n'ont pas d'endroit où exprimer leurs difficultés en tant que nouvelles arrivantes confrontées aux défis d'une nouvelle

langue et d'une nouvelle culture. Elles ont aussi peut-être besoin de travailler et de prendre soin des petits-enfants. Nous encourageons les aînées à intégrer des groupes communautaires, à faire entendre leurs préoccupations et troubles et à trouver les ressources qui leur sont disponibles dans leurs communautés.

**Q : Avez-vous des relations avec d'autres associations ?**

R : Nous sommes membres de la Table de concertation des aînés de l'île de Montréal, du Réseau québécois contre l'abus envers les aînés (RQCAA), de l'Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCESS) et de la Coalition pour le maintien dans la communauté (COMACO).

**Q : Comment percevez-vous la situation des femmes aînées au Québec ?**

R : Un point essentiel et prometteur est que, de plus en plus, une distinction se fait dans les recherches sur l'abus contre les aînées en général et la violence contre les femmes aînées, ce qui inclue la violence conjugale et les assauts sexuels contre les femmes âgées. ■

*Merci à Madame Anne Caines, coordinatrice du RECAA, de s'être prêtée à cette entrevue pour le **Féminisme en bref**, et longue vie à son organisation.*

# Les femmes âgées maltraitées, violentées, et quoi encore ?

Par Ghislaine Vézina<sup>1</sup>

*La violence et la maltraitance se présentent sous diverses formes, souvent combinées, et laissent deviner des indices, signes des conséquences néfastes chez les victimes.*

Depuis quelques années, les médias parlent d'abus envers les « personnes âgées ». Par ailleurs, peu de recherches traitent de l'ampleur du phénomène chez les femmes en particulier. Pourtant, Statistiques Canada mentionne, selon les cas rapportés seulement, qu'un quart des femmes seraient victimes comparativement à un homme sur sept.<sup>2</sup>

Ce constat déplorable ressort également dans un avis du Conseil des aînés sur les abus qui identifie l'âgisme, le sexisme et l'indifférence vis-à-vis de la violence dans la société comme étant des facteurs importants.<sup>3</sup> Nous ne pouvons passer sous silence également l'image que notre société entretient vis-à-vis du corps des femmes, qu'elles soient jeunes (par le phénomène de l'hypersexualisation) ou vieilles (par le mépris).<sup>4</sup> Cet article fournira donc, quoique succinctement, quelques éléments d'information pour nommer les abus, pour reconnaître les victimes potentielles, pour savoir ce qu'elles subissent, pour dépister les abuseurs, pour dénoncer et, finalement, pour trouver des ressources adéquates.

## De quoi parlons-nous ?

Qu'il soit question de mauvais traitements, de maltraitance, de violence, d'abus ou de négligence, nous sommes presque toujours en présence d'une relation de pouvoir où la personne âgée se retrouve victime. Ce type de relation se voit renforcé du fait que la plupart du temps, les situations d'abus se vivent au sein même du réseau social intime et de confiance de la victime.

Plusieurs des sources d'information répertoriées s'entendent pour réunir les termes précités sous le vocable « maltraitance ». Pour sa part, le Conseil des aînés a choisi de définir l'abus comme :

- une action directe ou indirecte destinée à porter atteinte à une personne ou à la détruire dans son intégrité physique ou psychique, soit dans ses possessions, soit dans ses participations symboliques.

Le Conseil y inclut la négligence, soit :

- le manque d'un soignant à répondre aux besoins d'une personne âgée incapable de pourvoir à ses propres besoins : lui refuser de la nourriture, de l'eau, des médicaments, des traitements médicaux, de la thérapie, des soins infirmiers, de l'aide, de l'équipement thérapeutique, de l'habillement ou la visite de personnes importantes pour elle.<sup>5</sup>

Selon le Regroupement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RCALACS), il faut « isoler la violence et les agressions sexuelles » de la maltraitance, et ce, en raison de « l'intersection du sexisme avec d'autres sources de discrimination systémique et des relations de pouvoir, de contrôle et de domination exercées par les hommes de tout âge sur les femmes âgées. »<sup>6</sup>

1 Ghislaine Vézina est membre du conseil d'administration de la FFQ

2 Statistiques Canada – n° 82-224-X 1F au catalogue, *La violence familiale au Canada : un profil statistique*, 1998.

3 *Les abus exercés à l'égard des personnes âgées*, septembre 1995, p. 22.

4 Le Regroupement des CALACS, *Les femmes âgées victimes d'agressions sexuelles : briser le tabou*, septembre 2007, p. 3.

5 Avis du Conseil des aînés, p. 6-7.

6 RCALACS, *op.cit.*, p. 7.

## De qui est-il question ?

Plusieurs facteurs de vulnérabilité liés au vieillissement participent à l'émergence ou à l'augmentation de situations de violence ou de maltraitance. Qu'il suffise de penser à la dépendance due à une santé précaire, cognitive ou physique, à une baisse de revenus et à un isolement social et/ou géographique. De plus, le Conseil des aînés explique la « vulnérabilité sociale », entre autres, par le désintéressement des enfants envers leurs parents âgés, par l'effritement du réseau social à la retraite et par la transformation des liens familiaux.<sup>7</sup>

Il semble évident aussi que plusieurs des conséquences négatives du vieillissement sont propices à l'augmentation des comportements de contrôle dans les cas de violence conjugale.<sup>8</sup>

Précisons toutefois que certains groupes de femmes âgées sont davantage vulnérables que d'autres, par exemple :

- les femmes immigrantes qui sont souvent fragilisées notamment en raison de leur statut d'immigration;
- les femmes autochtones que l'on sait, entre autres, plus agressées que les femmes dans l'ensemble de la population;
- les femmes vivant avec un handicap dont la dépendance s'accroît avec l'âge;
- les lesbiennes qui doivent souvent cacher leur vécu lorsqu'elles vivent en résidences.<sup>9</sup>

## Comment se manifestent les abus ?

La violence et la maltraitance se présentent sous diverses formes, souvent combinées, et laissent deviner des indices, signes des conséquences néfastes chez les victimes. Ces dernières peuvent subir de la violence psychologique reliée souvent : « à l'assaut verbal répétitif, à l'infantilisation, à l'humiliation, à l'isolement, à la privation de chaleur humaine, à la restriction de relations sociales et aux menaces. »<sup>10</sup>

Il peut s'agir également d'agressions physiques et de négligence (définie précédemment). De plus, le RCALAC, dans son mémoire *Les femmes âgées victimes d'agressions sexuelles : briser le tabou*, fait ressortir plusieurs exemples :

- Traiter les femmes comme des objets sexuels;
- Interpréter leurs besoins comme des demandes sexuelles;
- Exiger des faveurs sexuelles par la menace;
- Les traiter de « frigides » ou « d'asséchées »;
- Faire des blagues à connotations sexuelles sur les personnes âgées.<sup>11</sup>

La personne aînée abusée peut aussi être privée du droit à sa liberté, voire empêchée « d'exercer un contrôle normal sur sa vie dont, la contrainte à un traitement médical, l'immobilisation physique, le non-respect des choix de l'aîné(e), l'entrave à ses réalisations personnelles. »<sup>12</sup>

Abuser financièrement des personnes aînées est également courant. Les cas sont des plus variés : « le détournement de fonds ou de propriété, l'abus de confiance, l'exploitation, la fraude et le vol. »<sup>13</sup> Les femmes seraient plus susceptibles d'être victimes de fraude, et ce, de façon récurrente.

### Principaux types de fraude - quelques exemples

- Réparation de maison (avance en argent comptant);
- Fraudes de relations (confiance induite);
- Propositions exceptionnelles d'investissement;
- Loteries frauduleuses;
- Fraude de voyage (tirage);
- Organismes de charité bidon (sollicitation);
- Travail à domicile (frais de démarrage);
- Inspecteurs bancaires (vérification du compte)...<sup>14</sup>

Parmi les différentes formes de violence vécues par les femmes âgées en contexte conjugal, la violence financière ressort particulièrement et la violence psychologique remplace la violence physique dans plusieurs cas.<sup>15</sup> À ce sujet, l'étude de Montminy et Drouin démontre que 86,2 % des femmes en hébergement avaient subi de la violence psychologique.<sup>16</sup> ✓

<sup>7</sup> Le Conseil des aînés, *op.cit.*, p. 22.

<sup>8</sup> Mémoire de la Fédération des femmes du Québec, *Sortir les aînées de la pauvreté, de la violence et de la discrimination : un choix de société*, septembre 2007, p. 37.

<sup>9</sup> RCALACS, *op. cit.*, p. 9.

<sup>10</sup> CAVAC [www.cavac.qc.ca/](http://www.cavac.qc.ca/)

<sup>11</sup> RCALACS, *op. cit.*, p. 3.

<sup>12</sup> CAVAC [www.cavac.qc.ca/](http://www.cavac.qc.ca/)

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> Sur le site du Réseau d'information des aînés du Québec <http://dira-laval.ca/>

<sup>15</sup> Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF), fiche synthèse n° 11, avril 2008.

<sup>16</sup> Montminy, Lyse et Christine Drouin : Les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale : une ressource à découvrir... ou à développer pour les femmes aînées, *Collection Études et Analyses*, juillet 2004, p. 34.

## Les signes de détresse

Peu importe le type d'abus et/ou de violences subis, la victime envoie des messages de toutes sortes à son entourage, et ce, de façon consciente ou non<sup>17</sup>.

En voici quelques-uns :

- Vit en réclusion évidente;
- Apparaît effrayée, méfiante;
- Présente des symptômes de dépression, d'insomnie, de perte d'appétit et d'intérêt;
- Pleure facilement;
- Apparaît négligée dans son apparence;
- Menace de se suicider ou souhaite mourir;
- Requiert la permission d'un tiers pour répondre à des questions;
- Est incapable ou embarrassée d'expliquer ses blessures;
- Dit qu'on lui doit de l'argent, qu'il lui en manque;
- Dit qu'on la maltraite;
- Exprime son intention de se séparer de son conjoint ou de déménager;
- Présente des histoires répétitives de chutes inexplicables;
- Se plaint d'un manque de chauffage, de ventilation du logement ou d'une pièce.

## Qui exerce la violence ?

Il est plus que désolant de penser que les abus envers les personnes âgées viennent en majorité de leur famille.<sup>18</sup> Ajoutons à cela que selon Statistiques Canada, les femmes âgées violentées le sont majoritairement par leur conjoint, mais souvent aussi par un de leurs enfants, surtout des fils. Quant aux hommes, ils seraient davantage victimes de leurs enfants.

Certaines caractéristiques peuvent prédisposer une personne à abuser d'une autre personne dans son contexte familial, notamment le fait d'être isolée socialement, d'être dépendante financièrement, d'avoir des problèmes familiaux ou des problèmes de consommation, etc.<sup>19</sup> Plusieurs autres critères sont mentionnés dans la brochure *Vieillir sans violence* afin d'aider à reconnaître une personne susceptible d'en abuser une autre.<sup>20</sup>

La maltraitance et/ou violence se produit également en institution, privée ou publique. D'une part, concernant le personnel, des signes avant-coureurs sont présentés dans la brochure précitée. Certains de ces signes se réfèrent aux capacités individuelles de la personne soignante, alors que d'autres se réfèrent plutôt à son comportement envers la clientèle; signes souvent identifiables par un contrôle excessif.<sup>21</sup> D'autre part, l'administration des résidences peut aussi être responsable. Par exemple, la rigidité de ses règlements peut brimer la clientèle résidente de bien des façons, plus particulièrement les femmes puisqu'elles sont plus nombreuses.

Quant aux agressions sexuelles, elles sont surtout commises par les personnes responsables de prodiguer des soins, particulièrement les soins intimes.<sup>22</sup>

Finalement, les personnes âgées peuvent aussi être abusées par d'autres catégories de gens, par fraude ou autrement, dans leur entourage ou non.

## Dénoncer ?

Il n'est pas courant que des personnes âgées victimes d'abus et de violence prennent la décision de passer à l'acte et de dénoncer la situation. Pour de multiples raisons, les victimes éprouvent souvent des sentiments de honte et de culpabilité liés à leur incapacité physique ou mentale. De plus, si la personne qui les abuse est la même personne qui est censée en prendre soin, la peur de dénoncer est encore plus grande; une dénonciation pouvant entraîner des représailles, l'abandon ou le placement dans un foyer ou encore, le renvoi d'une résidence. Ajoutons à cela la crainte de provoquer un conflit familial ou d'être à la source d'un scandale dans la résidence.

Mentionnons aussi que certaines des victimes n'osent pas dénoncer, ne connaissant pas toujours les ressources ou se méfiant des systèmes sociaux ou judiciaires. Elles peuvent aussi soit croire pouvoir régler leurs problèmes elles-mêmes ou, à l'inverse, se sentir impuissantes.<sup>23</sup>

Dans les cas de violence conjugale, nous savons qu'il est toujours difficile de dénoncer le conjoint. Certaines des

<sup>17</sup> Fondation Docteur Philippe-Pinel, *Vieillir sans violence, Les victimes d'abus et de négligence : comment les reconnaître, comment intervenir*, p. 7.

<sup>18</sup> Sur le site de la Sûreté du Québec [www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines/la-surete-vous-conseille/surete-vous-conseille](http://www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines/la-surete-vous-conseille/surete-vous-conseille)

<sup>19</sup> Laflamme, Josée, sergente de la Sûreté du Québec, *Conférence du 28 janvier 2009 à l'invitation de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic*.

<sup>20</sup> Fondation Docteur Philippe-Pinel, *op.cit.*, p. 6.

<sup>21</sup> *Idem.*, p. 9.

<sup>22</sup> RCALACS, *op.cit.*, p. 5.

<sup>23</sup> Beaulieu, Marie, *L'intervention auprès des aînés victimes*, Association québécoise Plaidoyer-Victimes, Montréal, 1992, p.16 ; Fondation Docteur Philippe-Pinel, p. 5 ; [www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines/](http://www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines/) « la dénonciation », p. 1.

causes de ce silence sont cependant propres aux femmes âgées, telles que celles liées à leurs croyances religieuses et à la socialisation de leur époque.<sup>24</sup> C'est ainsi qu'elles risquent de vouloir demeurer « fidèles à l'institution du mariage, à la loyauté envers le conjoint, à l'importance de l'unité familiale ainsi qu'à l'influence des valeurs judéo-chrétiennes. »<sup>25</sup>

Face aux abus et à la violence, les proches de la victime gardent en général le silence, par déni, ou minimisent le problème. Tout comme la victime, ils ou elles craignent les chicanes de famille et peuvent même aller jusqu'à tenir la victime responsable de ce qui lui arrive. D'autre part, lorsque la victime vit en institution, les membres du personnel qui peuvent être témoins d'abus ont peur de perdre leur emploi ou se sentent tenus à la confidentialité.<sup>26</sup> Enfin, le plus regrettable c'est qu'il arrive que les proches ou le personnel d'une institution refusent de croire qu'une femme âgée puisse être agressée sexuellement.<sup>27</sup>

Malgré tout, certaines personnes trouvent le courage d'aider une de leurs proches. Elles doivent se montrer patientes, prendre le temps de bien écouter la victime, surtout ne pas la juger, l'assurer qu'elle n'est pas responsable de la situation, chercher « avec elle » les ressources disponibles, lui faire des suggestions pour qu'elle s'en sorte, pour qu'elle dénonce...<sup>28</sup> Dans certains cas, il est possible que l'aiderante doive dénoncer l'agression au nom de la victime.

## Où s'adresser ?

Mieux vaut prévenir que guérir, dit-on. Chose certaine, il est conseillé d'éviter à tout prix l'isolement. Par exemple, il est préférable qu'une femme âgée, malgré ses limitations, continue à fréquenter ses connaissances, à garder le contact même après un déménagement, à voir ses amies chez elle, à poursuivre ses activités, etc.

Certaines précautions peuvent être prises afin de protéger nos biens, que ce soit vis-à-vis de notre propriétaire (précisions dans le bail), dans les polices d'assurance (mandataire révocable) ou avec l'institution bancaire. Il s'avère important également de faire notarié tous prêts ou transactions, même si elles sont effectuées avec les proches. Il est prudent aussi, sinon nécessaire, de rédiger un mandat d'inaptitude et de toujours y désigner deux personnes.

De plus, l'Autorité des marchés financiers offre un guide, *Soyez à votre affaire pour ne pas perdre vos affaires!*, afin de protéger les aînés des fraudeurs éventuels.<sup>29</sup> Pour leur part, certains organismes proposent des tests de dépistage. En voici deux : « *Suis-je victime* »<sup>30</sup>, qui permet de vérifier si nous sommes victimes et le second, « *Vieillir en liberté* »<sup>31</sup>, pour la personne témoin de fraudes.

Finalement, outre celles déjà mentionnées, plusieurs ressources existent pour assister les victimes et leurs proches, selon leurs besoins et le type d'abus en présence. En voici certaines qui vous conduiront sûrement vers d'autres sources d'information et d'aide :

- La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 1 800 361-6477, [www.cdpcj.qc.ca](http://www.cdpcj.qc.ca)
- Conseil des aînés, [www.conseil-des-aines.qc.ca](http://www.conseil-des-aines.qc.ca)
- Fédération des ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, [www.fede.qc.ca](http://www.fede.qc.ca)
- Info abus aînés, 1 888 489-2287
- Le Curateur public, 1 800 363-9020, [www.curateur.gouv.qc.ca](http://www.curateur.gouv.qc.ca) (pour les personnes inaptes)
- Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, [www.maisons-femmes.qc.ca](http://www.maisons-femmes.qc.ca)
- Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels, [www.cavac.qc.ca/](http://www.cavac.qc.ca/), 1 866 532-2822
- Regroupement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), 1 877 717-5252, [www.rqcalacs.qc.ca](http://www.rqcalacs.qc.ca)
- S.O.S. violence conjugale, 1 800 363-9010
- Sûreté du Québec, 9-1-1, 514 598-4141, [www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines](http://www.suretequebec.gouv.qc.ca/aines)
- Tel-aînés, 514 ou 450 353-2463, [www.tel-ecoute.org](http://www.tel-ecoute.org)

<sup>24</sup> CRI-VIFF, fiche synthèse n° 11, avril 2008, *op.cit.*

<sup>25</sup> Montminy et Drouin. 2004, cité dans le mémoire de la FFQ, *op.cit.*, p. 38.

<sup>26</sup> Fondation Docteur Philippe-Pinel, *op.cit.*, p. 5

<sup>27</sup> RCALACS, *op.cit.*, p. 4.

<sup>28</sup> Fondation Docteur Philippe-Pinel, *op.cit.*, p. 12.

<sup>29</sup> Autorité des marchés financiers, « *Soyez à votre affaire pour ne pas perdre vos affaires!* », 2008.

<sup>30</sup> [www.violenceinfo.com/](http://www.violenceinfo.com/), « *Suis-je victime ?* », ou 418 667-8770.

<sup>31</sup> Réseau internet francophone, [www.rifvel.org](http://www.rifvel.org).

# Être femme, vieille et pauvre : un cocktail infériorisant!

Par Micheline Bélisle<sup>1</sup>

En 2005, au Québec, 32,1 % des femmes âgées vivant seules étaient pauvres, c'est-à-dire qu'elles gagnaient 13 700 \$/an, soit moins que le seuil de faible revenu fixé par Statistique Canada qui, en 2003, l'évaluait à 19 795 \$/an avant impôt.

Dans nos sociétés nord-américaines, être femme se limite la plupart du temps à être *jeune et belle* : « C'est très jeune que nous apprenons à être « jolie », à soigner notre *look*, à nous maquiller (juste ce qu'il faut), à nous épiler, à suivre des régimes pour correspondre à l'idéal de la beauté et de la minceur<sup>2</sup>. »

Une femme doit, avant tout, être attirante et désirable. Pour ressembler aux critères de beauté et de jeunesse qui nous sont proposés dans les publicités, combien de jeunes femmes consacrent temps, énergie et argent à leur apparence physique, et ce, à la grande satisfaction des compagnies de produits de beauté ? Pas besoin d'attendre 65 ans pour commencer à parler de vieillissement et des ravages du temps. De plus, d'abord valorisées par leurs rôles d'épouse et de mère, les femmes se sentent souvent dévaluées quand elles se retrouvent veuves et que le nid se vide.

Ce n'est que depuis les années 1970, avec le mouvement féministe, que les problèmes des femmes âgées ont commencé à être pris en compte. Auparavant, les problèmes liés à la retraite, par exemple, n'étaient étudiés qu'en fonction des hommes. Le veuvage était perçu comme « un gros problème d'adaptation » surtout pour la gent masculine, les femmes étant vues comme ayant de meilleures dispositions pour assumer leur nouveau rôle à un âge avancé<sup>3</sup>.

Mais qu'entend-on au juste par femmes âgées dans le présent article ? Quand donc une femme peut-elle être considérée comme âgée ? Selon les clubs d'âge d'or québécois, la « vieillesse » débiterait à 50 ans.

## Des conditions de vie précaires

Qu'en est-il de la situation socioéconomique des femmes âgées de 65 ans et plus, par exemple ? Au Québec, comme dans plusieurs autres pays, les femmes subissent de multiples discriminations économiques. Sur le marché du travail, elles occupent souvent des emplois précaires, comparativement à leurs collègues masculins, elles doivent s'absenter plus souvent de leur travail pour des raisons familiales ou pour des congés de maternité; enfin, les femmes gagnent encore en moyenne 70 % du salaire des hommes. Ainsi, lorsque le moment de la retraite sonne, les femmes se trouvent généralement désavantagées économiquement (faible participation aux régimes de retraite, moins d'économies, etc.).

<sup>1</sup> Micheline Bélisle est militante au Collectif pour un Québec sans pauvreté

<sup>2</sup> Charpentier, Michèle. 1995. *Condition féminine et vieillissement*. Montréal : Éditions du remue-ménage, 170 p.

<sup>3</sup> McIrvin Abu-Laban, Sharon. 1984. « Les femmes âgées : problèmes et perspectives », *Sociologie et sociétés*, vol. XVI, n° 2, p. 69-78.

En outre, les femmes ont une espérance de vie qui s'accroît, et elles sont souvent appelées à jouer le rôle d'aidantes pour leurs proches, y compris pour leur conjoint.

L'économiste Ruth Rose<sup>4</sup> précise qu'en 2005, au Québec, 32,1 % des femmes âgées vivant seules étaient pauvres, c'est-à-dire qu'elles gagnaient 13 700 \$/an, soit moins que le seuil de faible revenu fixé par Statistique Canada qui, en 2003, l'évaluait à 19 795 \$/an avant impôt, pour une personne seule dans une grande agglomération canadienne.

Vivre seule et pauvrement mène parfois à l'itinérance. Des chercheuses ont récemment mené une étude sur les femmes itinérantes de la région de Québec. Elles en sont arrivées à la conclusion que « personne n'est réellement à l'abri de l'itinérance<sup>5</sup> », une condition où la pauvreté est extrême. Il est donc possible que des femmes de 50 ans et plus se retrouvent itinérantes, et ce, à la suite de violence conjugale ou familiale, et/ou en raison d'une situation de pauvreté, de toxicomanie, ou en tant que proche aidante.

## Des stéréotypes, des préjugés

La réalité des femmes âgées et des femmes pauvres étant ainsi balisée, qu'en est-il maintenant du regard jeté par la population en général sur celles-ci ?

D'abord, les femmes âgées sont considérées plus souvent malades que les hommes et ayant des problèmes de santé réels ou imaginaires. Elles sont également perçues comme inactives sexuellement, peu intéressées à la sexualité et peu intéressantes à cet égard. La retraite ne serait pas une étape de vie significative pour elles qui s'adapteraient beaucoup plus facilement que les hommes puisqu'elles seraient moins engagées dans leur travail et vivraient une certaine continuité dans les rôles familiaux. Enfin, sur le plan des loisirs, les femmes âgées passeraient leur temps à faire du petit point et des jeux de patience, et à attendre leurs petits-enfants<sup>6</sup>.

Selon Charpentier<sup>7</sup>, les médias écrits et électroniques véhiculent des images qui entretiennent ces préjugés. Ainsi, on y représente les femmes âgées comme des sorcières ou des vieilles folles, des bonnes mères toujours disponibles, patientes, tricoteuses, etc., et tout simplement comme des « vieilles » qu'on ne voit pas ou qu'on ne veut pas voir.

Ces représentations empreintes de préjugés et de stéréotypes envers les femmes âgées s'ajoutent aux stéréotypes et aux préjugés que la population entretient par rapport aux personnes âgées, peu importe le sexe. Ainsi, elles sont généralement perçues comme riches, mais, paradoxalement, elles

sont vues comme un fardeau économique pour les autres générations : non productives, incapables de s'adapter au changement, isolées et souffrant de solitude, séniles ou démentes, responsables de l'augmentation des coûts de santé, sujettes à être victimes de criminalité et destinées à finir leurs jours en institution<sup>8</sup>. À cela s'ajoutent d'autres stéréotypes, positifs ceux-là, mais aussi peu réalistes puisque ne concernant qu'une minorité. Ainsi, les personnes âgées seraient principalement occupées à voyager, à jouer au golf et à sortir dans les restaurants.

Par ailleurs, peu de documentation existe sur les représentations que l'on se fait des femmes âgées et pauvres de surcroît. En général, on ne les voit pas ou bien on ne veut pas les voir ni se représenter leur réalité. Les représentations véhiculées par la population et les médias semblent davantage concerner le fait que les femmes sont « vieilles » plutôt que le fait qu'elles sont pauvres. D'ailleurs, comme le rapporte le Conseil des aînés, on perçoit la plupart des personnes âgées comme riches ! À ce sujet, je me souviens du regard sceptique jeté par un jeune homme m'ayant demandé de l'argent à un arrêt d'autobus, en tant que « dame aux cheveux gris », et à qui j'avais répondu que je n'en avais pas parce que j'étais prestataire de l'aide sociale...

Évidemment, il nous reste encore beaucoup de travail pour faire connaître la réalité des femmes âgées et pauvres. Cet article n'en constituait qu'une amorce. ■

<sup>4</sup> Rose, Ruth (juin 2008). « La pauvreté des femmes âgées – Quand se conjuguent discrimination et insuffisance des régimes publics de retraite ». PowerPoint présenté lors du colloque de l'Université féministe d'été, *Les femmes et l'argent*, 1<sup>er</sup> -7 juin 2008, Québec, Université Laval, 12 p.

<sup>5</sup> Gélineau, Lucie et al. 2008. « Sommaire exécutif de la recherche qualitative », *La spirale de l'itinérance au féminin – Pour une meilleure compréhension des conditions de vie des femmes en situation d'itinérance de la région de Québec*. Québec, 12 p.

<sup>6</sup> Charpentier, Michèle, *op. cit.*

<sup>7</sup> Charpentier, Michèle, *op. cit.*

<sup>8</sup> Conseil des aînés du Québec. 2007. *La réalité des aînés québécois*, 3<sup>e</sup> éd. Québec : Les Publications du Québec, 218 p.

# 20<sup>e</sup> triste anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique

## Événements commémoratifs du 4 au 19 décembre 2009

Par *Mélissa Blais*<sup>1</sup>  
et *Barbara Legault*<sup>2</sup>

*Non seulement il importe, encore et toujours, de commémorer cet événement pour ne jamais oublier les victimes et sa signification sociale afin d'éviter qu'il ne se reproduise, mais également, pour approfondir nos réflexions, nos analyses sur les causes de la violence faite aux femmes.*

**Le 6 décembre prochain, cela fera 20 ans que survenait la tragique tuerie de l'École Polytechnique, alors que 14 jeunes femmes étaient tuées, parce qu'elles étaient des femmes, par un homme déclarant haïr les féministes. Non seulement il importe, encore et toujours, de commémorer cet événement pour ne jamais oublier les victimes et sa signification sociale afin d'éviter qu'il ne se reproduise, mais également, pour approfondir nos réflexions, nos analyses sur les causes de la violence faite aux femmes pour renforcer nos stratégies d'intervention et de luttes afin de contrer la violence envers les femmes.**

Du 4 au 19 décembre 2009, des *Événements commémoratifs* du 20<sup>e</sup> anniversaire de la tuerie se dérouleront à Montréal : un colloque scientifique international, une exposition artistique, une exposition muséologique, ainsi qu'un rassemblement public et politique. Ces activités s'adressent aux intervenantes et intervenants sociaux, aux militantes féministes, aux chercheurs et chercheuses, aux étudiants et étudiantes ainsi qu'à toute personne sensibilisée aux enjeux liés à la violence faite aux femmes. En partenariat avec l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), le Service aux collectivités de l'UQAM, la Galerie d'art de l'UQAM et Muséografik, la Fédération des femmes du Québec est fière de participer à l'organisation de cet événement féministe d'envergure internationale.



## Colloque scientifique international : du 4 au 6 décembre à l'UQAM

### *La tuerie de l'École Polytechnique 20 ans plus tard*

Le colloque réunira plus de 500 femmes et hommes en provenance de 26 pays, professeurs et professeures de plusieurs disciplines, mais également des intervenantes et intervenants sociaux communautaires et des étudiants et étudiantes. Ce colloque multidisciplinaire comporte quatre thématiques qui seront abordées de manière transversale :

1. La mémoire collective de la tuerie de l'École Polytechnique;
2. Les impacts de l'événement sur le mouvement féministe;
3. Les violences contre les femmes et les féministes;
4. Le renouvellement des actions et pratiques visant l'élimination des violences faites aux femmes.

Florence Montreynaud, féministe française (qui organise des actions de commémoration de la tuerie depuis plusieurs années), directrice de l'encyclopédie *Le XX<sup>e</sup> siècle des femmes* et auteure de *Le féminisme n'a jamais tué personne*, sera parmi les invitées d'honneur du colloque.

## Exposition à l'affiche du 4 au 19 décembre (Galerie de l'UQAM)

### *Les Guerrilla Girls : Mourir autrement*

L'exposition du collectif d'artistes engagées dans la promotion de l'insertion des femmes et la critique des stéréotypes sexistes dans les arts, les *Guerrilla Girls*, sera axée sur le thème de l'antiféminisme. On y retrouvera de nombreuses œuvres, affiches et vidéos de ce collectif New-Yorkais de réputation internationale. Elles réaliseront, en outre, une œuvre inédite spécialement pour l'occasion.

## Exposition muséologique du 4 au 6 décembre (Salle Marie-Gérin-Lajoie, UQAM)

### *Parler ou se taire ? / Polytechnique 1989*

En prenant comme pivot central la tuerie de l'École Polytechnique, l'exposition vise à faire connaître certains enjeux de la condition des femmes québécoises. En plus de susciter l'espoir d'une société égalitaire, elle présentera des aspects de l'histoire des Québécoises du début du 20<sup>e</sup> siècle à nos jours. L'exposition fera également état de la couverture médiatique de l'événement, enrichira la réflexion collective sur les enjeux sociaux que soulève la violence faite aux femmes et permettra aux personnes présentes de s'exprimer sur ces enjeux, de se recueillir et de commémorer la tragédie du 6 décembre 1989.

## Événement de clôture : Rassemblement public et politique

### *Pour éliminer les violences envers les femmes*

Le 6 décembre 2009, la Fédération des femmes du Québec coordonnera un rassemblement public et politique afin de commémorer collectivement la tuerie de l'École Polytechnique. Les personnes participant au colloque seront invitées à se joindre à cette action qui se déroulera à la Place Émilie-Gamelin. L'ensemble du mouvement féministe sera également convié à marquer d'une pierre blanche cette date importante de notre histoire et à dire haut et fort que nous avons les moyens d'éliminer les violences envers les femmes et que nous pouvons, collectivement, éviter des massacres comme celui de Polytechnique, ainsi que les trop nombreux meurtres de femmes partout au Canada et ailleurs dans le monde. ■

1 Mélissa Blais est professionnelle de recherche à l'IREF (UQAM) et coordonnatrice générale des *Événements commémoratifs du 20<sup>e</sup> de la tuerie de l'École Polytechnique*.

2 Barbara Legault est travailleuse à la FFQ.

# Contrer le racisme en emploi au féminin

Par Nancy Burrows et May Chiu<sup>1</sup>

## Quand sexisme se conjugue avec racisme

**Nous savons que les femmes immigrantes et racisées<sup>2</sup> vivent à l'intersection des discriminations, en raison non seulement de leur sexe, mais aussi de leur appartenance à des minorités visibles ou culturelles. Ces discriminations ont un impact majeur sur leurs conditions de vie et leur autonomie économique. Un des principaux problèmes rencontrés par les immigrantes est la difficulté à percer le marché du travail. Elles se retrouvent souvent en bas de l'échelle, et ce, indépendamment de leur niveau de scolarité.**



Photo : FFQ



En effet, quel que soit le groupe d'âge, la part de la population féminine immigrée pourvue d'un diplôme universitaire est plus importante que celle de l'ensemble des Québécoises (18,8 % contre 13,3 %)<sup>3</sup>. Cependant, en 2000, les revenus des femmes immigrantes représentaient 89,3 % de celui des femmes nées au Québec, 66,8 % de celui des hommes immigrants et 53,2 % des revenus des hommes nés au Québec. Cette situation s'explique autant par la discrimination exercée lors de l'embauche que par la non-reconnaissance des acquis et des compétences obtenus à l'étranger. Les femmes immigrantes et racisées sont donc confrontées non seulement à des problèmes d'accès à l'emploi, mais également d'équité en emploi.

Nos critères d'immigration (tant au Québec qu'au Canada) privilégient des travailleuses et travailleurs qualifiés et assurent un bassin important d'immigrantes et d'immigrants hautement diplômés et formés. Nous contribuons donc, nous aussi, au phénomène de « l'exode des cerveaux » des pays du Sud. Ironiquement, en arrivant ici, ces personnes immigrantes se retrouvent devant des portes fermées à cause de conditions discriminatoires (telles l'exigence d'expérience canadienne ou la non-reconnaissance des diplômes) souvent imposées par les employeurs ou les associations professionnelles.

## Des solutions aux problèmes locaux dans un contexte global

La conjoncture internationale en est une de mondialisation néolibérale, de disparition des frontières pour le capital et les biens à l'exclusion des êtres humains, et d'augmentation du nombre de personnes réfugiées. Sur la scène mondiale, on a vu la tentative récente par les États, sous le parrainage des Nations unies, de promouvoir l'exportation de la main-d'œuvre comme une nouvelle façon de développement, et, ici au Québec, la demande augmente pour les travailleuses et travailleurs sans statut permanent. Ces réalités nous interpellent et nous incitent à agir de façon urgente pour trouver des solutions aux problèmes locaux dans un contexte global. Des femmes immigrantes et racisées ont droit à un travail décent, dans la dignité et le respect.

<sup>1</sup> Membres de l'équipe de travail de la FFQ

<sup>2</sup> Le concept « racisé » renvoie au fait que le groupe dont il est question, à savoir les personnes issues des communautés ethnoculturelles ou des minorités visibles, sont l'objet d'une stigmatisation basée sur la « race », concept construit socialement.

<sup>3</sup> Conseil du statut de la femme. 2005. *Des nouvelles d'elles : les femmes immigrées au Québec*, p. 28.

## En action

C'est donc à partir d'une perspective globale que la FFQ oriente ses actions afin de promouvoir le droit au travail pour les femmes immigrantes et racisées. La première réalisation dans ce nouveau plan d'action, pour contrer le racisme en emploi au féminin, était l'organisation au début mars 2009 d'une session de travail sur ce thème. Une soixantaine de participantes a assisté à cette activité où l'on a dressé un portrait des diverses formes d'oppressions et d'exploitations vécues par les femmes racisées et des différents obstacles auxquels elles sont confrontées. Depuis plus de deux décennies, des organismes d'intégration et des groupes de défense des droits travaillent sur la question non seulement de l'accès à l'emploi, mais aussi de l'équité en emploi. Lors de cette session, nous avons pu faire un état des lieux du travail effectué à ce jour (outils, recherches, actions...), et amorcer une discussion sur les moyens et les stratégies pour lutter contre les effets dévastateurs du racisme en emploi pour les femmes immigrantes et racisées.

Suite à cette session de travail, le Comité des femmes des communautés culturelles de la FFQ a publié une lettre ouverte au premier ministre pour lui demander d'agir immédiatement pour l'implémentation du respect du droit au travail, en se référant entre autres aux conventions internationales.

Étant donné le peu de mécanismes de concertation qui existe entre les différents groupes et instances travaillant sur la problématique des femmes immigrantes et l'emploi, la FFQ a convoqué en mai dernier des membres et alliées féministes à une première rencontre pour mettre sur pied un *Comité intersectoriel sur les femmes immigrantes et l'emploi*. Par le biais de ce comité, nous pourrions mettre en commun nos analyses, approfondir l'état des lieux, explorer la diversité des expériences et obstacles auxquels les femmes immigrantes sont confrontées et établir des stratégies d'actions afin de trouver des solutions concrètes.

## Se former pour mieux agir

Une des stratégies importantes dans la lutte pour l'amélioration de l'autonomie économique des femmes immigrantes et racisées est la formation et la sensibilisation de l'ensemble des intervenantes et intervenants du milieu. Afin de répondre à ce besoin, nous avons commencé à préparer une session de formation qui sera offerte à partir de l'automne 2009. En plus de tracer un portrait de la réalité des femmes immigrantes et racisées, les obstacles auxquels elles font face et les liens avec la conjoncture mondiale, cette *Session de formation sur le racisme en emploi au féminin* visera

particulièrement la prise de conscience des enjeux spécifiques entourant la *reconnaissance des expériences et compétences acquises à l'étranger*. De plus, la FFQ collabore avec Relais-femmes au développement d'une session de formation sur l'intersectionnalité<sup>4</sup> des oppressions qui sera également offerte à partir de l'automne. Cette session, d'une durée de deux jours, traitera dans un premier temps de l'intersectionnalité de façon générale et, ensuite, présentera des études de cas afin d'illustrer l'impact de l'intersectionnalité des oppressions dans la vie des femmes vivant de multiples discriminations.

La prochaine année sera donc pour la FFQ une année de nouveaux défis et de beaux projets qui nous aideront à approfondir nos analyses, autant sur des enjeux spécifiques aux femmes immigrantes en emploi que sur l'intersectionnalité des oppressions dont elles sont victimes. La FFQ reconnaît que le droit au travail est un droit fondamental, et que les femmes dans toute leur diversité doivent y avoir accès. Nous espérons que ces activités nous permettront d'être mieux outillées pour organiser des actions concrètes afin d'améliorer concrètement l'autonomie économique des femmes, particulièrement les femmes immigrantes et racisées. ■

4 D'après Nicole Lacelle : « On pourrait dire que l'intersectionnalité est une théorie, une recherche d'outils théoriques, méthodologiques et pratiques pour comprendre comment des catégories socialement construites interagissent de multiples manières avec, pour résultat, l'inégalité sociale. L'intersectionnalité postule que les modèles classiques d'oppression n'agissent pas indépendamment l'un de l'autre mais forment un système d'oppression ou ces multiples ensembles de discrimination se chevauchent et s'influencent ».

# La privatisation et son impact sur les femmes

Par Martine Éloy<sup>1</sup>

Photo : FIQ



*La privatisation des services de santé concerne les femmes au premier chef. Rappelons que les femmes représentent 80 % du personnel soignant (rémunéré ou non) et qu'elles représentent également la majorité des usagères du système de santé pour elles-mêmes, pour leurs enfants, pour les parents et les proches dont elles s'occupent.*

**La privatisation du système de santé ne s'est pas installée du jour au lendemain. Pendant des années, nous avons assisté à diverses transformations du réseau sans en ressentir véritablement les effets, tant certaines d'entre elles peuvent avoir l'air anodin. Toutefois, elles servent toutes le même objectif : préparer l'ouverture du domaine de la santé au marché et l'offrir en pâture aux entreprises privées.**

Précisons tout de suite que la « privatisation » du système de santé ne réfère pas seulement au fait d'offrir des services à l'extérieur du système public en échange d'un paiement. Elle réfère aussi à la « désassurance » de certains services tels que : les examens d'optométrie, l'introduction d'un ticket modérateur, l'embauche de personnel d'agences privées dans le secteur public, la soustraction de certains services dits « hôteliers » ou administratifs. Ajoutons à cela le transfert aux proches aidantes de certains services publics auparavant dispensés par des professionnelles ou, encore, à des ressources communautaires, et ce, par des travailleuses sous-payées et à statut précaire.<sup>2</sup>

Ainsi, au milieu des années 1990, le virage ambulatoire a transféré une partie des soins dispensés par des professionnelles en milieu hospitalier aux familles des bénéficiaires. Puis, la Loi 25, adoptée en 2003, a imposé la fusion d'établissements et créé des réseaux locaux de services (RLS). Elle a également permis la prestation de services par des entreprises privées dans des domaines aussi divers que l'hébergement, la chirurgie, etc. Cette même loi a aussi autorisé les partenariats publics privés (PPP) et, par la même occasion, a fait en sorte que les contrats des organismes publics atteignent les seuils établis pour être accessibles à l'entreprise privée, locale ou étrangère, par le biais des marchés publics.

Enfin, la Loi 33, adoptée en 2006, a suivi, créant les cliniques médicales spécialisées (CMS). Dernièrement, le règlement sur les chirurgies extrahospitalières découlant de cette loi a élargi son champ d'application à une cinquantaine de chirurgies pouvant être pratiquées en clinique privée. Après le virage ambulatoire des patients et des patientes hospitalisées, c'est la chirurgie ambulatoire elle-même qui est sous-traitée au privé.

La privatisation s'installe donc sournoisement. Même si la table est presque mise pour une privatisation tous azimuts, ses effets ne nous ont pas encore frappés de plein fouet. Néanmoins, nos connaissances de la situation dans d'autres provinces ou pays où existe la privatisation des soins de santé nous donnent une bonne idée de ce qui nous attend.

<sup>1</sup> Martine Éloy est conseillère, secteur Condition féminine à la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

<sup>2</sup> D'après une recherche des *Centres of Excellence for Women's Health National Coordinating Group on Health Care Reform and Women*.

## Les services publics : primordiaux pour les femmes

La privatisation des services de santé concerne les femmes au premier chef. Rappelons que les femmes représentent 80 % du personnel soignant (rémunéré ou non) et qu'elles représentent également la majorité des usagères du système de santé pour elles-mêmes, pour leurs enfants, pour les parents et les proches dont elles s'occupent. En effet, ce sont encore majoritairement les femmes qui ont la responsabilité de la reproduction et de l'entretien de la vie : l'éducation et la garde des enfants, les soins aux proches, la promotion de la santé, l'alimentation, etc. Aussi, en l'absence de services publics adéquats, elles se voient souvent obligées de retourner à la maison pour prendre soin de leurs proches.

Avec la mise en place d'un réseau de santé public, les femmes ont eu accès à des emplois de qualité. La privatisation des services, que ce soit par le biais de la sous-traitance, du transfert à des entreprises d'économie sociale ou de l'ouverture de centres médicaux spécialisés (CMS), entraîne une dégradation des conditions de travail : emplois non syndiqués, précarité et recul des bénéfices sociaux. Par exemple, en Colombie-Britannique, la sous-traitance des employés et employées de soutien du réseau de la santé à une multinationale a entraîné une baisse de salaire de 50 %, des coupures du nombre d'heures de travail, la perte du régime de pension et une augmentation du coût de l'assurance-maladie complémentaire.<sup>3</sup>

En tant qu'usagères, les femmes sont aussi particulièrement touchées, car la privatisation entraîne la diminution des services accessibles dans le réseau public. Par exemple, lorsque des services sont offerts à l'extérieur du réseau public, ils sont : 1) soit facturés aux patients et patientes lorsque le médecin est non-participant au régime d'assurance maladie; 2) soit gratuits lorsque le médecin est participant (mais attention, il peut alors y avoir des frais accessoires). Or, comme le constate le Groupe de coordination nationale sur les femmes et la réforme du système de santé :

en moyenne, les femmes gagnent moins que les hommes; elles ont des revenus inférieurs et sont plus nombreuses à vivre dans la pauvreté. Dans les emplois qu'elles occupent, les femmes bénéficient moins souvent d'une assurance collective pour couvrir les frais des services de santé non couverts par le régime public. Quand les dépenses privées pour obtenir des services de santé augmentent, la capacité de payer devient un facteur qui limite davantage l'accès aux services pour les femmes comparativement aux hommes.<sup>4</sup>

## Stopper la privatisation

Les services publics ont une importance toute particulière pour les femmes et ils sont essentiels à l'intégration des femmes au marché du travail et, par là, à leur autonomie économique.

De plus, avec la privatisation, nous assistons au démantèlement progressif de notre système de santé public. Si nous laissons aller les choses, nous retrouverons dans une société où la capacité de se faire soigner sera proportionnelle à l'épaisseur du portefeuille, avec les conséquences précitées pour les femmes.

Nous n'accepterons pas de compromis lorsqu'il est question de santé et d'accès aux soins de qualité pour toutes et pour tous. C'est pourquoi nous devons demeurer vigilantes et continuer la bataille contre la privatisation de notre système de santé.

Avec la privatisation du système de santé, les femmes sont frappées de trois façons :

- En tant que travailleuses, elles sont renvoyées vers des emplois précaires et subissent une détérioration de leurs conditions de travail;
- En tant que principales utilisatrices des services de santé, elles assistent à une détérioration de l'accès aux soins;
- En tant que proches aidantes, elles doivent prendre la relève lorsque des services publics sont transférés au domaine privé. ■

<sup>3</sup> Canadian Union of Public Employees, *Privatization of public services: What does it mean for women?*, 17 août 2005, consulté le 4 mai 2009.

<sup>4</sup> Groupe de coordination nationale sur les femmes et la réforme du système de santé, *Les conséquences de la réforme de la santé sur les femmes*, [En ligne] : [http://www.cewh-cesf.ca/PDF/health\\_reform/women-hcrFR.pdf](http://www.cewh-cesf.ca/PDF/health_reform/women-hcrFR.pdf) (page consultée le 5 mai 2009).

# Fonds publics/privés et politiques sociales : *Quels enjeux pour les femmes, les familles et les communautés ?*

Par Sylvie Lévesque<sup>1</sup>

L'annonce, dans le cadre du budget 2008-2009, de la création d'un nouveau fonds public/privé « destiné à favoriser le développement des enfants de 0 à 5 ans en situation de vulnérabilité » est venue renforcer une tendance déjà observée depuis quelques années au Québec. En effet, depuis 2004, des projets semblables ont vu le jour un peu partout sur le territoire, que ce soit sous la bannière de « Québec Enfants » qui vise à favoriser le développement des enfants dès leur conception ou de « Québec en forme » qui vise à développer de saines habitudes de vie chez les enfants d'âge scolaire.

Plus récemment, le 11 mars 2009, le dépôt par le ministre de la Famille du Québec, Tony Tomassi, du projet de loi 7 instituant le fonds, en partenariat avec la Fondation Chagnon, dans le but de « donner aux enfants de milieux défavorisés toutes les chances de réussir et de prévenir le décrochage scolaire », offre une autre illustration de cette nouvelle façon de gouverner. Étalaé sur dix ans, ce nouveau fonds sera doté de 150 millions de dollars prélevés à même les coffres du gouvernement et de 250 millions fournis par la Fondation Chagnon.

Comme le dit Michel David, éditorialiste au journal *Le Devoir* dans son article intitulé « Charité bien ordonnée » publié le 16 avril 2009 :

On ne peut plus parler d'un geste isolé, mais bien d'un nouveau modèle de gouvernance dans le champ social. Avec le fonds créé en 2007 pour promouvoir de saines habitudes de vie et celui que projette la Fondation pour soutenir les proches aidants des aînés, c'est une somme d'un milliard qui sera investie d'ici dix ans parallèlement aux programmes gouvernementaux<sup>2</sup>.

Or, sans nier totalement les bonnes intentions à l'origine de ces initiatives, n'est-il pas préoccupant qu'un donateur privé, sous prétexte qu'il a la capacité d'investir des centaines de millions de dollars dans des projets qui touchent le bien-être de la population, acquiert plein pouvoir sur l'utilisation de sommes importantes provenant des poches des contribuables ? Nous croyons qu'il est inacceptable que l'État abdique ainsi son pouvoir de décideur et de régulateur des politiques sociales au profit de riches mécènes.

Ces dernières années, par ailleurs, nous avons assisté à la prolifération de programmes visant à intervenir de plus en plus tôt auprès des enfants, particulièrement ceux en situation de vulnérabilité, notamment au sein de familles monoparentales souvent dirigées par une femme et davantage touchées par la pauvreté. Ce sont ces familles qui sont majoritairement ciblées, leurs compétences parentales pouvant être remises en question.

*Or, sans nier totalement les bonnes intentions à l'origine de ces initiatives, n'est-il pas préoccupant qu'un donateur privé, sous prétexte qu'il a la capacité d'investir des centaines de millions de dollars dans des projets qui touchent le bien-être de la population, acquiert plein pouvoir sur l'utilisation de sommes importantes provenant des poches des contribuables ?*

<sup>1</sup> Sylvie Lévesque est directrice générale de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec et membre du Conseil d'administration de la FFO.

<sup>2</sup> David, Michel. « Charité bien ordonnée », *Le Devoir*, 16 avril 2009.

## La nécessité d'un débat public

La Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées appuyée par la Fédération des femmes du Québec et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail a présenté un mémoire à l'Assemblée nationale dans le cadre des consultations sur le projet de loi 7. Précisons que les consultations se tenaient sur invitation seulement et que les objectifs étaient loin de faire l'unanimité, contrairement à ce qu'a affirmé publiquement le ministre à la fin des consultations. En effet, huit groupes ont demandé un moratoire sur le projet de loi et la tenue d'un débat public sur « les impacts liés à la mise en place d'un PPP dans le champ des services sociaux pour les familles » ou même carrément son retrait, alors qu'à peine sept groupes ont appuyé le ministre. D'autres groupes ont aussi questionné les impacts du projet de loi 7 sur les familles visées.

### Quels impacts sur les femmes et les familles ?

Nous oublions, souvent à tort, que ces projets de loi (projet de loi 6 pour le soutien aux proches aidants des aînés et le projet de loi 7 pour le développement des jeunes enfants) touchent également les femmes. D'une part, les aidants sont très majoritairement des aidantes; les femmes constituant la pierre angulaire de l'organisation des soins aux adultes dépendants et de leur maintien à domicile. D'autre part, elles restent, en grande partie, responsables des soins apportés aux enfants et de leur éducation, et ce, malgré des avancées importantes en terme d'égalité entre les hommes et les femmes, notamment la plus grande place occupée par les pères auprès de leurs enfants.

Toutefois, ce sont surtout les impacts sur les familles visées qui doivent faire l'objet de notre attention. Rappelons que les enfants auprès desquels on entend intervenir vivent au sein de familles pauvres dirigées par une mère monoparentale dans bien des cas. Dans certains milieux, on souligne

même que les enfants qui grandissent dans ce type de familles sont plus à risque que les autres de développer des comportements antisociaux. Certaines études ont d'ailleurs été publiées sur les risques d'inadaptation de ces individus généralement pour justifier des interventions précoces et intensives auprès de groupes ciblés de la population, dont les familles monoparentales à faible revenu. Malheureusement, les facteurs retenus pour expliquer les comportements déviants se résument trop souvent à faire porter la responsabilité des problèmes sur les jeunes et leur famille et prévoient rarement des actions pour améliorer leurs conditions de vie.

Comme le souligne le Conseil de la famille et de l'enfance dans son mémoire :

le projet de loi, prévoit que le Fonds sera affecté au financement d'activités ciblant les enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté. Or, les expériences internationales des dernières années montrent que lorsqu'on poursuit un objectif de développement social – comme c'est le cas avec la création d'un fonds de développement des jeunes enfants – les actions ne doivent pas porter sur un faible pourcentage des familles, mais bien sur l'ensemble des familles, si l'on veut obtenir des résultats probants. C'est là une différence fondamentale sur le plan de la philosophie d'intervention.<sup>3</sup>

Ce genre d'initiative peut aussi avoir comme impact un effet de stigmatisation. Or, les familles monoparentales, surtout celles à faibles revenus, sont déjà la cible de nombreux préjugés. Ces approches ne contribuent-elles pas à renforcer ces préjugés ? Ainsi, on risque fort de considérer la pauvreté comme une maladie ou une fatalité et d'exiger de ces personnes qu'elles modifient leurs comportements pour mieux s'adapter à leur situation de marginalisation contre lesquelles on ne peut que limiter les dégâts.

## Que peut-on faire ?

Il nous apparaît donc essentiel de revoir les priorités gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté. De plus, un débat de fond demeure nécessaire concernant le recours aux PPP sociaux; celui-ci déborde largement le contexte du projet de loi 7.

Bien que ces nouvelles initiatives disent vouloir faire appel à la mobilisation des communautés, la pratique a démontré qu'elles semblent trop souvent faire fi des concertations déjà existantes, soit en créant leur propre structure de concertation, soit en imposant leur propre mode de fonctionnement aux structures déjà en place. Qui plus est, ces façons de faire donnent lieu à des rapports souvent difficiles entre les porteurs de projets et les organismes qui doivent composer avec ces nouveaux acteurs, et ce, rarement dans un contexte égalitaire. L'argent destiné aux enfants démunis ne devrait pas se perdre dans des structures, mais se retrouver véritablement sur le terrain.

À une certaine époque, les fondations finançaient les organismes communautaires. Maintenant, on retrouve les bailleurs de fonds autour de nos tables de concertations; ces derniers veulent à la fois donner de l'argent et orienter l'action communautaire. Pourtant, la communauté devrait être capable de s'organiser elle-même sans que ces bailleurs de fonds ne viennent orienter les actions au-dessus des instances déjà mandatées pour le faire.

La mobilisation suscitée par le dépôt du projet de loi 7 a permis d'amorcer un débat public sur cette question controversée du rôle des fondations privées dans la mise en place de mesures sociales. De nombreuses personnes et organisations ont soulevé des critiques sur le bien-fondé de cette nouvelle approche. Nous devons donc espérer que ces réactions puissent initier une réflexion véritable sur les fondements mêmes de la participation sociale et citoyenne. ■

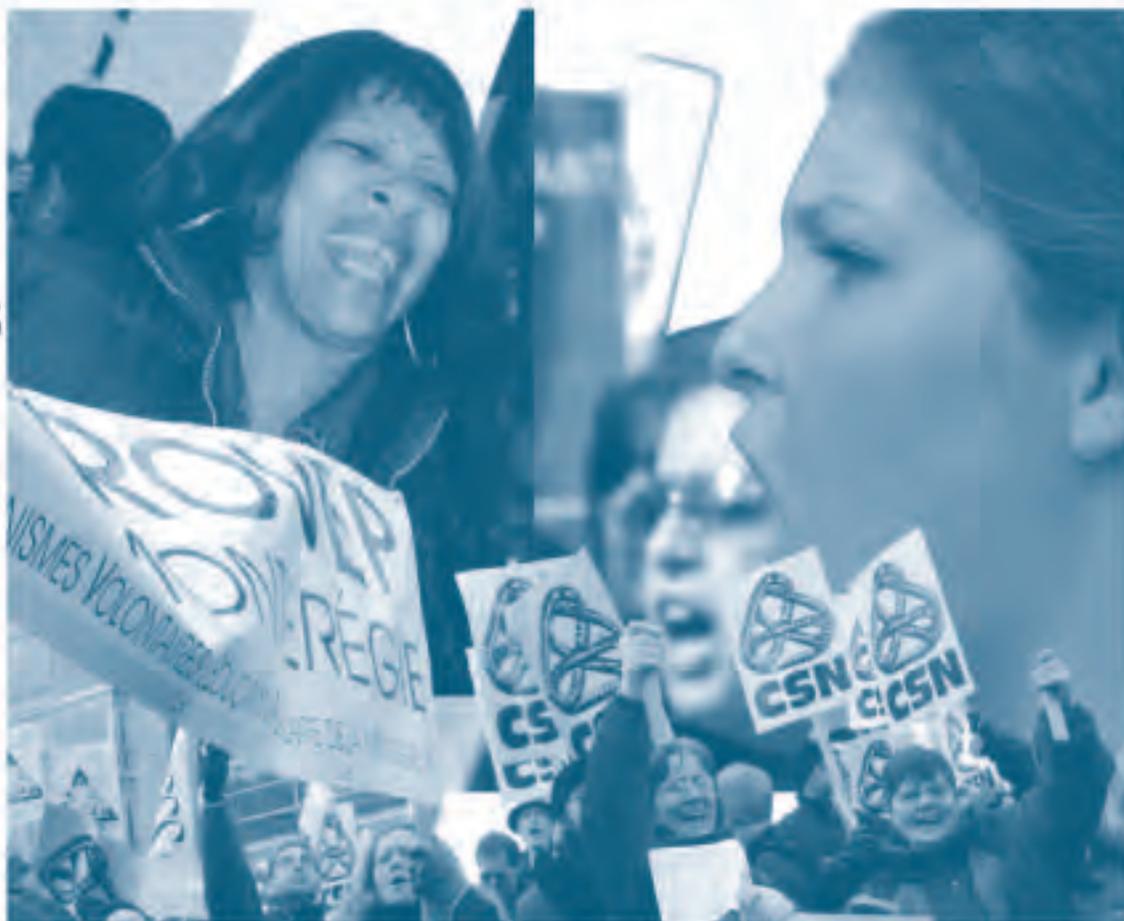
3 Mémoire du Conseil de la Famille et de l'enfance, déposé à la Commission des affaires sociales, le 6 avril 2009, p. 12. Voir les études parues dans la revue de la Caisse nationale des allocations familiales. 2003. « Le ciblage en question(s) », *Informations sociales*, n° 108, 132 p. voir aussi Math, Antoine. 2004. *L'évolution des politiques publiques d'aides aux familles en Europe occidentale depuis le début des années 1990* [France], Institut de recherches économiques et sociales, 22 p.

**Pour l'avancement des droits des femmes,  
notamment le droit à l'éducation**



**Fédération autonome du collégial (FAC)**  
**[www.lafac.qc.ca](http://www.lafac.qc.ca)**

En 2010,  
nos voix  
retentiront  
encore plus  
**fort** avec  
les femmes  
du monde  
entier. 



**Une ressource à votre portée :**

# Le service d'aide téléphonique de l'AQRP



Association québécoise  
des retraité(e)s des secteurs  
public et parapublic

**Un service professionnel  
de référence et d'orientation  
en défense des droits**

**1 866 497-1548**

Ouvert à toutes les personnes retraitées et préretraitées pour une première intervention,  
le service est gratuit pour les membres de l'AQRP.

Le service a été mis sur pied grâce à l'implication de la :



## **Vous avez des questions ?**

Régimes de retraite,  
assurances, questions  
d'ordre juridique. Nous  
vous référons vers les  
meilleures ressources  
possibles selon votre  
situation.

**1 866 497-1548**

L'AQRP est la principale  
association indépendante  
représentant l'ensemble  
des personnes retraitées  
des secteurs public et  
parapublic au Québec.  
Pour adhérer en ligne ou  
pour plus d'informations  
sur nos avantages :

**[www.aqrp.qc.ca](http://www.aqrp.qc.ca)**



**Madelaine Michaud,**  
*présidente*

# La conciliation travail-famille: un défi quotidien à la FTQ



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

FTQ

**La FTQ, le plus grand regroupement de travailleuses  
syndiquées au Québec, en appui aux luttes des femmes**



# Oser des solutions durables

Insuffler au Québec un vent déterminant pour atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes. **Oser la CSN.**



# Le Réseau des femmes au SFPQ... une force en mouvement

*Le réseau de la conciliation-famille du SFPQ est comme  
une pépinière où de petites pousses, parfois fragiles  
mais toujours fières, émergent d'une terre fertile pour mieux  
s'épanouir et venir accueillir la grande forêt qu'est notre organisation.*

*Parmi ses grands arbres, de plus en plus souvent, on voit poindre de hautes épinettes.  
Solides, elles déploient leurs branches pour protéger les pousses en croissance  
des nombreuses intempéries qu'elles guettent. Majestueuses, elles se brèlent au gré du vent  
afin de permettre aux semailles d'entrevoir la lumière.*

*Extrait d'un texte de Marie-Claire Berger*



**SFPQ**  
SYNDICAT DE LA FONCTION  
PUBLIQUE DU QUÉBEC

Directrice & Conciliatrice  
et responsable de la conciliation parentale, sociale  
et familiale au SFPQ. Ancienne conseillère sociale  
et responsable de la conciliation parentale  
et familiale au SFPQ.

UNIES POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS ET LE RESPECT DES DROITS DES FEMMES

**26 000**

professionnelles et techniciennes  
qualifiées prennent soin de votre

**santé**



Association des professionnelles  
et techniciennes de la santé et des services connexes

[info@apts.com](mailto:info@apts.com) • [www.apts.com](http://www.apts.com)

## La privatisation des services de santé touche encore plus les femmes

- En tant que travailleuses de la santé...  
Elles sont confinées à des emplois précaires et leurs conditions de travail se détériorent.
- En tant que principales utilisatrices...  
Elles subissent une diminution de l'accès aux soins.
- En tant que proches aidantes...  
Elles voient leurs tâches s'alourdir lors du transfert de services publics au domaine privé.

*Stoppons la privatisation  
de notre système  
public de santé*



**Le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale**  
développe des formations et des conférences qui répondent aux questions de l'heure



Que répondre aux arguments qui laissent entendre que les femmes au Québec ont atteint l'égalité ? Que la violence conjugale n'est pas un phénomène sexué ? Quelle est la crédibilité des statistiques démontrant que les femmes sont aussi violentes que les hommes ?

Voilà des questions auxquelles s'intéressent le document et la formation «Casser la vague» conçus par le Regroupement.

Vous y trouverez l'information et les outils nécessaires pour :

- reconnaître et déconstruire les arguments antiféministes sur la violence conjugale
- argumenter votre réponse féministe en pratiquant l'art du débat
- affûter votre esprit critique
- développer l'assurance nécessaire pour réagir adéquatement aux affirmations et arguments sur la prétendue symétrie de la violence

**VOUS ÊTES INTÉRESSÉES PAR CETTE FORMATION ?**

Communiquez sans tarder avec le Regroupement  
au 514-878-9134, poste 222



## FRANCE THÉORET Écrits au noir *Essais*

« Je suis politisée. Au passé et au présent, je suis une écrivaine connue pour mes prises de position, ma participation à des manifestations, ma présence à des réunions politiques, mon travail d'essayiste. Je n'ai pas été, je ne suis pas et je ne serai sans doute jamais une écrivaine qui prend la parole en public, qui se prononce à haute voix, justifie ses positions devant les autres. La parole m'a été enlevée de tout temps et m'est encore enlevée. J'ai une pensée féministe et politique que je livre par écrit. »

France Théoret

« La démarche de France Théoret, rigoureuse, sereine mais tournée vers l'intuition féminine la plus dérangeante, celle de la dramaturge et romancière Elfriede Jelinek par exemple, fait d'Écrits au noir, livre qui aurait pu passer inaperçu, rien de moins qu'un événement. »

Michel Lapierre, *Le Devoir*



172 p. • 21,95 \$



248 p. • 21,95 \$

## MICHELINE DUMONT Le féminisme québécois raconté à Camille

« Ce livre s'adresse aux jeunes femmes du XXI<sup>e</sup> siècle, à qui je souhaite raconter l'histoire du féminisme au Québec de 1893 à nos jours. Il s'adresse aussi à toutes les femmes qui n'ont pas beaucoup d'atomes crochus avec les livres savants, avec les notes au bas des pages ou avec les rapports de recherche. »

Micheline Dumont

« C'était un pari audacieux d'écrire un livre pour les jeunes femmes d'aujourd'hui, celles qui, en grande partie, croient que le féminisme est chose du passé. Et c'est un pari réussi. Mais ce n'est pas vrai qu'il s'adresse seulement à la nouvelle génération. Je ferai lire ce livre à ma mère et à mon père, ainsi qu'à mes enfants, quand j'aurai décidé d'en avoir. »

Cynthia Quirion, *Le Québécois*

# Protégeons la dignité des femmes !



Pour atteindre l'égalité :

- ✓ DES ACQUIS  
À PRÉSERVER
- ✓ DES LUTTES  
À CONTINUER

SOLIDAIRES,  
nos membres le sont !

# Les 35 000 femmes de l'AREQ



**UNE FORCE  
POUR LA SOCIÉTÉ**

Depuis plus de quinze ans, le Comité national de la condition des femmes de l'AREQ et ses comités régionaux œuvrent activement à l'amélioration de la qualité de vie des aînées.



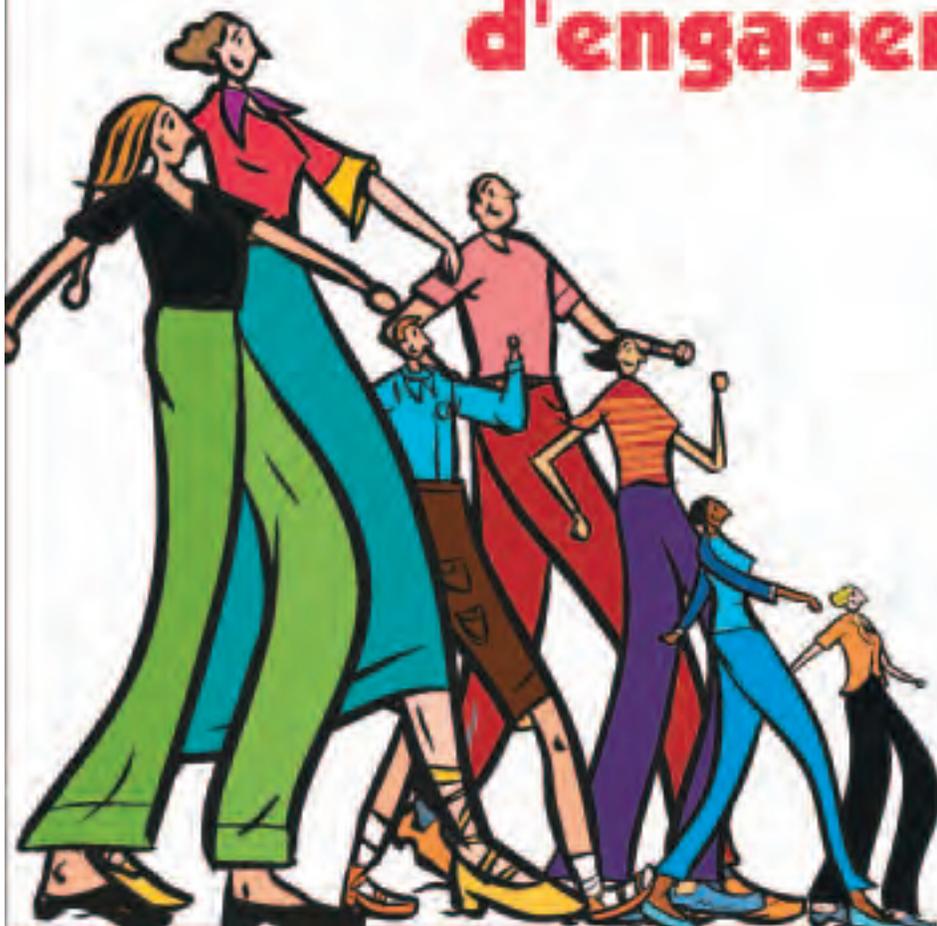
Dans son Plan d'action 2008-2011, l'AREQ entend notamment :

- ♀ dénoncer la pauvreté des femmes aînées de même que les abus et la violence à leur endroit;
- ♀ mener des actions en appui aux femmes immigrantes.

**AREQ**   
Association des retraitées  
et retraités de l'éducation  
et des autres services  
publics du Québec - CSJQ

# Collectivement pour un monde différent

Au cœur  
du mouvement CSQ,  
des femmes  
d'engagement

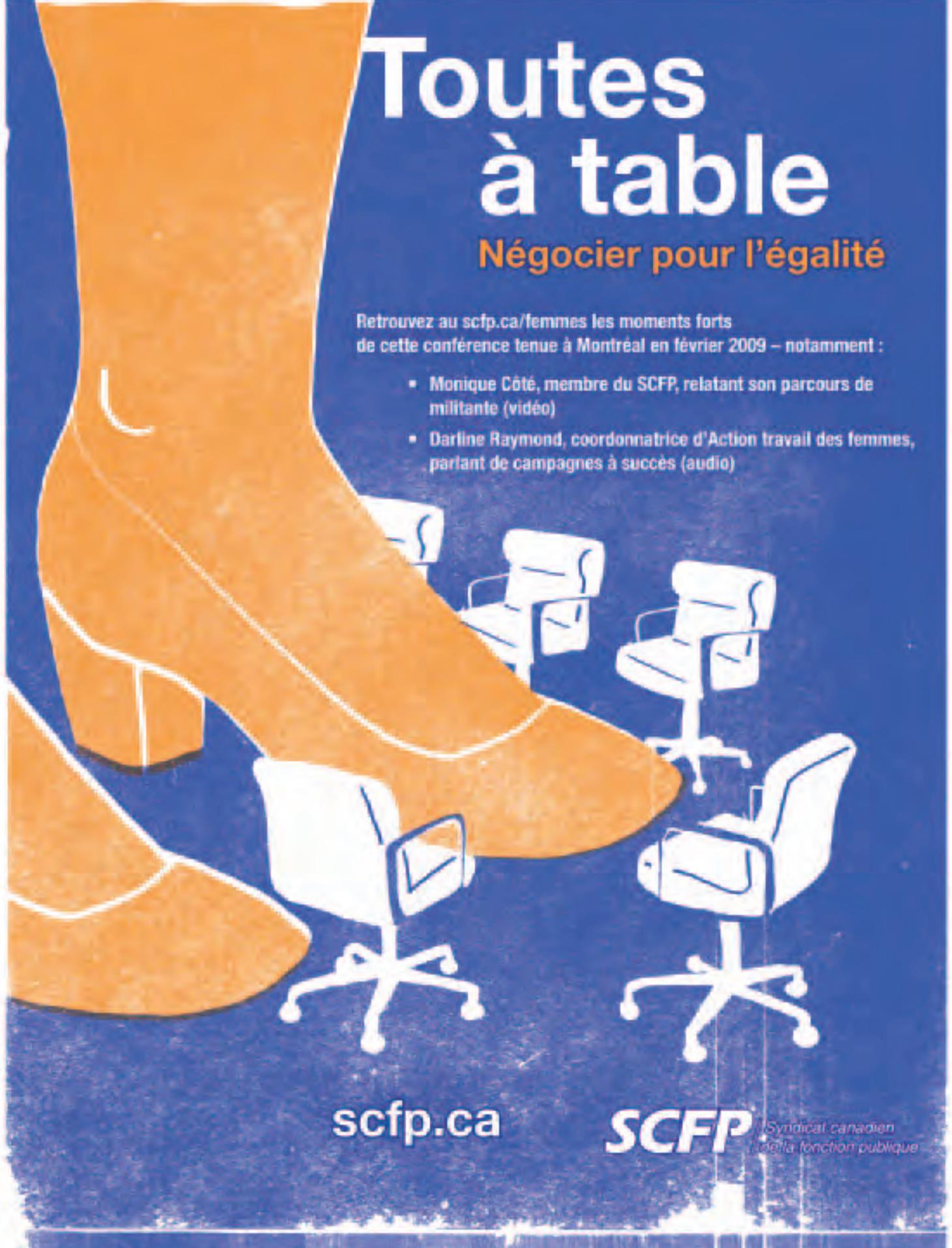


Centrale des syndicats  
du Québec



**CSQ**

[www.csq.qc.net](http://www.csq.qc.net)



# Toutes à table

## Négocier pour l'égalité

Retrouvez au [scfp.ca/femmes](http://scfp.ca/femmes) les moments forts de cette conférence tenue à Montréal en février 2009 – notamment :

- Monique Côté, membre du SCFP, relatant son parcours de militante (vidéo)
- Darline Raymond, coordonnatrice d'Action travail des femmes, parlant de campagnes à succès (audio)

[scfp.ca](http://scfp.ca)

**SCFP** Syndicat canadien  
de la fonction publique

# La crise économique : un point de vue féministe

Par Ana Maria D'Urbano Seghezzo <sup>1</sup>

## Brève présentation de la crise financière

À peine entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité est plongée dans une crise financière telle, que la presque totalité des populations de la terre est menacée<sup>2</sup>. Le meilleur système économique au monde implose! En Occident et dans plusieurs pays, les banques, les institutions financières, les grandes entreprises, les compagnies d'assurances, les fonds de retraite frisent la faillite, entraînant dans leur chute des millions de personnes à travers la planète. Dans les pays en développement où l'immense majorité de la population vivait déjà dans la pauvreté, les ondes de choc de cette crise ne manquent pas de creuser davantage la pauvreté en augmentant encore plus les écarts entre les pays et les inégalités croissantes au sein même des sociétés, tant du Nord que du Sud.

Les populations des pays du Sud subissent depuis des décennies la violence des politiques économiques imposées par les institutions financières internationales. Souvenons-nous des Programmes d'ajustement structurel (les PAS) du Fonds mondial international (FMI) et de la Banque mondiale, dans les années 1980, que nous avons dénoncés lors de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

## Une crise financière systémique

Cette crise provient de la déréglementation<sup>3</sup> totale du marché financier et de la montée en puissance du pouvoir des actionnaires dans le fonctionnement des entreprises.

Elle est la suite logique d'une longue série de crises qui ont jalonné l'histoire du libéralisme économique depuis plus d'un siècle. Mais celle qui a commencé en 2007, avec la crise des hypothèques aux États-Unis, est d'une ampleur inédite. Ce n'est pas une crise passagère, car elle se situe au cœur même du système capitaliste. C'est la plus grave crise depuis 80 ans, surtout parce qu'elle a d'importantes répercussions sur les populations les plus vulnérables. La sphère de la production est en train de payer la crise de la sphère financière. En réalité, le modèle a toujours été le même : un transfert de richesse du secteur de la production, celui de l'économie réelle, vers le secteur de la finance, celui de la spéculation. Et rien n'est mis en place pour changer le système! La foi dans le « marché » est intacte et, à plus ou moins long terme, on espère que tout va se rétablir sans que rien ne soit changé.

C'est une crise systémique, globale et multiple, parce qu'elle est à la fois climatique, alimentaire, énergétique, sociale et qu'elle relève de l'ordre des valeurs.



<sup>1</sup> Ana Maria D'Urbano Seghezzo est militante du Comité femmes et mondialisation de la FFQ.

<sup>2</sup> « Un point de vue féministe sur la crise économique : une autre économie pour un autre monde », texte du Comité Femmes et mondialisation de la FFQ, février 2009 ; il y aura plusieurs références à ce texte.

<sup>3</sup> Déréglementation : politique économique qui fait tomber un grand nombre des contraintes réglementaires qui encadrent le secteur financier.

## Une grave crise sociale

La mondialisation néolibérale avait déjà des conséquences sociales dramatiques sur les populations de tous les pays et particulièrement sur les femmes, étant donné que les matrices à l'origine de la mondialisation économique et de ces crises multiples logent dans la structure même du triple système en place : capitalisme, racisme et sexisme. Cette nouvelle crise économique ne fait qu'aggraver les conséquences sociales qui frappent l'humanité tout entière, surtout les populations les plus vulnérables, qui ne sont pas responsables, mais qui en paient le prix par :

- la dégradation de la part des salaires dans la richesse produite au profit des actionnaires;
- la précarisation des conditions de travail et l'augmentation du chômage;
- les restrictions de la protection sociale (assurance maladie, retraite);
- l'explosion des inégalités de classe, de « race », de sexe;
- l'augmentation des migrations de femmes et d'hommes comme stratégie de survie;
- d'importants reculs dans l'accès à l'alimentation, à l'éducation, aux soins de santé et au logement pour les populations en général, et pour celles des pays du Sud en particulier. Quand il y a coupures dans les services, ce sont les femmes qui se trouvent les plus touchées.

80 milliards, c'est le montant qu'il faudrait chaque année pendant 10 ans pour atteindre les objectifs du millénaire de l'ONU; 10 500 milliards de dollars, c'est la fortune accumulée par les 100 000 personnes les plus riches du monde, soit l'équivalent du PIB mondial<sup>4</sup>.

## La réponse des gouvernements

Les gouvernements ont mis en place des plans qui visent pour l'essentiel :

- à sauver de la faillite les banquiers, les grandes entreprises et les compagnies d'assurances en faisant payer leurs dettes par les citoyennes et les citoyens par l'entremise des États;
- à favoriser les entreprises parce que ce sont elles qui produiront la « relance » et stimuleront la consommation des ménages!

Au total, ce sont des milliards et des milliards de dollars, d'euros, de yens, etc. qui ont été injectés dans l'économie depuis 2007 et des milliards et des milliards de dettes contractées par des établissements financiers et des grandes entreprises qui ont été garanties par les États.

Et pourtant, tous, économistes, gouvernements, universités, banquiers, entreprises, continuent de croire au marché!

## Brève présentation d'une économie féministe

L'économie féministe a une longue histoire, presque parallèle au développement de la pensée économique. Mais c'est à partir des années 1970 seulement qu'elle s'est développée avec force.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et en coïncidence avec la première vague du féminisme, ces économistes pionnières exigeaient déjà le respect des droits des femmes à avoir un emploi rémunéré, et elles dénonçaient les inégalités salariales entre les sexes.

Depuis le début, elles proposent l'élaboration de nouveaux concepts en économie, la construction de nouvelles perspectives d'analyse et de nouveaux indicateurs à partir de leurs propres expériences. Mais l'incidence de ces nouvelles perspectives d'analyse proposées par les économistes féministes est demeurée presque nulle. On dirait que la pensée économique dominante et les propositions des économistes féministes empruntent des voies parallèles.

## Les voies parallèles

Divers facteurs expliquent les raisons pour lesquelles l'économie féministe n'a pas influencé la discipline économique.

Pour les écoles de pensée en général, l'économie est considérée comme telle, quand elle se réfère au marché, à la production de biens et de services avec rémunération; le travail reconnu est celui que l'on échange contre un salaire. Elle exclut de sa définition l'analyse du travail de reproduction, souvent non rémunéré, essentiel au maintien et à la qualité de la vie humaine et sans lequel la force nécessaire pour réaliser le travail de production rémunéré, le seul reconnu par l'économie de marché, ne pourrait se réaliser.

<sup>4</sup> Données d'ATTAC France, site : [www.France.attac.org](http://www.France.attac.org)

## Principes d'une économie féministe

Le terme économie (en grec « oikosnomia ») signifie « gestion du foyer », mais il n'a jamais été compris dans ce sens.

On peut dire que, de façon générale, l'économie féministe propose un changement en profondeur du système économique existant. Il s'agit de construire une théorie économique qui intègre et analyse la réalité des femmes et des hommes en prenant en considération la satisfaction des besoins essentiels des êtres humains, en élargissant ses champs et ses méthodes d'analyse. Il ne s'agit pas d'élargir les champs et les méthodes déjà existant « en ajoutant les femmes et en brassant », selon l'expression de l'économiste Sandra Harding (1986/1996).

Selon un courant économique féministe appelé « de la rupture »<sup>5</sup> : le fondement de l'économie est la satisfaction des besoins essentiels au maintien de la vie et de la qualité de la vie des personnes, tant dans le foyer que dans la société. Il s'agit des activités de production et de reproduction sociale réalisées tant par les hommes que par les femmes, rémunérées et non rémunérées.

Pour mesurer la qualité de la vie, le bien-être des personnes et la richesse d'un pays en prenant en considération ces nouveaux principes économiques, il faut avoir des nouveaux indicateurs économiques. Avec ceux-ci, le calcul se ferait à partir du fondement de l'économie, qui est la satisfaction des besoins essentiels à la conservation de la vie, et non à partir des lois du marché, comme c'est le cas actuellement.

## Principes et valeurs pour refonder l'économie

La Marche mondiale des femmes, se fondant sur l'héritage des luttes féministes, esquissait dès l'an 2000 les contours et l'architecture du monde dans lequel nous voulons vivre, « un monde basé sur le partage de la richesse collective, matérielle et spirituelle de l'humanité, un monde d'égalité entre les femmes et les hommes, un monde où chacune et chacun a à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre<sup>6</sup> ».

Dans son préambule, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, adoptée en décembre 2004 au Rwanda, récusait encore une fois avec force le capitalisme et le patriarcat, mais aussi le racisme, le sexisme, la misogynie, la xénophobie, l'homophobie, le colonialisme, l'impérialisme, l'esclavagisme, le travail forcé, ces maux qui font le lit des fondamentalismes et des intégrismes et qui empêchent les femmes et les hommes d'être libres. La Charte proposait de construire un monde fondé sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix.

Chacune de ces valeurs implique l'émergence d'une autre économie basée sur les principes suivants :

- La primauté du politique sur l'économique : donner priorité au vivre ensemble, au souci pour l'intérêt général, au bien commun, aux biens publics en tant que patrimoine commun de l'humanité à partager équitablement (ressources naturelles, eau, air, terre, etc.).
- La démocratie comme fin et comme moyen de transformation de l'économie. L'économie demeure un immense chantier à démocratiser.
- Une conception résolument solidaire de l'économie, en opposition à l'économie de marché dominante, machiste et guerrière, qui produit un très petit nombre de gagnants et une grande masse de perdantes et perdants. Une économie nouvelle socialiserait les gains de productivité au lieu de les privatiser.
- La reconnaissance du travail invisible de reproduction sociale assumé très majoritairement par les femmes et encore ignoré dans la comptabilité de la richesse des nations.
- Les droits, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels qui concernent toutes les sécurités souhaitées (alimentaire, énergétique, de santé, d'éducation, de logement, etc.).
- L'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes et une transformation des rapports sociaux qui implique entre autres :
  - une remise en cause de la hiérarchisation sociale et, par le fait même, une remise en cause des privilèges individuels et collectifs associés à cette hiérarchie;
  - un engagement de la part des divers acteurs sociaux à réclamer le respect des droits des femmes.
- Le respect de l'environnement et la remise en question de la croissance économique à tout prix (productivisme destructeur des rapports sociaux et de l'environnement).

Le chemin est long pour bâtir l'économie que nous voulons, mais comme dit le poème « on construit le chemin en marchant ». Dans ce sens, la troisième action internationale de la Marche mondiale des femmes en 2010 nous offre la possibilité « d'être en marche », de nous mettre en réseaux avec des groupes alliés, d'approfondir nos théories, d'agir et de continuer à construire ensemble un monde plus viable où les valeurs de paix, de justice, de solidarité, d'égalité et de liberté sont prioritaires. ■

<sup>5</sup> Cristina Carrasco, économiste espagnole qui inspire plusieurs féministes latino-américaines, appartient à ce courant.

<sup>6</sup> *Cahier des revendications mondiales de la Marche mondiale des femmes*, juillet 1999, p. 10.

# Femmes palestiniennes, femmes israéliennes : le très long combat pour une paix juste

Par Lorraine Guay<sup>1</sup>

Les femmes palestiniennes vivent dans un enfermement systématique : leur « liberté » de mouvement s'arrête aux quelque 700 check points qui empoisonnent leur vie quotidienne.

**Impossible de donner l'heure juste sur le combat des femmes palestiniennes et israéliennes après un si bref séjour... et de l'extérieur en plus. Mais des fragments de récits, d'opinions, de sentiments, de regards, d'impressions nous marquent assurément!**

## Femmes palestiniennes : lier luttes féministes et luttes de libération nationale

Les femmes palestiniennes vivent sous occupation depuis plus de 40 ans. Avant, elles avaient subi la *nakba* ou la grande catastrophe du nettoyage ethnique de 1948, lors de la création de l'État d'Israël. La mémoire de cet événement demeure très vive et elle est transmise aux jeunes générations, comme nous avons pu le voir dans l'exposition en plein air organisée à l'occasion de notre passage dans un village près de Jérusalem. Le gouvernement israélien cherche d'ailleurs à interdire la célébration de la *nakba* et même toute référence à ce terme!

Les femmes palestiniennes vivent sous le rouleau compresseur de la colonisation, de la judaïsation, de l'appropriation constante du territoire palestinien (territoire physique et territoire psychologique, espace vital et mental occupé par l'opresseur). Les femmes palestiniennes vivent dans un enfermement systématique : leur « liberté » de mouvement s'arrête aux quelque 700 check points qui empoisonnent leur vie quotidienne, et leur regard est obstrué à la vue des colonies juives qui peuplent les hauteurs de « leurs » collines et qui envahissent de plus en plus leur environnement immédiat.

Combien de femmes nous ont dit :

« Ça fait 10 ans que je ne suis pas allée à Jérusalem [qui est à peine à une trentaine de kilomètres de là]. Ça fait des années que je n'ai pas vu la mer! »

Et de la part d'une jeune étudiante : « Si Gaza est une prison à ciel ouvert à cause du terrible blocus, toute la Cisjordanie est un immense camp de concentration... »

## Rencontre avec l'organisation contact de la Marche mondiale des femmes en Cisjordanie

La lutte des féministes palestiniennes s'inscrit d'abord et avant tout dans la dureté de cette réalité. Nous avons rencontré la présidente de l'Union of Palestinian Women Committees<sup>2</sup>, le groupe contact de la Marche mondiale des femmes en Palestine occupée. Il s'agit d'une organisation de base composée de femmes progressistes (4000 adhérentes en Cisjordanie et Gaza). Elles travaillent dans une perspective laïque et démocratique pour la construction d'une société civile basée sur le respect des droits des femmes. Ramallah, où se trouve leur siège social, est gouvernée par l'Autorité palestinienne dont elles se disent par

<sup>1</sup> Lorraine Guay était l'une des participantes de la délégation canado-québécoise (composée de 16 personnes regroupant 14 organisations) qui s'est rendue en territoires palestiniens occupés du 13 au 23 mai 2009 : Trois déléguées sont demeurées jusqu'au 28 mai pour rencontrer principalement des organisations de résistance israéliennes. La délégation s'est vue refuser l'entrée à Gaza par les autorités militaires israéliennes.

<sup>2</sup> [www.upwc.org.ps](http://www.upwc.org.ps)

ailleurs indépendantes et même très critiques. Elles se définissent comme « *partie intégrale du mouvement des femmes palestiniennes et de la lutte nationale du peuple palestinien* ». Cette double lutte les amène à analyser la situation des femmes (violences, discriminations, pauvreté, etc.) dans le contexte de l'oppression systématique et quotidienne de l'occupation et de la colonisation et de ce que cette situation provoque chez les femmes et chez les hommes palestiniens en termes d'inégalités de rapports et de violences, en termes d'humiliations et d'intériorisation de l'occupation.

Leur mouvement offre une variété impressionnante de services et d'activités pour répondre aux besoins des femmes : éducation civique, aide économique et accès à l'emploi, poursuite des études – en particulier auprès des jeunes filles vivant en zones rurales, garderies et camps d'été pour les jeunes, support aux femmes monoparentales et jumelage avec familles palestiniennes vivant à l'étranger, échanges culturels, etc. Elles insistent beaucoup sur l'importance de la conscientisation politique des femmes, de l'appropriation de compétences en communication, du leadership, des aptitudes de négociation, de manière à augmenter la participation des femmes dans tous les lieux décisionnels et dans le processus électoral comme électrices et comme candidates. Cette organisation est très active dans la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions et leur présidente fait partie du comité de coordination national palestinien.

### *Quelques fragments d'opinions glanées au cours de diverses rencontres avec des féministes palestiniennes.*

À un autre moment du séjour, une femme me dit qu'il n'est pas question d'instaurer un État islamiste en Palestine, une référence directe au Hamas :

*Nous avons travaillé fort pour exiger un État laïc et démocratique. Mais nous devons admettre la faillite des dirigeants de cette tendance, leur corruption, leur « collaborationnisme » avec Israël; c'est pourquoi de nombreuses femmes se tournent vers ce qu'elles perçoivent comme une alternative plus honnête et plus résistante à l'occupation.*

Durant notre séjour, nous n'avons malheureusement pas réussi à rencontrer des femmes qui travaillent dans la mouvance du Hamas. Néanmoins, on nous a rapporté que ce mouvement faisait une place plus importante aux femmes que ne le font les organisations politiques laïques. Ainsi, le Hamas possède une « école de cadres » pour les femmes qui décident de s'impliquer politiquement et il encouragerait beaucoup l'éducation des femmes à tous les niveaux.

Nous avons rencontré Soraïda El Hussein, une femme de Palestine<sup>3</sup>. Soraïda dirige un impressionnant centre multiservices, transpartisan et laïque, le *Women's Center for Legal Aid and Counselling*<sup>4</sup>. Une partie importante de son travail consiste à

informer les femmes sur leurs droits, une exigence incontournable dans une société palestinienne très patriarcale. À travers ce centre, elle poursuit son combat quotidien : « *Notre combat, c'est de briser le siège de la pensée, de savoir comment ne pas perdre son humanité lorsqu'on vit sous l'occupation* ».

Nous avons aussi rencontré Islah Jad, directrice de l'Institut of Women's Studies de l'Université de Birzeit<sup>5</sup>. Nous avons remarqué le nombre impressionnant de femmes voilées sur le campus de l'université.

*D'abord, il y a beaucoup de femmes à l'université, ce qui est en soi un fait remarquable. Quant au port du voile, il a augmenté partout au Proche-Orient avec les multiples significations que cette situation révèle, dont la faillite des élites nationalistes-démocratiques-laïques et aussi une attitude non négligeable de résistance aux « valeurs occidentales ». Il serait erroné de n'y voir qu'un signe de soumission envers la frange intégriste de l'Islam.*

Cette professeure a beaucoup écrit sur l'ONGisation du mouvement des femmes. Elle insiste elle aussi sur l'importance de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions envers Israël.

Photo : Ehab Lotayef



<sup>3</sup> On se souviendra de ce magnifique film de Tahani Rached produit en 2004 par l'ONF.

<sup>4</sup> [www.webgaza.net/palestine/ngo\\_profiles/WCLAC.htm](http://www.webgaza.net/palestine/ngo_profiles/WCLAC.htm)

<sup>5</sup> <http://home.birzeit.edu/wsi>

## **Dures critiques envers les dirigeants palestiniens**

Les critiques envers le Fatah ne sont pas tendres et révèlent un bilan peu reluisant : ce dernier harçèlerait les mouvements sociaux, en particulier les mouvements étudiants dont il aurait cassé une grève, arrêté des leaders et torturé certains. On aurait même engagé des femmes policières pour « taper » sur les femmes durant les manifestations. Les femmes bureaucrates de l'Autorité palestinienne rendraient la vie difficile – en termes d'accessibilité à l'emploi – aux femmes proches du Hamas. Pour plusieurs, le Fatah de Abbas – qualifié par certainEs de « bécoteur » des Israéliens – aurait tué la résistance et démobilisé la société civile, y compris les femmes.

Une femme impliquée de la campagne internationale de botcott, désinvestissement et sanction nous a dit :

*Nous vivons dans une société civile divisée démographiquement entre Gaza et la Cisjordanie : il n'y a plus de continuité territoriale avec ce que cela représente au niveau du bris de communications entre ces populations faisant pourtant partie du même peuple. Le mouvement des femmes s'en ressent. Nous sommes aussi politiquement divisées entre le Fatah et le Hamas. C'est une situation extrêmement difficile et qui appelle au renouvellement du leadership politique palestinien. Les femmes devront y jouer un rôle.*

Les femmes palestiniennes auraient davantage participé à la première intifada, soulèvement populaire pacifique, et moins à la seconde intifada dominée par la résistance armée. Nous avons souvent demandé s'il y aurait une troisième intifada ? Réponse : sans aucun doute, mais impossible d'en prédire la forme. Pour l'instant, le refus de disparaître demeure tenace, et les femmes palestiniennes poursuivent leur longue lutte.

## **Femmes israéliennes : la lutte des féministes « contre » le projet israélien d'occupation/colonisation/apartheid**

La critique la plus virulente de la société israélienne, ce sont les féministes israéliennes qui nous l'ont servie. Si les Femmes en Noir<sup>6</sup> continuent toujours de faire leur vigile hebdomadaire contre l'occupation, une des cofondatrices de ce mouvement nous a par ailleurs parlé de la « colonisation » du mouvement des femmes israélien pour la paix par le courant féministe libéral inspiré du sionisme de gauche avec lequel il est impossible de travailler quand on prétend s'attaquer à l'occupation et à la colonisation. Une nouvelle génération de jeunes féministes, plus radicales et nourries par les courants de l'activisme pacifique, occupent d'ailleurs la scène politique. La Coalition of Women<sup>7</sup> dénonce évidemment les injustices faites au peuple palestinien par de nombreuses actions. Mais elles agissent aussi contre la violation systématique du droit international et du droit israélien par le gouvernement et l'armée israélienne. Elles dénoncent ces institutions qui façonnent la société israélienne *en tant que société fortement militarisée, chauvine et sexiste, ayant développé une « culture de guerre » dans tous les aspects de la vie, une culture machiste qui se reproduit dans les rapports sociaux en particulier entre les femmes et les hommes.*

Le groupe New Profile<sup>8</sup> s'oppose directement au service militaire, un geste considéré comme de la haute trahison en Israël, compte tenu du caractère sacré de l'armée dans ce pays. Ses membres refusent de vivre « dans un État de soldats et dans une société de guerriers ». Elles tentent de dissuader les jeunes de faire leur service militaire, contestant, entre autres, cette idée fortement ancrée chez certaines jeunes femmes israéliennes qu'elles peuvent servir en Territoires occupés en prétendant « humaniser l'occupation » (par exemple, en se montrant moins dures aux *check points*)!!! Elles en paient d'ailleurs le prix : emprisonnement, perquisitions, harcèlement constant de la part de la police et de l'armée israéliennes (voir la récente perquisition des bureaux de New Profile sur leur site).

Les jeunes féministes israéliennes dénoncent cette société qui se prétend au-dessus des lois et qui n'hésite pas à les violer en faisant fi de la démocratie; une société raciste envers ses propres citoyens (les juifs arabes d'abord, mais aussi les juifs orientaux et nord-africains considérés comme « inférieurs », sans même parler des Palestiniens vivant en Israël et traités comme des citoyens de seconde classe). Elles mènent des campagnes pour faire comprendre à la société israélienne le coût de l'occupation et de la colonisation (voir la campagne *Who profits?*<sup>9</sup>) et sont à mettre en branle une campagne d'appui intérieur au mouvement international de boycott, désinvestissement et sanction (*Botcott from within*<sup>10</sup>).

### **Pour la suite des choses**

Notre solidarité avec ces mouvements de femmes en Palestine occupée et en Israël peut se déployer sur plusieurs registres et par de nombreuses actions : délégations de groupes de femmes en Territoires occupés, en particulier à Gaza, invitation de féministes palestiniennes au Québec, dialogue avec les féministes israéliennes, appui aux actions de résistance telle *Bil'in*<sup>11</sup>, et, surtout, comme on nous l'a tant de fois demandé, implication dans la campagne internationale de boycott, désinvestissement et sanctions contre les politiques israéliennes<sup>12</sup>. Au travail donc! ■

Photo : Ehab Lotayef

6 [www.womeninblack.org/](http://www.womeninblack.org/)

7 [www.coalitionofwomen.org](http://www.coalitionofwomen.org)

8 [www.newprofile.org](http://www.newprofile.org)

9 [www.whoprofits.org/](http://www.whoprofits.org/)

10 <http://boycott-occupation.mahost.org/>

11 [www.bilin-village.org/](http://www.bilin-village.org/)

12 [www.bdsmovement.net](http://www.bdsmovement.net)

# Organiser des événements dans le respect de l'environnement

Par Caroline Voyer<sup>1</sup>

**Saviez-vous qu'à l'âge de *six mois*, une personne résidant au Canada aurait en moyenne consommé autant de ressources qu'une personne habitant un pays en développement au cours de sa vie entière ?**

**Est-ce que l'état de notre planète vous donne envie de vous relever les manches et de passer à l'action ? Pour sa part, le Réseau québécois des femmes en environnement a choisi quelques chevaux de bataille, dont « les événements écoresponsables ».**

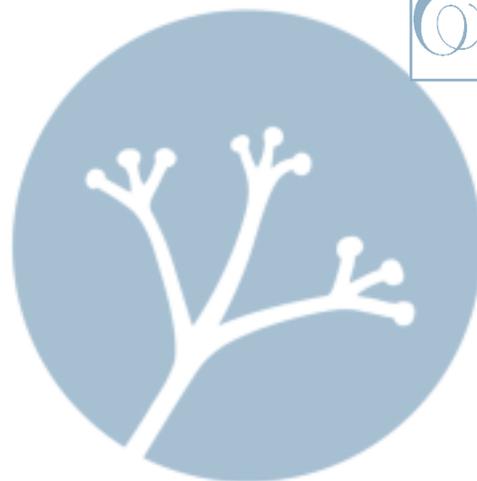
## Conseil québécois des événements écoresponsables

Depuis sa création en 1999, le Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) s'intéresse à l'écoresponsabilité des événements. En 2000, le RQFE accompagnait des comités régionaux de la Marche mondiale des femmes dans leurs activités de collecte sélective sur le parcours de la marche. Cette première expérience a mené à la publication du *Guide pour la réduction des matières résiduelles lors de l'organisation d'événements publics* publié en 2000 en collaboration avec Recyc-Québec, le Ministère de l'Environnement et la Société des alcools du Québec.

Depuis 1999, tous les événements du RQFE ont été organisés dans le respect des principes de développement durable, dont le colloque international Écodéfi en 2005. À la suite de cet événement, le réseau a reçu plusieurs demandes de références pour des fournisseurs responsables et des conseils en gestion responsable d'événement. C'est ainsi qu'est née l'idée de partager cette expertise.

De plus, quoique d'abord de façon informelle, le RQFE conseille d'autres organisations dans leurs démarches pour des événements écoresponsables. C'est à l'automne 2006 que le RQFE offre ses premières formations, et ce, par des sessions publiques et privées.

Ce n'est qu'en 2007 que le projet *Pour des événements écoresponsables* a réellement débuté. Il aborde cinq volets : outils, sensibilisation, formations, conseils et certification. Le lancement officiel de l'initiative a eu lieu le 24 janvier 2008. Un an plus tard, le projet est déjà devenu un réel carrefour d'information et d'échange. L'appellation « projet » a ainsi été délaissée en janvier 2009 pour devenir le Conseil québécois des événements écoresponsables. Le Conseil compte maintenant 15 conseillers et conseillères en écoresponsabilité d'événements à travers tout le Québec. Le Conseil bénéficie aussi de l'expertise de 20 organisations, d'un comité avisé et de plus de 70 partenaires.



réseau femmes  
environnement

<sup>1</sup> Caroline Voyer est directrice du Réseau québécois des femmes en environnement et de son Conseil québécois des événements écoresponsables.



Photo : RQFE

Dans un contexte où les changements climatiques ont un impact concret sur notre santé et nos milieux de vie, il est urgent de changer nos pratiques.

## L'impact écologique de nos événements

Une multitude d'événements sont organisés chaque année au Québec : festivals, colloques, congrès, salons, etc. Ces événements ont malheureusement des impacts environnementaux très importants.

En moyenne, la personne qui participe à une conférence produit :

- 30 kg de déchets en 3 jours, soit 5 fois plus que dans sa vie quotidienne;
- 640 kg de gaz à effet de serre, soit l'équivalent des émissions pour l'utilisation moyenne d'une voiture durant un mois.

De plus, le cycle de vie<sup>2</sup> des multiples articles que nous achetons, dans un contexte d'organisation d'un événement, a plusieurs impacts : la diminution de nos ressources naturelles, la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la contamination chimique de notre chaîne alimentaire, etc.

Dans un contexte où les changements climatiques ont un impact concret sur notre santé et nos milieux de vie, il est urgent de changer nos pratiques.

Il est possible de faire autrement, de repenser nos façons de faire pour diminuer notre empreinte environnementale, tout en augmentant les retombées de l'événement. Par exemple, l'organisation d'événements écoresponsables peut également permettre aux entreprises locales, à titre de fournisseur de services responsables, de développer de nouveaux marchés. Des hôtels, des services de traiteurs, ainsi que de nombreux autres fournisseurs s'affichent maintenant comme fournisseurs d'événements écoresponsables et s'attirent une clientèle qui partage ces valeurs. Néanmoins, il faut être prudente et bien s'informer avant d'acheter des produits et services, car certaines entreprises font leur promotion en utilisant faussement l'étiquette « écoresponsable ». On réfère alors aux techniques publicitaires de *greenwashing*<sup>3</sup>...

## Comment faire pour que mon événement soit écoresponsable ?

Il suffit de faire mieux en tenant compte de la société, de l'économie et de l'environnement.

Par exemple, on peut commencer en gardant en tête le principe des 3R-V. C'est à dire : **réduire** et repenser nos achats, **réemployer** ou partager des ressources, **recycler** et **valoriser** (composter) nos matières résiduelles.

### Quelques choix écoresponsables

Des centaines de choix durables s'offrent aux organisations d'événements selon leurs valeurs, leur engagement, leur budget et leur échéancier. Parmi ceux-ci :

- **Choisissez un menu santé qui se compose en majorité de produits locaux** : un fruit importé hors saison par avion consomme pour son transport 10 à 20 fois plus de pétrole qu'un fruit produit localement (*Guide du consomm'Acteur*);

<sup>2</sup> Le cycle de vie d'un produit inclut : L'extraction et la transformation des matières premières; la fabrication; l'emballage et la distribution; l'utilisation; la fin de vie du produit.

<sup>3</sup> Le terme *greenwashing* est un terme anglophone qui peut être traduit par verdissement d'image. Il est utilisé par les groupes de pression environnementaux pour désigner les efforts de communication des entreprises sur leurs avancées en termes de développement durable, avancées qui ne s'accompagnent pas de véritables actions pour l'environnement. (Définition tirée du site [www.dictionnaire-environnement.com](http://www.dictionnaire-environnement.com)).

## Quelques mythes à déconstruire!

- **Servez la nourriture dans de la vaisselle lavable** : 1 000 cuillères de plastique utilisent dix fois plus d'énergie et de ressources naturelles que la production d'une cuillère en métal et le fait de la laver à 1000 reprises (*Smart MeetingsMagazine*, 2006);
- Utilisez le courriel et le téléphone pour faire la promotion, les communications et l'inscription de votre événement, ceci vous évitera d'imprimer sur du papier;
- Si vous devez imprimer, utilisez des papiers à base de fibres 100 % post-consommation, il y a maintenant plusieurs choix sur le marché;
- Faites la promotion du transport durable et choisissez un lieu facilement accessible en transport collectif;
- Calculez et compensez les émissions de gaz à effet de serre créées par votre événement : utilisez des grilles de calcul<sup>4</sup> afin de faciliter le calcul des gaz à effet de serre émis dans le cadre d'un événement et compensez-la en plantant des arbres ou en achetant des crédits de carbone;
- Assurez-vous d'avoir des bacs de recyclage et de compostage des matières résiduelles : vous pouvez faire appel à votre municipalité pour vous aider;
- Sensibilisez les personnes qui participent à votre événement, les partenaires et les exposants.
- Évitez les achats de produits à usage unique, misez sur les articles de décoration qui se réutilisent;
- Triez les déchets pour les réemployer, recyclez et compostez tout ce qui peut l'être;
- Lorsque c'est possible, pensez à louer ou à emprunter le matériel plutôt que de l'acheter.

### Un événement écoresponsable coûte cher!

Faux! Au contraire, l'expérience prouve qu'un événement écoresponsable permet d'économiser ou de mieux répartir son budget. Les économies peuvent parfois se chiffrer à plusieurs milliers de dollars pour un simple événement de deux jours...

### Un événement écoresponsable prend du temps à organiser!

Faux! Certaines démarches, telles que la recherche de fournisseurs ou la sensibilisation de vos équipes ou de vos partenaires peuvent demander plus de temps pour la première édition d'un événement écoresponsable, mais puisque vous ferez moins d'achats et moins d'impressions, ce temps sera vite récupéré. De plus, de multiples outils existent<sup>5</sup> pour vous permettre de gagner du temps et vous éviter des erreurs.

### Une certification en gestion responsable d'événement

Le RQFE a mandaté le Bureau de normalisation du Québec afin de créer une certification favorisant la gestion écoresponsable d'événements. Plusieurs partenaires se sont joints à cette initiative, notamment des partenaires financiers et des événements pilotes.

La première phase de développement de cette certification, qui consistait à rédiger une version préliminaire de la norme et à définir la composition du comité de normalisation, a été complétée à l'automne 2007.

La seconde phase de conception est en cours. Le comité de normalisation, responsable de la rédaction de la norme, a été mis sur pied en mai 2008. Une quinzaine d'organisations y siègent

et une consultation publique sur son contenu se tient depuis la fin mai afin de la publier en septembre 2009. Le lancement officiel de la certification devrait avoir lieu en janvier 2010.

Cette certification pourra servir notamment à la mise en valeur du Québec auprès des gestionnaires d'événements sur le plan national et international. Le contenu sera un cadre de référence sur les événements écoresponsables et guidera les organisateurs et organisatrices d'événements dans l'établissement de priorités d'actions écoresponsables. De plus, il s'agira d'une reconnaissance pour les efforts fournis par les gestionnaires d'événements écoresponsables, de plus en plus nombreux.

En résumé, si vous organisez un événement, vous avez le pouvoir d'innover et de décider d'en faire un événement écoresponsable qui ne laissera pas de traces sur l'environnement. Il est plus que temps que nous nous impliquions toutes et tous. Pour en savoir plus, visitez le portail pour les événements écoresponsables : [www.evenementecoresponsable.com](http://www.evenementecoresponsable.com)

- Au Québec, nous sommes parmi les plus gros producteurs de déchets au monde. En moyenne, chaque personne engendre annuellement une montagne de 420 kg de déchets ménagers, soit 1,15 kg par jour (Recyc-Québec);
- Pour créer 1 kilo de produits de consommation, les manufacturiers créent 5 kilos de déchets (World Wildlife Fund Canada);
- Le Consortium Écologique a récupéré les matières résiduelles de 68 événements en 2007, soit 217 tonnes de matières recyclables détournées des sites d'enfouissement.

<sup>4</sup> Disponible sur notre portail à [www.evenementecoresponsable.com](http://www.evenementecoresponsable.com)

<sup>5</sup> Disponibles sur notre portail à [www.evenementecoresponsable.com](http://www.evenementecoresponsable.com)

# Femmes en politique municipale

## Les élections municipales de novembre 2009 : une chance à saisir vers la parité

Par Anne Pasquier<sup>1</sup>

Nous remarquons que les pays où les conditions de vie des femmes se sont le plus améliorées et où il y a plus d'égalité entre les sexes sont ceux où elles sont le mieux représentées dans les instances décisionnelles et où le mouvement féministe est le plus organisé et le plus influent.

En 1980, au Québec, les femmes ne représentaient que 1,5 % de l'ensemble des maires et mairesses, et 4 % des conseillères et conseillers municipaux. Nous sommes maintenant, heureusement, loin de ces chiffres désastreux, mais le déficit démocratique que pose une place équitable des femmes en politique municipale, c'est-à-dire l'égalité, est loin d'être comblé. Aujourd'hui encore, à la veille des élections de novembre 2009, les Québécoises occupent seulement 13,9 % des postes de maires et mairesses et 26,7 % des sièges de conseillers et conseillères, et ce, alors qu'elles représentent 51,9 % de la population.

Toutefois, on constate, au Québec comme à travers le monde, que la conférence mondiale des Nations unies à Beijing en 1995 a provoqué une prise de conscience des gouvernements et des groupes de femmes quant à l'importance d'augmenter le nombre de femmes dans les instances décisionnelles. Ici, le mouvement féministe s'est penché sur les raisons de cette inégalité criante et a fait des pressions sur le gouvernement québécois pour qu'il fasse en sorte d'améliorer la représentation des femmes aux différents paliers de gouvernement. Pour ce faire, le gouvernement a commencé à prendre certaines mesures, en particulier dans sa politique d'égalité. Pour que l'égalité de droits devienne une égalité de fait adoptée en décembre 2006 et dont l'un des axes porte sur la représentation des femmes dans les instances décisionnelles régionales.

Statistiques sur les femmes élues dans les municipalités du Québec  
Extrait tableau en date du 12 février 2009 - site web du Conseil du statut de la femme

Régions	maïresses	maires	%	conseillères	conseillers	%
01 Bas-St-Laurent	18	98	15,5	196	495	28,4
02 Saguenay-Lac St-Jean	9	39	18,8	91	218	29,4
03 Capitale nationale	4	52	7,1	101	272	27,1
04 Mauricie	4	38	9,5	83	175	32,2
05 Estrie	12	76	13,6	147	393	27,2
06 Montréal	3	13	18,8	53	108	32,9
<b>Arrondissements</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>31,6</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	<b>37,5</b>
07 Outaouais	5	62	7,5	106	304	25,9
08 Abitibi-Témiscamingue	5	60	7,7	136	261	34,3
09 Côte-Nord	4	28	12,6	49	136	26,5
10 Nord-du-Québec	0	5	0	12	18	40,0
<b>Villages nordiques</b>	<b>1</b>	<b>21</b>	<b>4,5</b>	<b>37</b>	<b>95</b>	<b>28,0</b>
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	36	18,2	72	192	27,3
12 Chaudière-Appalaches	21	114	15,6	191	634	23,2
13 Laval	0	1	0	8	13	38,1
14 Lanaudière	9	50	15,3	105	268	28,2
15 Laurentides	15	61	19,7	139	338	29,1
16 Montérégie	25	152	14,1	245	871	22,0
17 Centre du Québec	11	70	13,6	108	380	22,1
<b>Total Québec</b>	<b>160</b>	<b>989</b>	<b>13,9</b>	<b>1894</b>	<b>5196</b>	<b>26,7</b>

- 1 Anne Pasquier est coordonnatrice de la Table des groupes de femmes de Montréal et membre du Conseil d'administration de la FFO.
- 2 Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec [www.reseautablesfemmes.qc.ca](http://www.reseautablesfemmes.qc.ca); Mauriciennes d'influence [www.mauriciennes.ca](http://www.mauriciennes.ca); Les Pépines [www.pepines.com](http://www.pepines.com); Groupe Femmes, Politique et démocratie [www.femmes-politique-et-democratie.com](http://www.femmes-politique-et-democratie.com); Collectif Féminisme et démocratie [www.feminismeetdemocratie.ca](http://www.feminismeetdemocratie.ca)
- 3 Table des partenaires Femmes et politique municipale [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)
- 4 L'Hémicycle est la « salle des séances », elle est disposée en demi-cercle et doit, théoriquement, favoriser les consensus entre les groupes politiques.

## Pourquoi est-il essentiel que des femmes siègent sur les conseils municipaux ?

Nous serions tentées de répondre simplement, et avec raison, « parce que ce n'est qu'une question de démocratie ». Mais, hélas, les évidences ne suffisent pas. Nous remarquons que les pays où les conditions de vie des femmes se sont le plus améliorées et où il y a plus d'égalité entre les sexes sont ceux où elles sont le mieux représentées dans les instances décisionnelles et où le mouvement féministe est le plus organisé et le plus influent. Cette combinaison est essentielle pour que les mentalités changent en profondeur et pour que les acquis perdurent.

Les conseils municipaux sont des lieux majeurs de pouvoir et d'influence en lien direct avec la vie quotidienne des femmes et leur milieu de vie. Les femmes doivent les investir pour que, au-delà du principe d'égalité, leurs besoins et intérêts soient pris en compte dans les politiques et plans d'action. Il ne s'agit pas seulement du nombre de femmes élues dans ces instances, mais aussi de la diversité de leur représentation. La possibilité de siéger aux conseils municipaux doit être ouverte à toute femme quels que soient son âge, son origine ethnique, son handicap, etc. Actuellement, la mise en place des *Programmes d'accès à l'égalité* (PAE) ne pallie qu'en très faible partie ce manque de représentativité.

### Le rôle des groupes de femmes

De nouvelles élections auront lieu le 1<sup>er</sup> novembre 2009 et, depuis des mois, dans toutes les régions du Québec, les groupes de femmes s'affairent à augmenter le nombre des femmes qui se porteront candidates et à sensibiliser l'ensemble des femmes à leur rôle citoyen. Souvent dans le cadre de projets *À égalité pour décider*, le travail s'effectue sous deux formes : des formations pour les femmes elles-mêmes et des pressions auprès des instances décisionnelles régionales et provinciales pour obtenir de meilleures conditions de participation à l'exercice du pouvoir. Certains groupes se sont spécialisés dans cette problématique et offrent différents types de formations à longueur d'année et/ou proposent l'établissement de mentorat ou de marrainage.

Les Tables régionales, des centres de femmes et des groupes de femmes doublement discriminés, entre autres, organisent des formations et ateliers sur le rôle des femmes en tant que citoyennes et sur le renforcement des compétences pour les candidates elles-mêmes. Elles organisent aussi des rencontres entre citoyennes, candidates et élues, elles exercent des pressions, ou participent à l'élaboration et à la mise en application de politiques d'égalité municipales ou régionales.<sup>2</sup>

### Le rôle du gouvernement et des instances municipales

Au Québec, il n'est toujours pas question de réelles mesures incitatives, de quotas et encore moins de parité. Les démarches restent timides et relèvent souvent de volontés personnelles davantage que d'évolution des structures. La charge de l'augmentation du nombre des femmes élues repose toujours, en grande partie, sur les femmes elles-mêmes.

Toutefois, le gouvernement provincial a élaboré une politique d'égalité dans laquelle s'insère la volonté de soutenir l'augmentation du nombre de femmes dans l'ensemble des instances décisionnelles pour atteindre la parité femmes/hommes (articles 3.6.1 et 3.6.2). À cet effet, le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) a mis sur pied la « Table des partenaires Femmes et politique municipale <sup>3</sup> » et incite les Conférences régionales des élus à prendre les moyens nécessaires pour l'application de cette politique. À la Ville de Montréal, par exemple, une politique d'égalité a été adoptée en 2007 et une *Déclaration pour une gouvernance paritaire sur l'Île de Montréal* a été lancée en octobre 2008 pour les élections du 1<sup>er</sup> novembre 2009.

### Les soi-disant obstacles et les obstacles réels

Combien de fois avons-nous entendu que le problème de la représentation paritaire était dû au manque de femmes désirant se présenter en politique ? Cet élément d'explication pouvait être vrai il y a une dizaine d'années, mais se trouve complètement dépassé aujourd'hui. De nombreuses femmes sont intéressées à remplir de telles fonctions.

Si la confiance en soi demeure une contrainte, les femmes se heurtent beaucoup plus à des obstacles structurels, tant dans leur vie quotidienne que dans les instances décisionnelles. Le partage des tâches et la conciliation travail/famille/politique relèvent toujours de la responsabilité personnelle des femmes et non de celle des partis politiques ou des politiques étatiques. Des mesures positives incitant et soutenant les femmes doivent être prises : bonification annuelle des partis pour la réalisation des plans d'action, bonification des remboursements des dépenses électorales selon le pourcentage d'élues, mise sur pied de garderies, modification des horaires des comités ou des réunions de Conseils ou, encore, financement des groupes qui travaillent dans ce sens.

C'est dans la conjonction de la mobilisation, de la formation et de la représentation que les femmes solidaires gagneront l'égalité. Elles l'ont compris et se préparent sur le terrain et dans les hémicycles!<sup>4</sup>

Les prochaines élections nous permettront de réaffirmer que les femmes sont prêtes à relever le défi de la politique municipale et que, au-delà de la « partisanerie », elles peuvent travailler ensemble à l'amélioration des conditions de vie de leurs concitoyennes et, donc, à l'amélioration de l'ensemble de la société. La lutte à la pauvreté et à la violence, l'accès au logement et à l'emploi ou encore l'environnement sont des enjeux de société sur lesquels nous devons faire front commun. Les femmes doivent réinventer la manière de faire de la politique ; au-delà des intérêts personnels, elles peuvent et doivent faire renaître une vision féministe de la Politique comme étant celle du Bien commun! ■

# Le Rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLES! » : une grande réussite, un mouvement en émergence et en construction

Par Barbara Legault<sup>1</sup>

Il y a près d'un an se tenait le 1<sup>er</sup> Rassemblement pancanadien des jeunes féministes où 511 jeunes femmes et jeunes féministes de toutes les régions du Canada et du Québec, entre 14 et 35 ans, se sont réunies pour enraciner, dynamiser, mobiliser et réseauter le mouvement des jeunes féministes au Canada!

L'organisation de « Toujours RebELLES! - *Waves of Resistance!* » représentait un réel défi. Nous pouvons maintenant affirmer que nous l'avons relevé, avec tout ce que cela implique de créativité et d'ingéniosité, et que cet événement historique a été un franc succès pour les participantes et les organisatrices. Dans une conjoncture morose de montée des antiféminismes et de montée de la droite, nous pouvons être fières d'avoir marqué notre paysage politique et social en affirmant haut et fort que le féminisme est bien vivant chez les jeunes générations et que nos luttes sont loin d'être terminées.

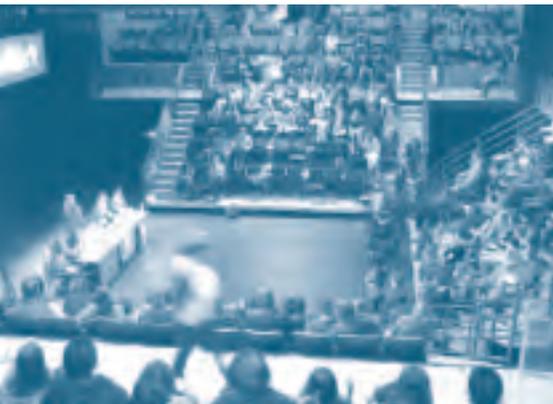


Photo : RebELLES

Le succès du rassemblement « Toujours RebELLES! » nous le devons également à toutes celles qui ont cru, dès les premiers balbutiements du projet, 1) que les jeunes féministes avaient un urgent besoin d'un espace pour se rencontrer, se rassembler et jeter ensemble les bases d'un mouvement pancanadien de jeunes féministes; 2) que le mouvement féministe canadien avait besoin d'une bouffée d'air frais, d'idées nouvelles, d'énergie vive et politiquement bien enracinée et, surtout, de l'engagement militant de ces jeunes féministes que nous sommes pour contribuer à combattre la montée de la droite et à défendre les droits des femmes; 3) que sans nous connaître et sans avoir de réseau organisé, nous allions réussir à mobiliser des jeunes féministes de tous les coins du Canada, et ce, de façon à représenter la pluralité de nos expériences, âges, provenances, contextes de vie, tendances politiques et analyses; et 4) que cet événement se devait d'être rêvé, dessiné, planifié et organisé *par* des jeunes féministes, *pour* des jeunes féministes.

Depuis ce moment historique, nous continuons de nous articuler, de nous organiser comme mouvement de jeunes féministes et de contribuer aux luttes féministes au Québec et au Canada.

## Faire le bilan... pour construire notre mouvement!

« Toujours RebELLES! » a, pour la première fois dans l'histoire du Canada, permis à des jeunes féministes de partout au pays de se réunir et de discuter de leurs réalités, de leurs victoires, de leurs oppressions, de leurs luttes, de leur colère et de leur enthousiasme d'être féministes. L'ambiance a parfois été électrisante et survoltée, notamment lors de la plénière d'ouverture où nous avons toutes participé à un câlin (*hug*) collectif à 500 personnes, lors des actions de résistance créative, lors du spectacle, lors des plénières de discussion et au moment d'adopter le *Manifeste*. En plus petit groupe, l'ambiance pouvait être plus feutrée, les jeunes femmes partageaient leur quotidien et les oppressions qu'elles vivent afin d'en faire les assises de luttes collectives. « Toujours RebELLES! » a jeté les bases d'un réseau de solidarité bien réel et vivant au sein des féministes de la nouvelle génération. Le besoin de se rassembler était palpable, le plaisir de se rencontrer et de se reconnaître transparaisait de partout et les jeunes féministes regorgeaient d'idées et d'envie de bouger et de changer les choses! Toutes les participantes avaient une idée en tête : faire comprendre au monde entier que, non, le féminisme n'est pas mort, qu'il se renouvelle constamment, qu'il prend de l'ampleur et qu'il fait des petites autour de lui.

<sup>1</sup> Barbara Legault est membre de l'équipe de travail de la FFQ

## Opérations « mobilisation » et « diversité » réussies!

Le rassemblement fut mobilisateur et diversifié, avec 180 participantes provenant de l'extérieur du Québec, 32 % d'anglophones, 6 % ayant moins de 18 ans, près de 1 participante sur 10 provenant d'une communauté racisée, des dizaines de femmes lesbiennes, de femmes vivant avec un handicap et une dizaine de jeunes femmes autochtones. Nous avons également accueilli des invitées internationales de la Marche mondiale en provenance du Brésil, de l'Afrique du Sud et des Philippines.

## Les actions de résistance créative lors du Rassemblement

L'une des particularités du Rassemblement était le passage rapide de l'analyse à l'action. En effet, suite aux ateliers du samedi matin qui visaient à analyser collectivement un enjeu féministe, les participantes étaient invitées à organiser ensemble une action sur cet enjeu. Ces *actions de résistance créative* allaient se réaliser dans les rues de Montréal l'après-midi même. Trente ateliers thématiques ont donné lieu à une vingtaine d'actions (certains ateliers unissant leur nombre et leur force). L'objectif principal des ateliers de résistance créative était de permettre la création d'un espace d'apprentissage où les participantes avaient, tout d'abord, la possibilité d'échanger et d'apprendre sur différents moyens d'action possible pour un même enjeu et, ensuite, de favoriser l'empowerment des participantes en passant rapidement de l'analyse à l'action tout en expérimentant le processus collectif de prise de décision en petit groupe.

Les variantes des actions étaient impressionnantes; il y a eu du *cheer-leading* radical dans un parc, des *batucadas* en pleine rue, des slogans criés haut et fort devant un *peepshow*, du théâtre féministe d'impact dans le métro, des bannières interactives ou encore déambulatoires qui dénonçaient la pauvreté des femmes, des pancartes contre les publicités sexistes, des revendications sur l'avortement écrites à la craie sur les trottoirs, des scandeuses de slogans devant les magasins vendant des vêtements hypersexy pour filles et bien plus encore.

## L'analyse de la montée de la droite au Rassemblement

Un autre objectif central du Rassemblement était de partager et de développer notre analyse sur l'actuelle montée de la droite, afin d'élaborer des stratégies de luttes. Des ateliers ont permis de réfléchir collectivement sur la conjoncture canadienne et d'approfondir notre analyse féministe. Chaque atelier s'est attardé à trois questions : 1) Quelle est notre analyse de la montée de la droite ? (composantes, enjeux, signes); 2) Comment la montée de la droite nous affecte en tant que jeunes femmes/féministes ? (impacts, manifestations); 3) Quelles pourraient être nos stratégies de luttes ou de ripostes ? La grande majorité des suites du rassemblement, et surtout l'esprit de ces dernières et notre capacité même à les organiser, découle des discussions ayant eu lieu lors de ces ateliers.

Les enjeux entourant l'autonomie économique des jeunes femmes ont occupé une place importante dans la démarche du Rassemblement. De nombreux ateliers sur ce thème ont permis aux participantes de partager leurs réalités et de raffiner leurs analyses quant aux alternatives pour améliorer cette situation, individuellement, mais surtout collectivement. Aussi, lors de la rencontre bilan de mars 2009, nous avons poursuivi le travail de réflexion et d'analyse dans le cadre d'un atelier avec l'ensemble des mobilisatrices provinciales. Ce dernier aura permis d'identifier les enjeux principaux de l'autonomie économique chez les jeunes femmes. Les contenus des analyses et des pistes de solution développées par les RebELLES sont disponibles sur le site web à [www.rebelles.org](http://www.rebelles.org). Aussi, le DVD du film du rassemblement proposera en bonus une capsule vidéo sur l'autonomie économique chez les jeunes femmes au Québec et au Canada. Nous espérons que ces nouveaux contenus serviront à alimenter les groupes de femmes travaillant déjà sur ces enjeux en leur permettant d'intégrer des préoccupations spécifiques aux jeunes.



## Le Manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes

Nous voulions créer un *Manifeste* des jeunes féministes issu directement du Rassemblement afin de nous doter d'un outil politique concret, propice à faciliter l'organisation du mouvement des jeunes féministes, nos luttes et nos actions, partout au Canada. Le *Manifeste* visait à stimuler l'identification des jeunes féministes, et à créer un sentiment d'appartenance avec le passage du « je » au « nous ». Il visait aussi à susciter l'adhésion à des idées et à des luttes communes, à faire ressortir les liens idéologiques et politiques qui nous unissent, ainsi qu'à valoriser notre diversité. Le *Manifeste* est la base d'unité politique du mouvement RebELLES.



Photo : RebELLES

*Nous sommes les jeunes RebELLES qui ont répondu à un appel féministe et nous sommes fières de nous dire féministes. Nous reconnaissons qu'il existe de multiples interprétations du féminisme et nous célébrons et intégrons cette diversité.*

*Extrait du Manifeste pancanadien des jeunes féministes*

### **L'esprit du Rassemblement**

Plusieurs ateliers de discussion ont vu d'intéressantes dynamiques se développer, où les hiérarchies internes du mouvement féministe ont été remises en question, et une solidarité déterminée et authentique a été exprimée « par la base ». Cette combinaison d'expériences et d'idées au sein d'un espace qui se voulait ouvert et non hiérarchique a produit des échanges surprenants et énergiques, et a généré un sentiment électrisant d'unité dans la diversité et à travers l'action. La nécessité de s'organiser de façon inclusive, combative et unie autour d'une large panoplie d'enjeux en réponse aux avancées néolibérales et conservatrices, et la confiance renouvelée en la capacité des jeunes féministes de mener des luttes collectives efficaces étaient palpables lors du Rassemblement : ceci, en grande partie grâce au fait qu'il réunissait une si grande quantité et diversité de jeunes femmes provenant de différents milieux.

### **L'impact médiatique du Rassemblement**

Contre toute attente, le Rassemblement a eu un formidable rayonnement médiatique! Deux porte-parole, une jeune autochtone anglophone et une jeune organisatrice francophone, ont assuré toutes les représentations médiatiques. Au total, quatre communiqués de presse ont été envoyés à tous les médias du Canada, 19 entrevues ont été accordées à la télévision et 14 articles ont été publiés par des médias écrits et électroniques. Pas mal pour la fin de semaine avant les élections fédérales!

### **La rencontre bilan pancanadienne de mars 2009**

Les 27, 28 et 29 mars dernier, 35 mobilisatrices provinciales de 11 provinces et territoires se sont réunies à l'appel du Comité organisateur pour une fin de semaine de bilan et de construction du mouvement des jeunes féministes pancanadien : le mouvement RebELLES. Pour compléter l'évaluation extrêmement positive des participantes qui affirmaient à 87 % être satisfaites ou très satisfaites du Rassemblement, l'objectif de la rencontre bilan était d'abord de partager notre évaluation politique de l'événement au niveau de son contenu, de sa forme, de son processus de mobilisation et de son organisation. Le bilan dressé par les mobilisatrices provinciales représentant leur région fut plus que positif; les éléments les plus forts étant les ateliers de résistance créative, le fait de s'être dotées du *Manifeste* et l'omniprésence des aspects artistiques et culturels. La rencontre bilan avait aussi pour but de renforcer les liens entre les jeunes féministes RebELLES, de réfléchir et de discuter sur la façon de concrétiser les suites et de véritablement jeter les bases d'un mouvement de jeunes féministes pancanadien qui nous permettrait de réaliser des actions collectives et de renforcer le mouvement féministe global. Ces objectifs ont été largement dépassés, comme en témoignent les suites du Rassemblement.



## Les suites du Rassemblement

### 8 mars 2009 : La première journée pancanadienne d'actions décentralisées du mouvement RebELLES

De Halifax à Whitehorse, en passant par London et Kamloops, des jeunes féministes de partout au Canada se sont mobilisées pour organiser des actions afin de souligner la Journée internationale des femmes. Sous le thème « **Toujours RebELLES, la droite à la poubelle** », plus de 20 actions RebELLES ont eu lieu partout au Canada afin de dénoncer la montée de la droite et les attaques perpétrées contre les droits des femmes. Nous voulions également faire connaître le *Manifeste du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes* adopté le 13 octobre 2008, lors du Rassemblement (pour lire le Manifeste : [www.rebelles.org](http://www.rebelles.org)).

À titre d'exemples, une guérilla artistique a eu lieu à Kamloops en Colombie-Britannique afin de diffuser massivement le *Manifeste* et a culminé le 8 mars avec une manifestation. Les RebELLES de Terre-Neuve ont organisé un rallye sur les droits et les luttes des femmes et ont distribué des copies du *Manifeste*. Les jeunes féministes de London en Ontario ont organisé une parade burlesque afin de dénoncer les injustices engendrées par le néolibéralisme touchant particulièrement les femmes. À Winnipeg a eu lieu une manifestation sous le thème de « *If I only had a hammer! (I'd smash patriarchy)* »<sup>2</sup>. À Halifax, les jeunes féministes se sont associées aux différents groupes féministes de la province pour faire connaître le *Manifeste* lors d'une journée de conférences et de manifestation. À Chicoutimi, les RebELLES ont organisé une marche dont le slogan était « La clé de la maternité : ma liberté de choisir ». L'objectif de la marche était de promouvoir la création d'une maison des naissances dans la région et de favoriser la pratique des sages-femmes.

À Montréal, les organisatrices du Rassemblement ont tenu une manifestation à saveur nationale pour dénoncer et perturber un cocktail organisé par l'armée au Centre de recrutement des forces canadiennes. Le cocktail avait pour but de « célébrer la femme canadienne du 21<sup>e</sup> siècle » (sic) pour la Journée internationale des femmes. L'action du Comité organisateur de « Toujours RebELLES! » visait à faire écho à toutes les actions organisées par des RebELLES partout au Canada en dénonçant la perversion de la Journée internationale des femmes par l'armée canadienne. Nous affirmions ainsi que ce ne sont ni les missiles ni les bombes ni les chars d'assaut ni les emplois militaires qui donneront aux peuples du monde entier des services sociaux, des garderies, des logements, des emplois décents et utiles et de meilleures conditions de vie et de travail pour lesquels les féministes se battent depuis longtemps. (Pour lire le détail des actions RebELLES consulter les outils, visitez [www.rebelles.org](http://www.rebelles.org))

### Journée de riposte à la manifestation « pro-vie » le 14 mai : les RebELLES s'organisent !

Le 14 mai dernier, des RebELLES ont décidé de se coordonner pour riposter contre l'importante manifestation conservatrice et chrétienne d'anti-choix à Ottawa. À l'appel du Collectif montréalais La Riposte, des manifestations organisées par des coordinations provinciales des RebELLES ont eu lieu à Winnipeg et à Toronto, et d'autres types d'action ont eu lieu à Halifax, Antigonish et Whitehorse, en plus de la participation importante de RebELLES à la manifestation de Montréal.



### 2<sup>e</sup> Rassemblement pancanadien à Winnipeg en 2011

Le groupe *MS Citizenship Collective*, qui a été très actif dans la mobilisation pour le Rassemblement et qui a participé à la *Consulta* de juin 2008, a reçu l'appui unanime et enthousiaste des déléguées réunies lors du bilan pour assurer l'organisation d'un 2<sup>e</sup> rassemblement jeunes féministes pancanadien. C'est un rendez-vous pour le 2<sup>e</sup> rassemblement *RebELLES* à Winnipeg, au Manitoba, à l'été 2011! ([mscitizenship2009@gmail.com](mailto:mscitizenship2009@gmail.com))

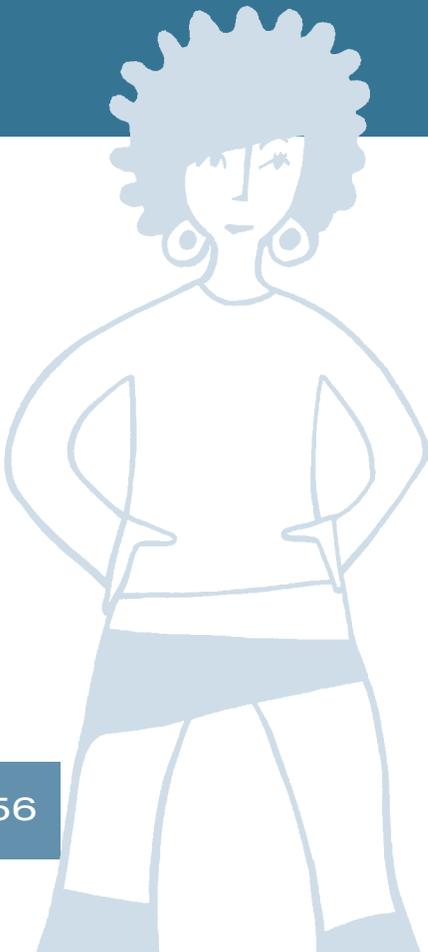
### À suivre de près...

- « **Toujours RebELLES** » - le film : Nous mettons la touche finale à un documentaire sur le rassemblement et son organisation qui sera lancé au mois d'octobre au Cinéma du Parc à Montréal, et possiblement ailleurs au pays. Le film sera également distribué sur un DVD qui contiendra une foule de bonus.
- **RebELLES à l'international - délégation en Belgique** : « Toujours RebELLES! » a même eu des répercussions au-delà des frontières du Québec et du Canada. L'association belge Vie féminine a accueilli deux des organisatrices lors d'une rencontre qui a réuni 400 féministes en juillet dernier.

2 Traduction libre : « Si j'avais un marteau, j'écraserais le patriarcat »

## 2010, une année d'action RebELLES

- **Marche mondiale des femmes en 2010** : Le mouvement RebELLES s'est joint à la CQMMF et sera très actif autour de la Marche mondiale des femmes en 2010, non seulement au Québec mais également au Canada.
- **Rencontre du G8** : Les RebELLES seront également actives dans les actions contre la venue du G8 en Ontario à l'été 2010, notamment en y amenant l'analyse féministe.
- **Jeux olympiques** : En solidarité avec nos sœurs autochtones de l'ouest, nous serons mobilisées autour de divers enjeux liés à la venue des Jeux olympiques à Vancouver.
- **Autres campagnes** : Nous organiserons des actions sur trois enjeux au cours de la prochaine année, soit : la justice pour les femmes autochtones tuées et disparues, les aides familiales résidentes et l'éducation sexuelle dans les écoles.



## Construction du mouvement RebELLES pancanadien

### 8 coordinations provinciales en marche!!!

Un peu comme la Marche mondiale des femmes, mais à l'échelle pancanadienne, « Toujours RebELLES! » est passé du statut d'événement, avec le Rassemblement, à celui de réseau et, finalement, nous sommes en train de construire un véritable mouvement avec notre identité propre et notre base d'unité politique représentée par le *Manifeste*. Lors de la première conférence téléphonique pancanadienne du 4 juin dernier, nous avons décidé de nous doter d'une nouvelle structure organisationnelle pour soutenir notre mouvement. Cette structure est fondée sur les principes d'autogestion, de décentralisation, d'autonomie des provinces et de coordination pancanadienne de nos actions. Elle vise à nous donner les moyens opérationnels de concrétiser notre volonté d'améliorer la vie des femmes partout au Canada et de nous donner la capacité d'agir comme mouvement politique.

Cette structure comprend diverses instances, soit : le Comité organisateur du rassemblement, maintenant situé à Winnipeg, le Secrétariat pancanadien du mouvement RebELLES qui est en fait la transformation de l'ancien Comité organisateur du Québec, les Coordinations provinciales, et finalement les caucus, soient les conférences téléphoniques pancanadiennes qui regroupent des déléguées de chaque province ou territoire. À l'heure actuelle, le mouvement RebELLES compte huit coordinations provinciales, soit au Yukon, en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve et au Labrador, ainsi qu'au Québec.

### Et ça continue!!!

Avec toutes les suites en branle depuis le Rassemblement, la 1<sup>re</sup> journée pancanadienne d'actions décentralisées a été une victoire pour les jeunes féministes, un aperçu de la force de nos convictions et de notre mouvement, ainsi qu'un grand espoir pour la suite des choses! Nous étions plus de 500 au Rassemblement, nous avons été encore plus à nous mobiliser dans nos milieux pour la journée internationale des femmes, à passer à l'action, à faire entendre nos voix, à faire connaître notre *Manifeste* et à faire bouger l'ordre patriarcal établi. Ce grand succès, c'est collectivement que nous l'avons bâti et c'est collectivement que nous célébrerons nos nombreuses victoires à venir. Nous sommes convaincues que les graines de changement que nous avons semées ensemble nous donneront des fruits que nous goûterons encore longtemps!

Nous regorgeons de fougue afin de mettre toutes ces idées en action et de mener nos luttes! Nous sommes le mouvement féministe RebELLES!

[www.rebelles.org](http://www.rebelles.org) – [info@rebelles.org](mailto:info@rebelles.org) – Facebook à « *Feminists Rebelles* »

**Écrivez-nous** pour toute question, pour obtenir une copie du *Manifeste*, du *Rapport final* ou pour vous joindre à nous! Bienvenue à toutes les jeunes féministes de 14 à 35 ans!

*Nous, jeunes femmes dissidentes et contestataires, que nous luttons dans des groupes féministes, anticapitalistes, écologistes, antiracistes, autochtones, communautaires, pacifistes, lesbiens, queer ou encore de sorcières, nous avons tout à gagner à nous réunir et à partager une analyse résolument féministe. Il sera impossible de véritablement avancer dans aucune lutte progressiste sans simultanément démanteler le(s) patriarcat(s) sous toutes ses innombrables formes, derrière ses innombrables masques, de même que tous les systèmes d'oppression et d'exploitation... Nous avons besoin les unes des autres. Que notre diversité soit solidaire, que notre unité se fasse autour de valeurs fondamentales et de luttes concrètes. Que nos différences tactiques soient comme autant d'essaims d'abeilles qui piquent leurs agresseurs de tous les côtés à la fois.* ■

3 Elsa Beaulieu et Barbara Legault. 2005. « *The making of... S'Unir pour être RebELLES* », dans Maria Nengeh Mensah (dir.), Montréal : Éditions du remue-ménage, p. 207-232.

# Débat sur la laïcité et le port de signes religieux dans la fonction et les services publics québécois : La FFQ défend la cause de toutes les femmes!

Par Michèle Asselin<sup>1</sup>

**Le samedi 9 mai 2009, réunies en assemblée générale spéciale, à Québec, les membres de la Fédération des femmes ont pris position sur le port de signes religieux dans la fonction et les services publics québécois.**

*Elles se sont prononcées en très grande majorité :*

- Contre l'interdiction de porter des signes religieux dans la fonction publique et les services publics québécois à l'exception des juges, des procureures et procureurs de la Couronne, des policières et policiers, des gardiennes et gardiens de prison, des personnes assumant la présidence et la vice-présidence de l'Assemblée nationale, ainsi que des personnes exerçant des métiers ou professions où la sécurité exige l'interdiction ou la restriction de certains signes religieux;
- **MAIS AUSSI** contre l'obligation de porter tout signe religieux, particulièrement contre l'obligation politique qui est faite aux femmes de les porter dans certaines sociétés.

*Les membres de la FFQ ont également réaffirmé qu'elles sont pour la liberté religieuse, mais contre les intégrismes de toutes les religions et qu'elles entendent bien poursuivre sans relâche la lutte contre les violations commises au nom des religions en exhortant les gouvernements québécois et canadien à :*

- respecter, promouvoir et mettre en œuvre les engagements qu'ils ont pris de protéger les femmes contre toutes les violations des droits des femmes à la vie, à l'intégrité de la personne, à disposer librement de leur corps, à l'accès à la contraception et à l'avortement, à la liberté de circulation, au choix de la ou du partenaire;
- prendre tous les moyens nécessaires pour lutter contre ces violations, notamment : la violence conjugale, les agressions sexuelles, les crimes d'honneur, les mariages forcés, la polygamie, les mutilations génitales féminines;

- prendre tous les moyens pour assurer aux femmes immigrantes le droit à l'emploi sans discrimination et un réel accès à l'emploi tant dans les secteurs publics que privés;
- prendre position au sein d'instances internationales, comme les Nations unies, contre les violations des droits des femmes justifiées par le relativisme religieux ou culturel partout dans le monde. ✓

<sup>1</sup> Michèle Asselin est présidente de la Fédération des femmes du Québec

## Pourquoi ce débat ?

À la suite de notre prise de position, plusieurs nous ont interpellées publiquement : *pourquoi relancer ce débat ? Pourquoi ?* Parce que cette question resurgit constamment au sein du mouvement des femmes, au sein d'organismes publics ou dans les médias. Parce que la FFQ est régulièrement interpellée. Aussi, parce que la recommandation du Conseil du statut de la femme à savoir « que les représentantes et les représentants ou les fonctionnaires de l'État ne puissent arborer ni manifester des signes religieux ostentatoires dans le cadre de leur travail »<sup>2</sup> incitait la FFQ à prendre position.

## Raz-de-marée médiatique

Dans les jours ayant suivi l'assemblée générale, des allégations mensongères transmises par des médias ont miné la crédibilité de la FFQ et ont remis en cause ses processus démocratiques, voire son intégrité. Or, les membres présentes à notre assemblée générale ont participé à un débat passionnant, empreint de respect et de rigueur. La position que nous avons adoptée a fait l'objet d'un vote majoritaire.

Remettons les pendules à l'heure. La FFQ ne reçoit aucun financement en provenance de groupes islamistes et aucune organisation intégriste n'en est membre et ne pourrait en aucune manière le devenir. Les organismes membres de la FFQ doivent respecter sa mission et défendre les droits des femmes. Quant aux membres individuelles, elles reflètent la diversité du mouvement des femmes. Elles peuvent être catholiques, protestantes, musulmanes, juives ou athées. Tout au long de cette démarche, toutes les règles qui régissent la vie associative et démocratique de la FFQ ont été respectées.

## Cachez ce foulard... qu'on n'aurait pas le droit de voir ?

Ce n'est pas d'hier que le débat sur les signes religieux se concentre autour du foulard islamique. Nous l'avons dit et nous le répétons, la Fédération des femmes du Québec est contre toute obligation religieuse ou politique qui serait faite aux femmes de porter un foulard islamique ici, au Québec, et ailleurs dans le monde. En même temps, nous nous opposons au fait d'interdire, aux femmes et aux hommes qui choisissent librement de le faire, de porter un signe religieux.

Pour nous, il est hors de question de jouer le jeu de l'intégrisme en nourrissant le rejet de l'« autre »! Ce qui fait, entre autres, le propre des intégrismes, c'est le pouvoir de manipuler les idées afin qu'elles servent à leur politique d'exclusion et d'intolérance. Les positions que nos membres ont prises et défendues, au fil des ans, expriment notre volonté politique de combattre tous les intégrismes, religieux et autres, de consolider l'espace démocratique et de favoriser la participation citoyenne. Nous ne voulons renoncer ni au principe d'égalité entre les sexes, ni aux libertés fondamentales qui peuvent s'exprimer, ici, au Québec!

Nous prônons l'intégration à la société québécoise, à ses valeurs et à ses droits fondamentaux, par un véritable accès à l'emploi, tant dans les secteurs publics que privés. Rien ne doit entraver la poursuite par les femmes de leur autonomie économique!

Nous avons abordé cette question à partir de trois points de vue, celui du modèle québécois actuel de laïcité, de la discrimination que vivent les

femmes immigrantes et de l'analyse féministe. Un document présentant nos réflexions et notre position ainsi qu'un bref historique des orientations et des actions de la FFQ sur la diversité culturelle et religieuse a été envoyé aux membres afin d'alimenter leur réflexion : *Débat sur la laïcité et le port de signes religieux dans la fonction et les services publics québécois*<sup>3</sup>.

## La laïcité québécoise : un débat à poursuivre

Toujours dans les médias, maintes fois la position de la FFQ a été opposée à celle de la laïcité. Or, la plupart des spécialistes s'entendent sur le fait qu'il existe plusieurs modèles de laïcité. Interdire ou permettre le port de signes religieux correspond non pas à une situation plus ou moins « pure » de la laïcité, mais à une conception différente de celle-ci dans l'un et l'autre cas.<sup>4</sup> L'État québécois favorise une vision de la laïcité ouverte. Cette conception implique que toutes les personnes qui travaillent au sein des institutions publiques, qu'elles portent un signe religieux ou non, ont le devoir d'appliquer dans l'exercice de leurs fonctions, les règles et les lois étatiques ou institutionnelles. Là-dessus, pas de compromis possible. Soulignons que la position de la FFQ est celle qui prévaut actuellement au Québec.

Nous sommes bien conscientes que le débat devra se poursuivre. L'État québécois doit définir les grandes orientations du modèle québécois de laïcité. La FFQ entend contribuer au débat public en poursuivant sa réflexion sur cette question.

<sup>2</sup> Conseil du statut de la femme. (2007). *Avis, Droit à l'égalité entre les femmes et les hommes et la liberté religieuse*, p. 52.

<sup>3</sup> Disponible sur le site web de la FFQ : <http://www.ffq.qc.ca/presentation/aga-speciale-2009/Doc-AGmai2009.pdf>

<sup>4</sup> Milot, Micheline. (2008). *La laïcité*, Coll. « 25 questions », Ottawa : Novalis.

## Extraits de lettres d'appui<sup>5</sup>:

*Ceux et celles qui décrivent la position de la FFQ croient-ils donc qu'il existe des motifs valables à la stigmatisation et à la discrimination en emploi ? La FFQ a bien fait de souligner dans son document de réflexion que l'accès au travail est la clé maîtresse de l'autonomie financière et de l'égalité des femmes. Plus globalement, nous estimons que le droit au travail est un droit inaliénable et qu'il est capital dans la lutte contre la pauvreté. La lutte à la pauvreté est intimement liée à la lutte contre les inégalités, puisque pauvreté et exclusion sont trop souvent des soeurs siamoises. C'est par le travail que passent l'intégration sociale et la pleine réalisation de soi. Assurer à tous et toutes le droit d'accès aux emplois du secteur public est donc directement lié à un droit fondamental : le droit au travail.*

Collectif d'auteurEs, 71 individuEs et groupes de divers réseaux

*Parmi les critiques énoncées à l'égard de la position de la FFQ, citons ceux et celles qui affirment que les utilisateurs des services publics doivent pouvoir compter sur la neutralité et l'objectivité des employées des services publics. Or, en tant que patiente et personne non chrétienne et non musulmane, je n'ai jamais éprouvé la moindre difficulté ou encore une quelconque aversion à être soignée par une infirmière portant une croix ou bien le hijab. Par ailleurs, il m'apparaît très clair que bien que les apologistes de la xénophobie institutionnalisée mentionnent en passant le kirpan, la kippa et le crucifix, ils et elles parlent principalement du hijab. Ces derniers confondent, dans leur analyse, les droits individuels (le droit de porter des symboles religieux, le droit à l'autodéfinition et le droit à la liberté de conscience) avec les responsabilités collectives, en prétendant que la « tolérance » du port de signes religieux ostentatoires dans la fonction publique aurait nécessairement un impact de déréglementation sur l'environnement de travail.*

Greta Hofmann Nemiroff

*Soyons claires, la position de la FFQ c'est de dénoncer tout intégrisme qui oblige les femmes à porter ce qu'elles ne veulent pas porter et, en toute cohérence, de dire qu'il n'est pas plus acceptable d'interdire aux femmes de porter un voile si cela est leur choix. La FFQ a une position progressiste qui soutient notre société dans l'exercice du grand défi que représente la tolérance de coutumes différentes.*

Lysane Grégoire, coordonnatrice, Table de concertation de Laval en condition féminine

*Au lieu de reconnaître aux femmes – à toutes les femmes – le droit d'exercer leur droit de choisir, certains-es cherchent, au nom du féminisme, à leur dicter ce qui est bon pour elles. Pourquoi la liberté de choisir serait-elle un droit reconnu aux femmes en général et une option très difficile à accepter lorsqu'il s'agirait de femmes musulmanes voilées ? Si certaines d'entre elles vivent dans la contrainte de leur religion, travaillons à leurs côtés pour qu'elles s'en libèrent. Mais évitons de les pénaliser en les excluant. C'est au discours intégriste qu'il faut s'attaquer, non aux femmes qui voudraient s'intégrer au Québec en travaillant dans la fonction publique québécoise dans le respect des valeurs et du rôle de celle-ci.*

Alexa Conradi

*Le CIAFT est très préoccupé par les difficultés d'insertion professionnelle que vivent quotidiennement les immigrants et qui touchent plus défavorablement encore les femmes : une non-reconnaissance des diplômes et des expériences, un taux de déqualification professionnelle alarmant (alors que le quart des immigrantes d'origine arabo-musulmane, par exemple, possèdent un diplôme universitaire), un taux d'emploi de dix points inférieur aux Québécoises nées ici et un taux de chômage jusqu'à quatre fois supérieur à la moyenne.*

*Nous craignons également les impacts qu'une interdiction du voile dans le secteur public aurait dans le secteur privé pour les femmes qui le portent. L'outil qu'il nous faut pour combattre la discrimination ne relève pas de l'interdiction, mais bien de programmes d'accès à l'égalité efficaces.*

Nathalie Goulet, directrice, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes du Québec (CIAFT)



<sup>5</sup> Vous pouvez lire l'intégrale de ces lettres sur le site web de la FFQ : <http://www.ffq.qc.ca/presentation/aga-speciale-2009/aga-speciale-2009.html>

*Oui, nous étions à l'assemblée générale spéciale de la Fédération des femmes du Québec! Nous, femmes provenant de groupes de femmes locaux, régionaux et nationaux, groupes communautaires, représentantes de comités de condition féminine d'organisations syndicales. Nous étions plus d'une centaine de femmes de toutes les régions du Québec : de l'Outaouais à la Gaspésie, de l'Estrie au Nord-du-Québec, de Montréal à la Côte-Nord, de la Montérégie à Québec et de l'Abitibi au Bas-Saint-Laurent. Nous sommes des femmes athées et des femmes de différentes traditions religieuses. Nous nous sommes reconnues pour avoir mené ensemble des luttes contre les violences faites aux femmes, pour le libre-choix en matière de maternité, pour l'équité salariale, pour l'égalité et la justice sociale.*

*Nous qui étions présentes considérons que cette assemblée fût un bel exemple de démocratie, bien loin de la dictature de la pensée unique.*

*Nous avons répété à maintes reprises pendant l'assemblée notre engagement pour l'égalité des femmes contre toutes les formes d'intégrismes, religieux ou autres, contre les violations des droits des femmes justifiées par le relativisme religieux ou culturel partout dans le monde. Nous avons réitéré notre engagement infaillible contre toutes les violences pratiquées envers les femmes. A-t-on besoin d'en dire plus ?*

Louise Beaudry, Centre de femmes Avec des Elles; Michèle Boisclair, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec; Rolande Clément, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale; Marie-Thérèse Forest, Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles; Nathalie Goulet, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail - CIAFT; Carole Lejeune, Centre de solidarité lesbienne - Montréal; Sylvie Lévesque, Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, FAFMRQ; Manon Massé, Centre des Femmes de Laval; Josiane Oscar Association des femmes immigrantes de l'Outaouais; Suzanne Tremblay, Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent.

*Encore une fois et malgré le récent débat, la Charte et le respect des droits des femmes sont malmenés sans qu'on le dise. D'abord, soulignons l'incroyable aisance avec laquelle est profilée la communauté des femmes appartenant par l'origine au polysémique «monde arabe». La seule affirmation qu'il faut penser pour elles toutes a de quoi estomaquer et s'inscrit à la limite de la discrimination ou du paternalisme néocolonial. Soulignons ensuite que, pour certaines, la protection de la liberté de religion prévue par la Charte québécoise est de l'ordre de la nuisance oppressante pour toutes les femmes. Ainsi, il vaut mieux escamoter la question et miser sur la quasi-laïcité de l'État québécois, en tolérant, par exemple, le non moins quasi patrimonial crucifix attaché au mur de l'Assemblée nationale. Ce détour bien utile nous laisse croire que l'un s'oppose à l'autre, ce qui est inexact sur le plan juridique. Car l'État n'est pas désincarné et on peine à identifier en quoi la croyance particulière d'une fonctionnaire et qui serait visible, sinon ostentatoire, porte atteinte à la neutralité des services qu'elle rend.*

Pierre Bosset, professeur de droit public au département des sciences juridiques de l'UQAM; Andrée Côté; François Crépeau, professeur Oppenheimer de droit international à l'Université McGill; Lucie Lamarche, professeure titulaire à l'Université d'Ottawa; Jean-Guy Ouellet, chargé de cours en sciences juridiques à l'UQAM; Dominique Peschard, président de la Ligue des droits et libertés; Louise Riendeau, coordonnatrice des dossiers politiques au Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale.

*Mais revenons à la position de la FFQ, dont un aspect est rarement retenu, celui qui dit que la FFQ est contre l'obligation de porter le foulard ou tout autre signe religieux ici, au Québec, comme ailleurs. Contre l'interdiction donc, mais aussi contre l'obligation. Ce qui signifie pour le libre choix, valeur que la FFQ a toujours défendue, par exemple concernant l'avortement. ■*

Gisèle Bourret

# Marche mondiale des femmes : actions en 2010

Barbara Legault et Ghislaine Sathoud<sup>1</sup>

L'année 2010 aura une signification toute particulière pour le mouvement mondial des femmes. Pour la troisième fois de son histoire, la Marche mondiale des femmes (MMF) appellera les femmes du monde à l'action, et ce, à l'échelle internationale. Entre le 8 mars et le 17 octobre 2010, les voix des femmes retentiront à travers le monde entier.



*Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!*

Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes - [www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca)

## Chaussez vos souliers parce qu'en 2010, on va marcher!

2010 sera une grande année d'actions internationales de la Marche mondiale des femmes. Entre le 8 mars et le 17 octobre, nous serons actives sur les cinq continents pour lutter contre la pauvreté et la violence envers les femmes et pour faire valoir nos revendications et notre vision d'un autre monde fondé sur les cinq valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* : égalité, justice, solidarité, liberté et paix.

La MMF en 2010 s'organisera autour du thème *Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!* Il y aura des marches dans 70 pays, dont, évidemment, au Québec.

### **La Marche mondiale des femmes : changer la vie des femmes pour changer le monde**

Née en 1998 à l'initiative de la Fédération des femmes du Québec, la Marche mondiale des femmes rallie des milliers de groupes et plus de 70 coordinations nationales sur les cinq continents. Passant d'un événement international d'envergure, la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 est devenue un mouvement d'action féministe irréversible et incontournable.

*La Marche mondiale des femmes est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et des organisations de la base œuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Nous luttons contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Nos valeurs et nos actions visent un changement politique, économique et social. Elles s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, le respect et la reconnaissance de la diversité entre les femmes, la multiplicité de nos stratégies, la valorisation du leadership des femmes et la force des alliances entre les femmes et avec les autres mouvements sociaux progressistes.*  
(tiré de « *Qui nous sommes* » du site web international de la MMF [www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org))

La MMF défend toujours les 17 revendications internationales de 2000 et lutte sur quatre champs d'action prioritaires. Elle s'est dotée, pour les actions internationales de 2005, d'une *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*. La MMF en 2010 sera, après 2000 et 2005, la troisième grande année d'actions internationales du mouvement. ✓

<sup>1</sup> Membres de l'équipe de travail de la FFQ



Photo : Chantal Locat

Dix ans après la première Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes à Montréal (1998), ce sont 136 femmes de 48 pays, de tous les continents, qui se sont réunies à Panxón, en Galice, en octobre 2008. Cette rencontre a permis d'élaborer les propositions d'actions et de revendications pour les actions de la Marche mondiale en 2010.

## Lutter pour des changements tangibles pour toutes les femmes!

Au Québec, l'ensemble du mouvement féministe sera impliqué dans les actions de la MMF en 2010. Les membres de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) ont déjà commencé les processus de consultation et d'organisation de la Marche en 2010! En effet, durant l'automne, les 50 groupes actifs de la CQMMF choisiront les luttes que nous allons mener ensemble sous la bannière de la Marche mondiale des femmes. La CQMMF a soumis en juin des propositions de revendications aux groupes membres afin de procéder à une large consultation sur les choix stratégiques de ces revendications. Nous voulons tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de vie de toutes les femmes du Québec.

### **La Coordination du Québec de la marche mondiale des femmes**

La CQMMF est formée d'une cinquantaine de groupes actifs, nationaux et régionaux. Des groupes autonomes de femmes, des comités femmes de groupes communautaires mixtes, des comités de condition féminine d'organisations syndicales y participent activement.

Depuis quelques années, un vent de droite souffle sur le Québec et sur le Canada. La montée de l'antiféminisme, de la droite économique, religieuse et politique, nous oblige à prendre conscience que la lutte sera dure. Nous devons établir un important rapport de force si nous voulons faire des gains. Nous devons donc être stratégiques, mobilisées, déterminées et unies. Nous nous engageons à y mettre toute notre énergie!

Au Québec, les revendications de la MMF 2010 seront choisies en lien avec les quatre grands champs d'action internationaux de la MMF<sup>2</sup> :

#### **1.- Bien commun et accès aux ressources**

Nous luttons contre la privatisation de la nature et des services publics. Nous défendons le principe de souveraineté alimentaire, le droit à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et à l'assainissement.

Le bien commun représente des « biens » spécifiques que tous (ou presque tous) les membres d'une communauté déterminée partagent et qui leur apportent des bénéfices. Il s'agit des besoins fondamentaux pour une vie digne tels que la nourriture, l'eau, la terre, le logement, les connaissances et l'accès aux services publics (éducation, santé, énergie, etc.).

*Tiré du site web international de la Marche mondiale des femmes : [www.marchemondialedesfemmes.org](http://www.marchemondialedesfemmes.org)*

#### **2.- Paix et démilitarisation**

Nous cherchons à mettre en évidence la complexité des causes des guerres, comme le contrôle du corps et de la vie des femmes, la manipulation des conflits ethniques et religieux, l'exploitation des ressources naturelles et les intérêts de l'industrie de l'armement. Nous dénonçons les violences dont sont victimes les femmes perpétrées par les armées et/ou groupes militaires, et par leur communauté, en particulier les hommes, qui les rejettent et les culpabilisent ensuite pour les violences subies.

La guerre, les conflits et la militarisation sont des expressions de la violence devenue naturelle dans les systèmes patriarcaux et capitalistes et des moyens mis en œuvre par ceux-ci pour maintenir leur domination.

*Tiré du site web international de la Marche mondiale des femmes : [www.marchemondialedesfemmes.org](http://www.marchemondialedesfemmes.org)*

### 3.- Travail et autonomie économique des femmes

Nous défendons l'accès de toutes les travailleuses et travailleurs aux droits, à la justice, à la sécurité sociale et à l'égalité salariale, de même qu'à un salaire minimum juste, dans le monde entier, sans discriminations aucunes.

L'autonomie économique des femmes se réfère à leur capacité à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins ainsi qu'à ceux des personnes qui dépendent d'elles, et à décider de la meilleure façon d'y parvenir. Dans ce sens, l'autonomie économique est une notion plus large que l'autonomie financière, dans la mesure où elle comprend aussi l'accès à la sécurité sociale et aux services.

Tiré du site web international de la Marche mondiale des femmes : [www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org)

### 4.- Violence envers les femmes

Nous combattons la violence en réalisant des actions de sensibilisation de la société, en menant des actions conjointes avec d'autres mouvements sociaux et en élaborant des revendications auprès de l'État. Nous voulons comprendre les causes de la violence envers les femmes, comment elle se manifeste, et rendre visibles toutes les formes de résistance des femmes face à la violence sexiste.

La violence envers les femmes est structurelle. Il s'agit d'une caractéristique inhérente au système patriarcal et capitaliste dont les hommes, les groupes d'hommes, les institutions patriarcales et les États se servent pour contrôler la vie, le corps et la sexualité des femmes. Bien que la violence touche les femmes en tant que groupe social, il faut comprendre ses différentes formes, l'époque où elle a lieu et les raisons qui l'engendrent, car chacune des violences commises est insérée dans un contexte différent.

Tiré du site web international de la Marche mondiale des femmes : [www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org)

Nous porterons également une revendication pour défendre les droits des femmes autochtones. Cette revendication a été soumise à la CQMMF par le groupe Femmes autochtones du Québec ([www.faq-qnw.org](http://www.faq-qnw.org)). En solidarité avec nos sœurs des différentes nations autochtones, nous marcherons pour que le Canada signe la déclaration internationale sur les droits des peuples autochtones et mette en œuvre les droits qui y sont contenus avec une attention particulière sur les droits des femmes et des enfants autochtones.

« Être en marche » exprime l'idée d'avancer librement et sans contraintes. **Nous sommes en marche pour dire la force des femmes organisées de manière collective**, en associations, groupes, mouvements, avec des expériences et des cultures différentes, mais qui poursuivent un objectif commun : dépasser l'ordre actuel, injuste qui engendre violence et pauvreté. Notre marche exprime également notre solidarité internationale et le fait que nous sommes vigilantes vis-à-vis des situations vécues par les femmes de toutes les régions du globe. En quelque sorte, nous veillons les unes sur les autres.

Site web international de la Marche mondiale des femmes : [www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org)



Photo : Chantal Sancerre

2 Des textes d'analyse, produits par le Secrétariat international de la MMF, sur chacun des quatre champs d'action sont disponibles sur le site web international à l'adresse suivante : <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/fr/>



## En 2010, moi j'marche!

Les coordinations nationales de la Marche mondiale des femmes de tous les continents organiseront des actions en 2010. Trois temps forts marqueront cette grande année de mobilisation et d'action, tant au Québec qu'à l'international.

### Au Québec : les actions de 2010 en bref

- **8 mars** : grand rassemblement et lancement des actions à Montréal
- **Jour 1 (12 octobre)** : marches et actions locales
- **Jours 2 et 3 (13-14 octobre)** : marches et actions régionales
- **Jour 4 et 5 (15-16 octobre)** : marches vers Rimouski par contingents interrégionaux
- **17 octobre** : grande manifestation nationale de clôture à Rimouski

### **8 mars 2010 : lancement des actions**

C'est par des manifestations de toutes sortes à travers le monde que seront lancées officiellement, le 8 mars, les actions de la Marche mondiale des femmes en 2010. Nous profiterons aussi de l'occasion pour souligner le centenaire de la *Déclaration de la Journée internationale des femmes*. Au Québec, nous organiserons un grand rassemblement national à Montréal pour le lancement de nos revendications et de nos actions. Toutes les femmes du Québec seront invitées à participer à cette activité qui marquera le début de nos actions de solidarité avec les femmes du monde.

### **Des marches dans chaque pays entre le 8 mars et le 17 octobre**

Une multitude d'actions seront organisées à travers le monde pour revendiquer de meilleures conditions de vie pour les femmes. Afin d'assurer une certaine coordination entre les diverses régions du monde, les secrétariats régionaux (comités formés de représentantes de divers pays d'un même continent; par exemple, le Québec fait partie de la région des Amériques) assurent le pont entre leur région et le Secrétariat international, basé au Brésil. Plus d'informations sur les marches à travers le monde sont disponibles sur le site international de la Marche mondiale des femmes à [www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org)

### **12 au 16 octobre 2010 : marches dans toutes les régions du Québec**

Fortes de nos expériences acquises avec la Marche *Du pain et des roses* de 1995 (où 800 femmes réparties dans trois contingents avaient marché vers Québec pendant 10 jours pour l'élimination de la pauvreté des femmes), avec la *Marche mondiale en l'an 2000* (où on partait de marches au niveau local pour se rendre au national et finalement à l'international), et à travers l'expérience du *Relais mondial de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité* en 2005, les femmes au Québec marcheront pendant 5 jours, du 12 au 16 octobre 2010.

Nous vivrons ensemble de grands moments de mobilisation et d'action. L'ensemble du mouvement des femmes, que ce soit au niveau local, régional ou national sera mis à contribution.

Plusieurs détails restent à définir, mais déjà nous connaissons les grandes lignes de nos actions. Le Jour 1 (le 12 octobre) sera consacré aux marches locales. Les jours 2 et 3 (les 13 et 14 octobre), les régions organiseront des marches à relais, des grandes marches régionales ou des actions régionales, selon leur choix. Les jours 4 et 5 (les 15 et 16 octobre), quatre contingents seront formés de plusieurs régions et marcheront en direction de Rimouski, qui sera notre destination à toutes pour une grande action nationale le 17 octobre.



## **17 octobre 2010 : rassemblements de clôture des actions**

Dans toutes les régions du globe, des marches et des actions simultanées se dérouleront le 17 octobre pour clôturer les actions de 2010. Une délégation internationale de la MMF se rendra dans le Sud-Kivu, en République démocratique du Congo, afin de marquer notre solidarité avec les femmes vivant dans les pays en guerre et appuyer le rôle fondamental des femmes dans les processus de paix et de résolution des conflits. Nous y serons également représentées par une délégation de la CQMMF.

Au Québec, le 17 octobre, les marcheuses de toutes les régions convergeront à Rimouski pour le grand rassemblement national de clôture des actions de la MMF en 2010. Les femmes du Bas-Saint-Laurent ont déjà commencé les préparatifs pour ce grand rassemblement et nous y attendent nombreuses!

### **L'organisation des actions**

Déjà, les femmes s'organisent dans les 17 régions du Québec! De la Côte-Nord à l'Abitibi, en passant par la Montérégie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean et toutes les autres magnifiques régions, on entend déjà les femmes rêver de victoires quant à nos revendications, des expériences extraordinaires et de la solidarité que nous allons vivre, et qui alimenteront encore pour longtemps notre flamme féministe.

Avec une journée de marche locale, deux journées de marches régionales et deux journées de marches interrégionales, il est clair que tous les groupes et chacune de nous auront un rôle excitant à jouer dans cette grande marche mondiale de 2010.

### **Toutes les femmes peuvent participer**

Peu importe le temps dont vous disposez, vos expériences, ressources, capacités et votre énergie, vous pouvez participer! Que l'on pense à l'organisation des actions, à la logistique, à l'hébergement des marcheuses, à la nourriture, aux premiers soins, à la sécurité routière, aux médias, au travail politique auprès des élueEs, etc., nous aurons besoin de vous! Vous avez la chance de contribuer et de participer à ce moment historique du mouvement des femmes et d'être l'une des centaines de marcheuses! L'appel est lancé!

Réservez dès maintenant ces dates dans votre agenda. Pour vous impliquer d'une manière ou d'une autre, ou pour être l'une des marcheuses, communiquez avec un groupe de femmes de votre région, de votre quartier ou contactez votre table régionale de groupes de femmes (pour la liste des tables : [www.reseautablesfemmes.qc.ca](http://www.reseautablesfemmes.qc.ca)).

### **So-So-So, Solidarité, avec les femmes du monde entier!**

Nous, féministes de tous âges, de toutes les régions et de toutes les tendances politiques reprendrons pour 2010 le flambeau ardent des luttes solidaires de la Marche mondiale des femmes. Nous ferons front commun autour de nos revendications nationales. **Chaque pas marquera notre solidarité envers les femmes du monde.** Nous marcherons coude à coude pour l'amélioration de la condition de vie des femmes ici comme ailleurs.

**Pour plus d'information sur la Marche mondiale des femmes, visitez notre site web à [www.ffq.qc.ca](http://www.ffq.qc.ca) ou contactez Barbara Legault, responsable de la CQMMF, à [blegault@ffq.qc.ca](mailto:blegault@ffq.qc.ca) ou au 514-876-0166 poste 253 ■**

Photo : Chantal Sancerre

# De nous toutes, Merci Michèle!

De 2003 à 2009, Michèle Asselin fut à la tête des destinées de la Fédération des femmes du Québec. Femme de tête et de cœur, rassembleuse et chaleureuse, son leadership a grandement contribué à faire de la FFQ une organisation forte et diversifiée, comme en font foi les témoignages qui suivent.

*Pour nous toutes tu as été...*

## ... En solidarité avec le monde

Je me souviens très bien de l'assemblée générale de la FFQ en 1997. Michèle et moi avions une mission à accomplir : celle de convaincre les membres de la FFQ de se lancer dans le vide, vers un projet fou, presque impossible, utopique, féministe, celui de **faire ensemble une marche mondiale des femmes!** L'assemblée a accepté de nous suivre dans cette folie. Quelle émotion! Moment lumineux, gravé dans notre mémoire collective.

Douze ans plus tard, c'est avec la même émotion que je te dis merci Michèle. Merci pour ton engagement indéfectible envers les valeurs et les luttes de la Marche mondiale des femmes. Ton sens du possible, mais aussi du rêve nous inspire toutes.

Tu as fait de la FFQ une organisation présente et incontournable tant sur la scène nationale qu'au niveau des nos alliées internationales de la Marche mondiale.

Merci et bonne continuité sur ta route Michèle...

*Ana Maria D'Urbano Seghezzeo*



Photo : Daniel Noël  
Montréal, 14 octobre 2000



New York 2000

## ... En lutte pour l'équité salariale

Michèle a toujours compris l'importance de la lutte pour l'équité salariale, de la première bataille pour obtenir une loi proactive et de la seconde bataille pour la faire appliquer partout. Elle a eu confiance en l'expertise du CIAFT et a travaillé à nos côtés chaque fois qu'il a été nécessaire. Nous nous sommes senties comprises et soutenues par notre grande Fédération des femmes dans ce combat. Merci mille et mille fois, chère Michèle, en mon nom et en celui de toutes les membres du CIAFT!

*Nathalie Goulet*

équité  
\$alariale

## ... Une grande rassembleuse

Michèle possède un grand sens de la démocratie. Tout au long de mon mandat au sein du conseil d'administration de la FFQ, j'ai toujours senti qu'il y avait de la place pour les échanges, pour l'expression des différents points de vue, tout en cherchant les consensus nécessaires afin de nous permettre d'avancer dans la conquête des droits des femmes.

Michèle prend le temps d'accueillir chaleureusement chaque nouvelle membre du conseil d'administration. Elle est très à l'écoute, c'est une femme de passion et d'idées, courageuse et solidaire dans la défense des droits des femmes.

*Émilia Castro*



CA 2007-2008



CA 2008-2009



Montréal, 6 décembre 2007

## ... En action contre la violence

Par sa connaissance et sa sensibilité à la problématique de la violence faite aux femmes, par sa capacité de mobilisation, Michèle a su rallier autour de la FFQ la majorité des groupes et des organisations syndicales pour coordonner, en 2008, la première édition québécoise des 12 jours d'action contre la violence faite aux femmes.

Bravo Michèle pour avoir favorisé cette concertation. Merci aussi d'avoir porté sans relâche la revendication de la Marche mondiale des femmes en faveur d'une vaste campagne d'éducation contre toutes les formes de violence faite aux femmes.

*Louise Riendeau*

## ... In sisterhood

Michèle et les « sisters », nos alliées féministes du Canada que nous avons nommé ainsi parce que souvent elles signent « in sisterhood »... À Beijing en 1995, avec un anglais bien limité, Michèle se faisait surtout comprendre par de grands signes, beaucoup de chaleur et quelques mots.

Depuis ce temps, elle a su imposer le respect et l'affection chez nos « sisters ». Quand elle prend la parole dans une réunion avec le reste du Canada, c'est comme si le Québec au complet se prononçait. Avec elle, les alliances et les relations avec le reste du Canada sont les meilleures depuis plus de 20 ans!

*Charlotte Thibault*





En tournée sur la Côte-Nord en 2007

### ... En tournée pour les droits des femmes

Ce fut un privilège, Michèle, de faire avec toi une partie de la tournée sur le féminisme. Souvent, tes phrases complétaient les miennes et toujours, ton rire déclenchait le mien! Ta disponibilité et ta détermination à défendre les droits des femmes ont, une fois de plus, stimulé la militante que je suis.

Peu importe le chemin que tu emprunteras, je suis certaine que tes pas en entraîneront d'autres!

*Gisèle Bourret*

### ... En marche

Gardienne de la justice des richesses, comme une lionne à la porte de notre temple à Vénus.

Visionnaire pragmatique du Québec en marche (la Marche mondiale des femmes bien sûr!)

Synthèse, compromis, décisions rassembleuses : tu entraînes la CQMMF dans un mouvement productif, dans ce mouvement irréversible auquel tu croies profondément.

Ce ne sont pas que des paroles... paroles... paroles!

Ça vient de ta fibre intègre, honnête, intelligente

On n'a qu'à te voir pour te croire

Merci Michèle

*Marie-Thérèse Forest*



Photo : Chantal Santerre

### ... En complicité

Six années de travail intense, de manifs, de concertations, de fous rires et d'amitiés. Michèle, tu as su nous réunir, nous animer, nous motiver, nous embarquer dans tes grands rêves de solidarité et d'égalité. Ton ouverture à la diversité aura sans aucun doute marqué l'histoire de la FFQ.

Femme de principes et d'intégrité, tu as été notre « cheftaine » dans les bons et les moins bons moments. Avec toi, impossible de baisser les bras, ton courage, ta persévérance nous ont amenés à faire de grandes choses ensemble... Merci!

Avec chacune d'entre nous, tu as su tisser un lien de confiance et de complicité, ton humour, tes grands rires et tes élans d'indignation vont nous manquer.

*Ton équipe de travail*





*Merci!*  
2003-2005



*Merci!*  
2005-2007



*Merci!*  
2007-2009





# LA FFQ, UNE VOIX POUR TOUTES LES FEMMES

**Promouvoir et défendre les intérêts et les droits des femmes, lutter contre la pauvreté et contre toutes les formes de violence, de discrimination, de marginalisation ou d'exclusion, voilà l'engagement de la Fédération des femmes du Québec!**

La **FFQ** poursuit une formidable quête, celle d'un monde où l'égalité entre les femmes et les hommes existe réellement. Nous sommes unies et engagées pour changer les choses!

De la célèbre marche «*du pain et des roses*» (1995) à la «*Marche mondiale des femmes*» (2000), de «*L'Unité pour être solidaire*» le rassemblement des jeunes féministes (2003), à la construction d'une «*Charte mondiale des femmes pour l'éternité*» (2005), la FFQ fait l'histoire. Notre prochain rendez-vous avec les femmes du monde sera en 2010.

La diversité des membres qui composent la FFQ fait notre force.

**Ajoutez votre voix, pour un féminisme ouvert et engagé.** Devenez membre et faites un don en complétant le coupon ici-bas et en le postant à :

**FFQ, 110 rue Ste-Thérèse, bureau 309, Montréal QC H2Y 1E6**

## J'AJOUTE MA VOIX

### Je deviens membre :

- 20 \$ cotisation annuelle régulière
- 5 \$ cotisation annuelle pour les femmes à faible revenu

### Je fais un don :

- 35 \$
- 60 \$
- 100 \$
- Autre

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### J'effectue mon paiement par :

- Chèque (à l'ordre de la FFQ)
- Visa
- MC

N° de la carte \_\_\_\_\_

Date d'expiration \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

- s.v.p. ajoutez mon nom à vos listes d'envoi courriel

110 rue Ste-Thérèse, bur. 309  
Montréal QC H2Y 1E6

**WWW.FFQ.QC.CA**



Fédération **des femmes** du Québec

